

Mon corps, c'est comme je veux !

Les ONG
du Sud
se libèrent
du Nord

Surprise :
que vive
le Québec
trilingue !

Presse
mexicaine :
les affres
de la liberté

Fernando
Savater :
l'énigme
basque

Afrique CFA:1000 F.CFA, Antilles:18 FF, Belgique:160 FB, Canada:3,95\$Can,
Espagne:550 Ptas, Luxembourg:154 F.Lux, Maroc:20 DH, Portugal-cont:700 Esc,
Réunion:22FF, Suisse:6,20 FS, United Kingdom:2,5£, USA:4,25 \$US.

M 1205 - 19 - 29,00 F - RD





Nouveau site

www.unesco.org/publishing



- Rechercher les références d'un livre...
- Commander des livres, vidéos, cd-rom...
- Télécharger des publications électroniques...

Il suffit de cliquer

UNESCO Information Processing Tools



L'UNESCO DÉVELOPPE DEUX LOGICIELS POUR TRAITER L'INFORMATION QUI SONT DISTRIBUÉS GRATUITEMENT SUR CD-ROM AUX INSTITUTIONS. (QUIR ULRANDL DANS LA LIMITE DU STOCK DISPONIBL)



CDS/ISIS EST UN LOGICIEL DESTINÉ AU STOCKAGE ET À LA RECHERCHE D'INFORMATION, PARTICULIÈREMENT BIEN ADAPTÉ POUR GÉRER DES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES. CDS/ISIS EST UTILISÉ PAR DES BIBLIOTHÈQUES ET CENTRES D'INFORMATION DANS LE MONDE ENTIER POUR LA GESTION DE FICHIERS BASES DES DONNÉES. (DISPONIBLE DANS DE NOMBREUX LANGAGES)



IDAMS EST UN LOGICIEL CONÇU POUR LE TRAITEMENT ET L'ANALYSE DE DONNÉES NUMÉRIQUES. IL OFFRE UN ENSEMBLE COMPLET D'OUTILS POUR LA VALIDATION ET LA MANIPULATION DE DONNÉES AINSI QU'UN GRAND CHOIX DE TECHNIQUES STATISTIQUES CLASSIQUES ET AVANCÉES. DES MODULES INTERACTIFS PERMETTENT LA CONSTRUCTION DE TABLEAUX MULTIPLES, L'EXPLORATION GRAPHIQUE DES DONNÉES ET L'ANALYSE DES SÉRIES CHRONOLOGIQUES.



CE CD ROM CONTIENT ÉGALEMENT UN OUTIL POUR L'ÉCHANGE DE DONNÉES ENTRE CDS/ISIS ET IDAMS.



<http://www.unesco.org/inftools>

Fax: +33 (0) 1 45 68 55 82

D'ICI ET D'AILLEURS

4 Les enfants de Kuito poussent le monde jusqu'à l'infini

Dans cette ville martyre d'Angola, ravagée par les combats, les enfants emplissent le silence de rires. Photos de Guy Tillim, texte de Ana Paula Tavares

PLANÈTE

12 Peut-on préserver la nature au détriment des hommes?

Les parcs nationaux ne peuvent jouer leur rôle lorsque les populations indigènes en sont expulsées. Les spécialistes ont réagi. Marcus Colchester

15 Ecotourisme en Afrique australe: bilan mitigé

Eddie Koch

CULTURE

16 Sans le commerce, l'artisanat est condamné

Faute de débouchés commerciaux, l'artisanat indien des textiles s'est étiolé. Mais la partie n'est pas perdue. Jenny Housego

18 Le prince laotien de la broderie défend un art de vivre

Ngoc Loan Lam

Dossier



Mon corps, c'est comme je veux !

Les normes culturelles volent en éclat, les limites techniques s'effacent: faire ce que l'on veut de son «look», de son corps devient une façon privilégiée d'affirmer sa liberté et sa différence.

Des anciens guérilleros d'Afrique du Sud aux jeunes filles excentriques du Japon, le combat pour se rapprocher d'un idéal du corps, aux déclinaisons infinies, est lancé. Un pas de plus est franchi dans les blocs opératoires, passage obligé des aspirantes reines de beauté au Venezuela mais aussi de paysans indiens qui vendent leur rein. Et où nous mènera l'étape suivante, celle des cyberpunks qui veulent truffier leurs corps de puces électroniques?

Le sommaire détaillé est en page 20.

© Jacques Prayer/Gamma, Paris • Stephen Lock/FSP/Gamma, Paris • Victor de Schwanberg/SPL/Cosmos, Paris

DROITS HUMAINS

60 Les ONG du Sud s'affranchissent du Nord

De l'assistance au partenariat: telle est l'exigence des organisations du Sud vis-à-vis de leurs homologues du Nord. Philippe Demenet

ÉDUCATION

64 Vive le Québec trilingue!

Si les lois pour défendre le Français ont été efficaces, le trilinguisme avance... Filippo Salvatore

MÉDIAS

67 Presse mexicaine: les affres de la liberté

Longtemps inféodée au pouvoir politique, la presse mexicaine s'est émancipée. Mais elle hésite sur le meilleur usage de sa liberté. Rafael Rodríguez Castañeda

69 En Amérique latine, la presse brise ses chaînes

Mario Diamant

ENTRETIEN

70 Fernando Savater: l'énigme basque

La culture de la différence conduit à la barbarie. C'est le message de ce philosophe basque menacé de mort par l'ETA.

DANS CE NUMÉRO

► Mutation

Le XXI^e siècle sera-t-il le siècle des mutations infinies du corps? Transgressant les codes de l'apparence, détournant la médecine de ses fins thérapeutiques, les individus inscrivent dans leur chair les règles d'un jeu qui préfigure l'avènement d'un brouillage généralisé des normes corporelles (dossier, pp. 20-59).

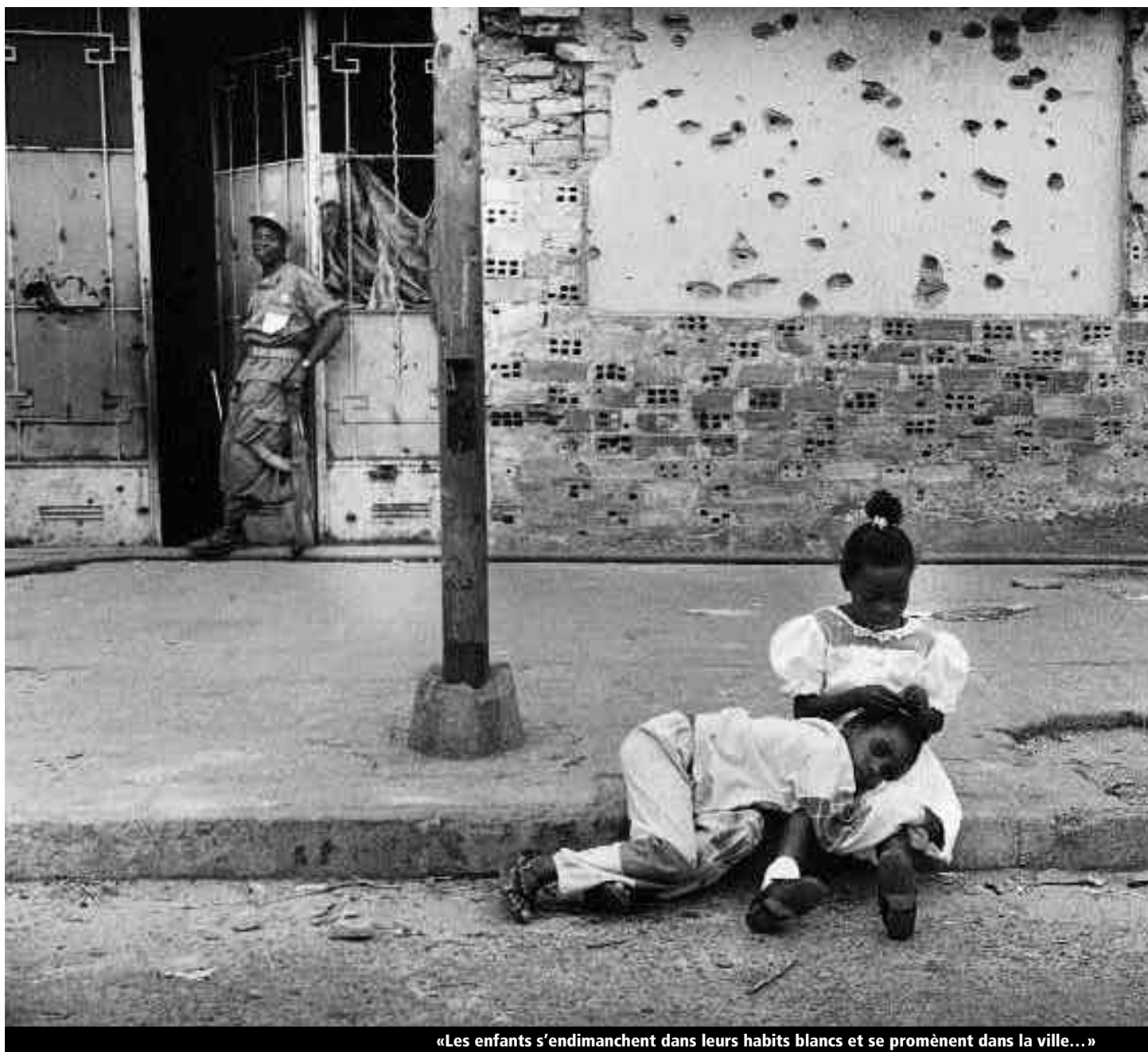
► Préservation

La vieille idée que conserver la nature exige de la vider de ses habitants – souvent des peuples indigènes – a fait long feu: leur concours est indispensable à la préservation. Mais, pas de solution miracle: l'écotourisme, par exemple en Afrique australe, présente un bilan mitigé (pp. 12-15). Préserver l'artisanat passe-t-il par sa commercialisation à grande échelle? Une expérience menée en Inde tendrait à le prouver. La broderie laotienne au fil d'or aurait, au contraire, tout à y perdre (pp. 16-19). La préservation du Français au Québec, imposée à grands coups de lois sur fond de guerre linguistique, a fini par se marier avec la montée des langues anglaise et de celles de tous les «allophones» (pp. 64-66). Et le rire des enfants de la ville angolaise de Kuito, ravagée par la guerre, préserve l'espoir d'une vie qui «pousse le monde jusqu'à l'infini» (pp. 4-11).

► Minorités

Le philosophe espagnol Fernando Savater, d'origine basque, combat la «fragmentation identitaire» portée par des minorités, surtout quand elle est mue par un «ethnico-totalitarisme» qui veut s'imposer par la violence dans un Etat de droit. L'ETA le menace de mort (pp. 70-75). Au Mexique, le soulèvement de la minorité zapatiste a sorti la presse de son asservissement. Ailleurs en Amérique latine, la restauration de la démocratie et la révolution technologique (pp. 67-69) ont été déterminantes pour le réveil de la presse.

Les enfants de le monde jusqu'



«Les enfants s'endimanchent dans leurs habits blancs et se promènent dans la ville...»

Kuito poussent à l'infini

PHOTOS DE GUY TILLIM, TEXTE DE ANA PAULA TAVARES

GUY TILLIM EST UN ANCIEN ÉCONOMISTE SUD-AFRICAÏN;
ANA PAULA TAVARES EST UNE POÉTESSE ET ÉCRIVAIN ANGOLAISE.



© Guy Tillim/Studio X, Paris

«Parfois, à travers une petite chose, on peut retrouver toutes les grandes choses de la vie; il n'est pas nécessaire d'expliquer beaucoup, il suffit de regarder.»

C'est à cette phrase de l'écrivain angolais Ondjaki, son compatriote, qu'a pensé la poétesse Ana Paula Tavares en regardant ces photos d'enfants dans la ville martyre angolaise de Kuito.

Les enfants vivent la vie et les jours en écrivant la lumière sur des ailes d'oiseaux. Ils se meuvent sur de petites vagues avec leurs os fragiles et leur âme grande ouverte vers le ciel.

Il y a un sens de l'éternité dans chaque fenêtre orientée vers la lumière, par laquelle se glisse le soleil en couches de pollen venant s'accumuler sur le sol. Les enfants y avancent comme si le monde, pour leurs pieds menus, était la scène d'un théâtre. Au loin, on entend le murmure des fontaines qui n'ont pas encore tari.

Les enfants emplissent le silence de rires, et c'est comme si l'âme de la pluie faisait revenir les rivières pour que le blé, le maïs et le manioc poussent dans la terre. Chaque mur est une montagne que l'on peut escalader de plus en plus haut pour scruter l'avenir. Ensuite, il y a des portes de châtaux grands et sombres, où les adultes, avec des voix lentes et longues comme les après-midi, rassemblent des lettres d'alphabet et des rêves pour apprendre aux enfants d'anciennes utopies, la connaissance des vents et les ritournelles des additions.

Chaque tournant de la journée suit le sillage des oiseaux. Ils y laissent de petites graines afin de pouvoir revenir sur leurs pas et faire encore d'autres rêves.

Ces enfants sont libres dans la vie tandis que les horloges, bloquées par les balles, répètent le temps comme le va-et-vient des cloches, dans ses divers cycles de la naissance et de la mort.

Ils apprivoisent le silence en semant des rires dans les plis du jour. Les rires, encore de lait, font fermenter l'espoir de l'après-midi. On n'aperçoit que l'entrée des maisons et, au-delà, il faut voir les enfants découvrir les labyrinthes des murs. Ils ont une clé pour tout, même pour gravir des escaliers

(Suite page 8)

...jusqu'à l'infini



«Les enfants apprivoisent le silence en semant des rires dans les plis du jour.»

© Guy Tillim/Studio X, Paris

UNE VILLE MARTYRE

«Les chiens dévorent les cadavres; les vivants mangent les chiens», écrit l'envoyé spécial du journal britannique *The Independent*. Pendant neuf mois (1993-1994), l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) et les forces du gouvernement central, en guerre depuis l'indépendance du pays, en 1975, se sont battues de part et d'autre de la principale avenue de Kuito. Les combats et les privations y firent 40000 morts. A ce jour, le bilan du conflit angolais s'élève à près d'un million de morts. «En pleine guerre de Bosnie, relève l'écrivain français Bernard-Henri Lévy, qui s'est récemment rendu dans cette ville*, à l'époque où j'avais, comme tant d'autres, les yeux braqués sur le calvaire de Sarajevo, une autre ville agonisante.» Cette ville martyre, au cœur du plateau central angolais, est aujourd'hui la plus détruite d'Afrique.

Depuis la reprise des combats, en décembre 1998, consécutive à l'échec des accords de paix de Lusaka, signés en novembre 1994, l'UNITA entretient l'insécurité autour de Kuito. La ville, accessible uniquement par convoi, endure «une situation désespérée», selon son évêque, Dom Jose Nambi.

Elle compte aujourd'hui environ 240000 habitants, dont près de la moitié sont des personnes déplacées. Comme le quart de la population angolaise, elles ont dû quitter leur foyer pour fuir la guerre. Kuito n'a ni eau courante ni réseau d'électricité.

Près d'un enfant sur deux meurt avant d'atteindre l'âge de cinq ans. En dehors d'une infime minorité qui tire profit de la reprise des affaires liées au diamant, le reste de ses habitants vit d'un peu d'agriculture aux alentours de la ville et beaucoup des «petits boulots».

La survie de la quasi-totalité des déplacés repose entièrement sur la nour-

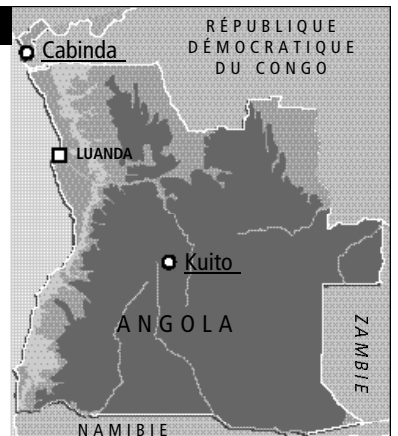
riture fournie par le Programme alimentaire mondiale (PAM). Mais, pour des raisons financières, ce dernier vient d'être obligé de limiter son aide aux seuls «groupes vulnérables», femmes enceintes, enfants en bas âge...

* Les diamants noirs de l'Angola, *Le Monde* du 29 mai 2001.

ANGOLA: CHIFFRES-CLÉS

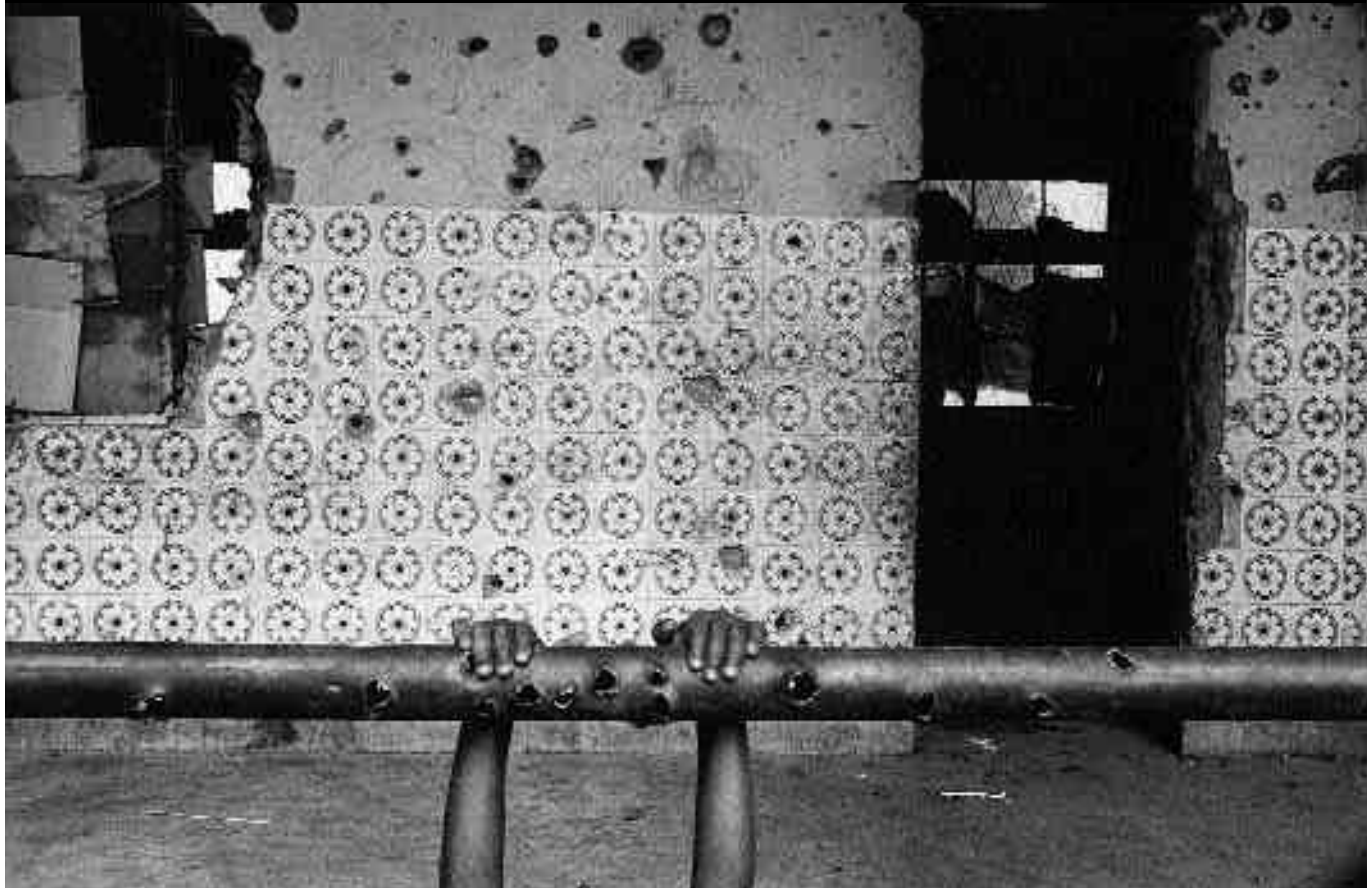
Population:	12 millions (1999)
Superficie:	1 247 000 km ²
PNB/habitant:	270 \$ (1999)
Espérance de vie à la naissance:	47 ans
Taux d'alphabétisation des adultes:	inconnu

Source: Banque mondiale.





«Les enfants emplissent le silence de rires, et c'est comme si l'âme de la pluie faisait revenir les rivières pour que le blé, le maïs et le manioc poussent dans la terre.»



...jusqu'à l'infini



«Sur cette carte de guerre... les enfants glissent avec leurs rapides petites voitures faites de boîtes de conserve.»

(Suite de la page 5)

vers le ciel qu'aucun toit ne cache. Ils dorment sur la terre, sèche de balles, sous un manteau d'étoiles qui tombe lentement pour cacher la lumière et permettre la nuit.

Une carte de guerre avec ses territoires, ses frontières et ses énormes cratères est inscrite ici en noir et blanc, comme un territoire nouveau. Sur cette carte, les enfants glissent avec leurs rapides petites voitures faites de boîtes de conserve, et les arcs de leurs corps gonflés par le vent, qui portent le monde à leurs extrémités.

Ils se racontent des histoires de grands chefs écoutant les vieillards autour de pipes à eau et de feux allumés au bord de la nuit: «Il était une fois un homme, sa femme et le serpent», ou:



«La ritournelle des additions...»

«Il était une fois la petite fille qui posait beaucoup de questions», ou encore: «Il était une fois la petite boîte magique que l'on devait cacher»...

Les enfants s'endimanchent dans leurs habits blancs et se promènent dans la ville du nord au sud.

Une chose est sûre: c'est d'ici, de Kuito, que les enfants poussent le monde en avant jusqu'à l'infini. ■

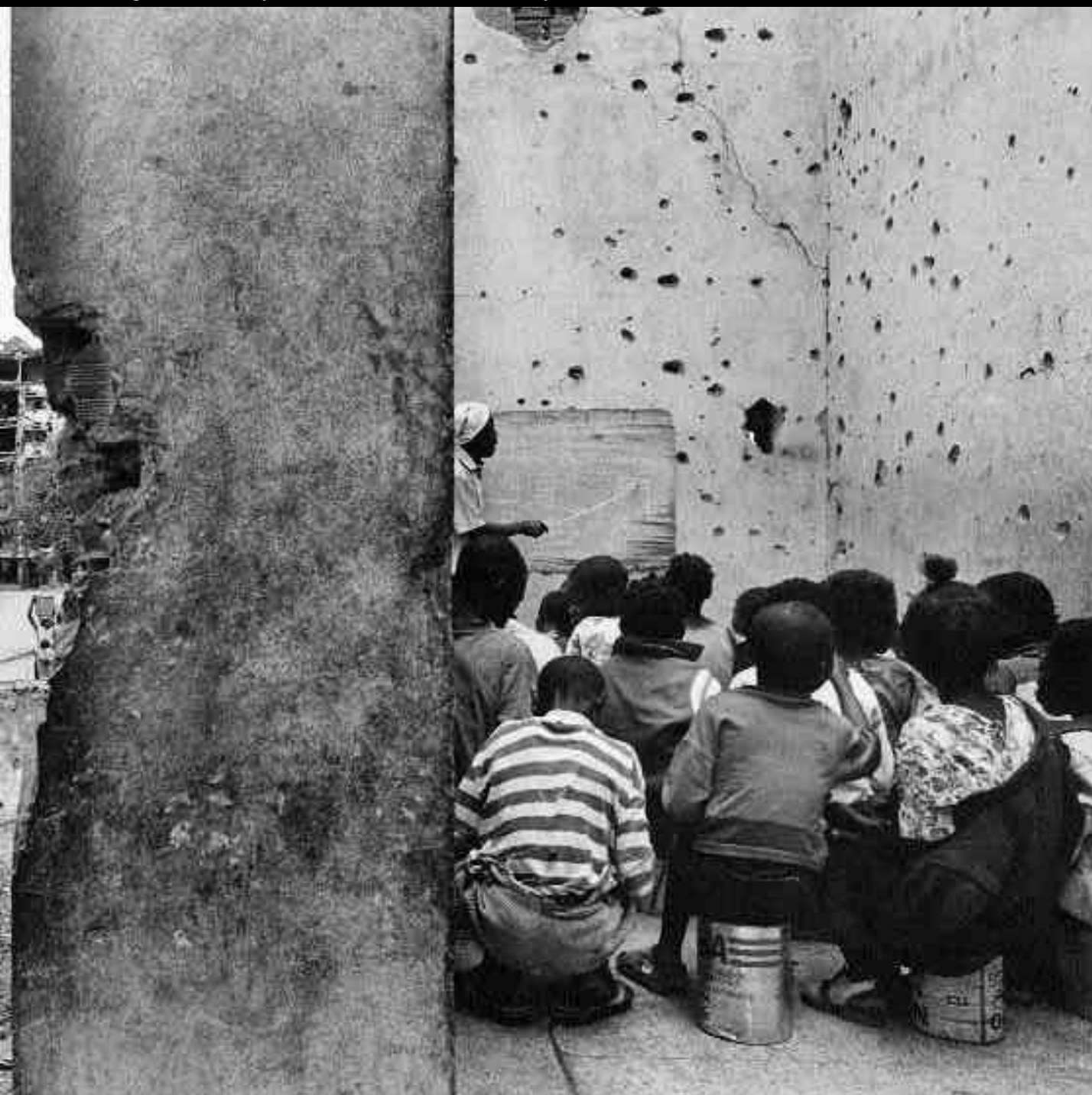


«Les adultes, avec des

© Guy Tillim/Studio X, Paris

**Une chose est sûre: c'est d'ici, de Kuito, que les enfants
poussent le monde en avant jusqu'à l'infini.**

voix lentes et longues comme les après-midi, rassemblent des lettres d'alphabet et des rêves...»



...jusqu'à l'infini

On n'aperçoit que l'entrée des maisons et, au-delà, il faut voir les enfants découvrir les labyrinthes des murs.



© Guy Tillim/Studio X, Paris

«Il y a un sens de l'éternité dans chaque fenêtre orientée vers la lumière, par laquelle se glisse le soleil en couches de pollen venant s'accumuler sur le sol.»

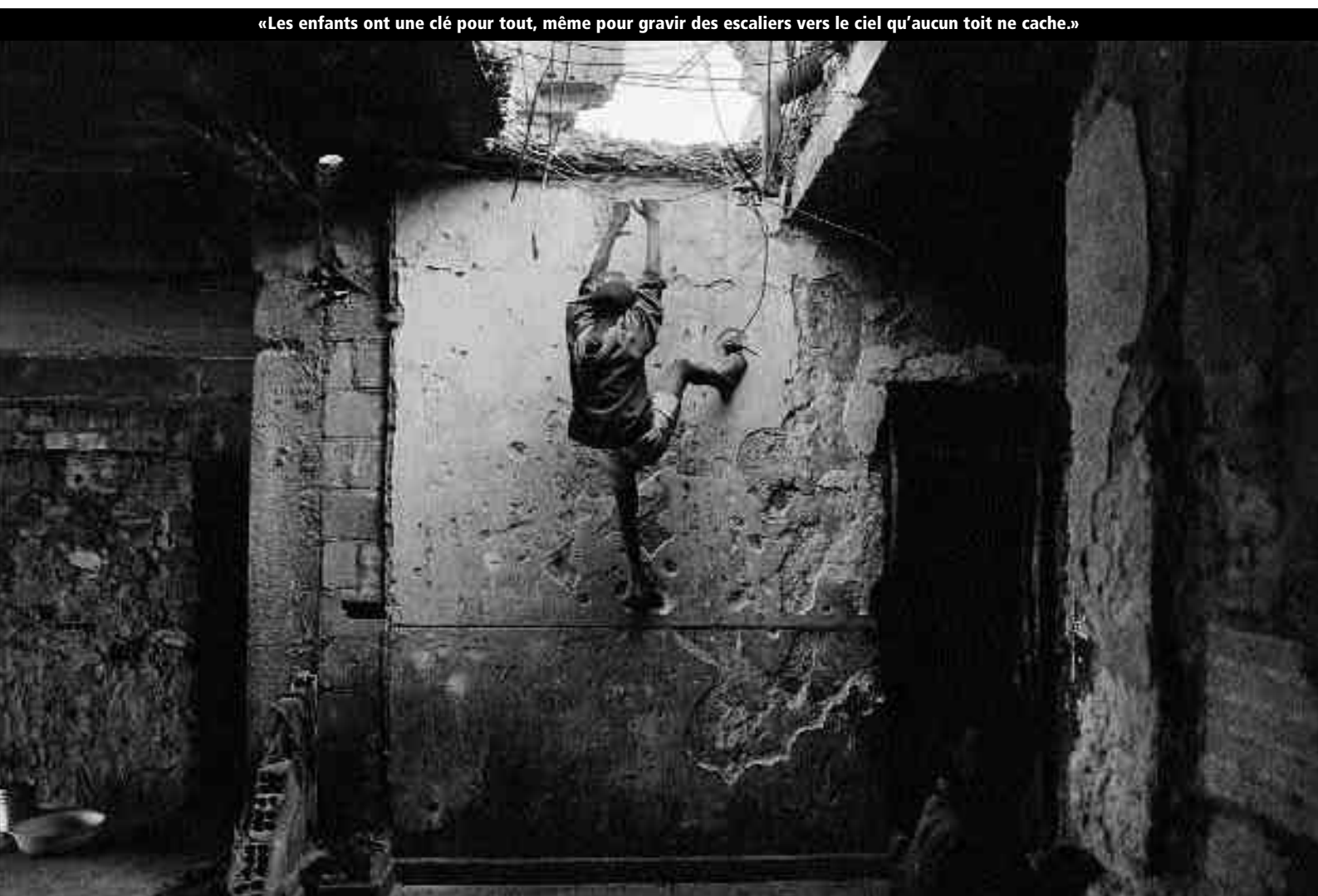
Née en 1952, Ana Paula Tavares enseigne principalement la littérature africaine de langue portugaise à l'Université catholique de Lisbonne.

Poésie: Ritos de passagem (Rites de passage) publié par l'Union des écrivains angolais (1985); O lago da lua (Le lac de la lune), publié par Editorial Caminho, Lisbonne, 1989; Dizes-me coisas amargas como os frutos (Dis-moi des choses amères comme les fruits), même éditeur, 2001. En prose: O sangue da buganvilha (Le sang du bougainvillier), Centre culturel portugais du Cap-Vert, 1997.

Ana Paula Tavares a été publiée en Français dans Poésie d'Afrique au Sud du Sahara, 1945-1995, Acte Sud, UNESCO, 1995.



«Chaque mur est une montagne que l'on peut escalader de plus en plus haut pour scruter l'avenir.»



«Les enfants ont une clé pour tout, même pour gravir des escaliers vers le ciel qu'aucun toit ne cache.»

Peut-on préserver la nature au détriment des hommes?

Quand ils sont fondés sur l'expulsion des populations indigènes, entourés d'habitants hostiles, les parcs nationaux sont voués à l'échec. Heureusement, les spécialistes en ont pris conscience.

MARCUS COLCHESTER

DIRECTEUR DE L'ONG FOREST PEOPLES' PROGRAM, BASÉE AU ROYAUME-UNI,
LAURÉAT DE L'INSTITUT ROYAL BRITANNIQUE D'ANTHROPOLOGIE.

La conservation de la nature est une invention récente. L'idée d'isoler des zones naturelles pour les protéger a pris forme aux États-Unis, à l'époque de la conquête de l'Ouest. Pendant cette course à l'appropriation du territoire, pionniers, chercheurs d'or, militaires et Indiens se sont affrontés au nom de conceptions antagoniques du monde et de son usage.

La création des premiers parcs nationaux (voir encadré) a marqué la victoire d'une de ces conceptions sur les autres. En 1964 encore, le Wilderness Act américain (loi sur les zones protégées) définissait la nature comme un espace sauvage et inviolé et les parcs nationaux comme des zones préservées que «*l'homme visite sans y demeurer*». Cette vision idéale fait fi de la réalité: le plus souvent, ces espaces naturels étaient le domaine de peuples indigènes, qui les ont aménagés et y ont prospéré. Ainsi, les parcs nationaux américains, dans leur immense majorité, sont-ils d'anciens territoires indiens, que ceux-ci continuent à revendiquer.

La notion occidentale de conservation de la nature heurte les conceptions des peuples indigènes. «*Comme disait mon père: "ici, c'est notre garde-manger". On connaissait tout des plantes et des animaux. Quand cueillir, où chasser*» disait, en 1991, Ruby Dunstan. Son peuple, les Nl'aka'pamux de Stein Valley, dans la province canadienne de l'Alberta, lutte contre l'exploitation forestière de ses terres ancestrales. «*Pour certains défenseurs de l'environnement, une zone naturelle est fragile. Personne ne doit y pénétrer. Alors, ils posent des clôtures. Je crois que leur esprit est prisonnier de clôtures.*»

Pendant un siècle, le modèle américain de la conservation s'est imposé au monde. En Afrique, la création de réserves naturelles s'est accompagnée d'expulsions de masse. Le mouvement, qui s'est

intensifié pendant les années 1960, n'a pas disparu: on chasse, aujourd'hui, les San («*Bochimans*») de la Réserve naturelle du Kalahari central, au Botswana, créée, à l'origine, à leur intention. Au nom de la conservation, un million de kilomètres carrés de terres cultivées, de pâtures et de forêts africaines ont été vidées de leurs habitants en un siècle. Bien que l'on manque d'études chiffrées, on estime que plusieurs millions de personnes ont ainsi été déplacées.

«J'ai dû fuir avec mes enfants»

Une veuve Twa (un peuple pygmée du Congo) se souvient de son expulsion du Parc national Kahuzi-Biega, dans les années 1960. «*Au petit matin, j'ai vu arriver des hommes en uniforme, armés. L'un d'eux a forcé notre porte, en hurlant. Il nous a ordonné de partir, parce qu'on occupait le parc, on n'était pas chez nous. Pourtant, mes ancêtres ont toujours vécu ici. Je n'y comprenais rien, mais je n'avais pas le choix. J'ai dû fuir avec mes enfants.*» Clochardisés, les Twa survivent, aujourd'hui, dans des installations précaires en lisière de leur vaste forêt. Spoliés de leurs territoires, sans aucune perspective d'avenir, ils souffrent aussi de malnutrition aiguë.

On ne dispose pas de meilleures statistiques pour les autres continents. En 1993, la Société de recherches participatives pour l'Asie estimait qu'en Inde, 600 000 personnes, appartenant à des peuples indigènes, avaient été déplacées de force, lors de la création de parcs et de réserves.

Le débat sur les conséquences sociales de la conservation ne date pas d'hier. Dans les années 1970, en créant le concept de «réserves de biosphère», l'UNESCO proposait un nouveau découpage entre «aires centrales» strictement protégées – comme auparavant – et «zones tampon» où la



En 1996, une coalition

population pourrait conserver son mode de vie et participer à des projets de développement locaux. Les gestionnaires de réserves y gagnaient la reconnaissance de l'UNESCO et, au-delà, de la communauté internationale. Il s'agissait d'un grand pas en avant, mais sa mise en œuvre, dans la plupart des cas, n'a pas répondu aux attentes des populations concernées, auxquelles on continuait à imposer une vision de la nature qu'elles ne partageaient pas.

En 1991, l'Union mondiale pour la nature (UICN), l'une des principales

organisations «conservationnistes», jugeait, en conclusion d'une étude, les zones tampon généralement «décevantes (...) Les habitants, souvent à juste titre, considèrent que la législation sur les parcs naturels restreint leurs droits légitimes. Les patrouilles de surveillance, les démarcations territoriales ou les aménagements touristiques ne les dissuadent pas d'empiéter sur les parcs où ils poursuivent leurs activités agricoles».

Selon cette étude, les zones tampon restaient toutefois prometteuses, là où existaient non pas «des projets d'aide à court terme mais des initiatives prises par les gens

pensations financières prévues. Mais ni l'une ni l'autre des promesses ne se matérialisa et le projet se solda par un échec.

Tenir compte des droits des peuples indigènes

Aux Philippines, au début des années 1970, la Banque mondiale projeta la construction de barrages sur la rivière Chico. 80 000 personnes des peuples kalinga et bontoc devaient être expulsées de leurs terres, dans le centre de l'île de Luzon. La résistance favorisa l'émergence d'importantes associations locales qui



d'Indiens manifestent à Brasilia pour le respect de leurs territoires.

concernés ou par des gestionnaires locaux visant à résoudre les problèmes quotidiens».

L'exemple du parc national d'Ambo-seli, au Kenya, reflète ces difficultés. Situé sur les terres des pasteurs massaïs, il coupe leur accès aux points d'eau et aux pâtures de la saison sèche. En représailles, les Massaïs décidèrent de chasser – à la lance – les rhinocéros, les lions et les autres animaux du parc, jusqu'à la création, avec l'appui de la Banque mondiale, d'une zone tampon. De nouveaux points d'eau furent établis à l'extérieur de l'aire centrale et des com-

défendirent l'autonomie et le droit à la terre. Pendant toute cette période, confrontés à des problèmes similaires, les peuples indigènes d'Amérique, d'Asie et d'Afrique, mirent sur pied des coalitions nationales et internationales assez représentatives pour être finalement entendues par les Nations unies.

Ce mouvement relance le débat sur les droits humains et leur application. Diverses conventions internationales doivent être révisées pour tenir compte des droits des peuples indigènes sur leurs

«Seul l'argent semble les intéresser»

Le 30 juin 1864, le président Abraham Lincoln signe le Yosemite Land Grant par lequel il cède 15 000 hectares de terres fédérales, comprenant la vallée de Yosemite, à l'Etat de Californie. Ce premier parc national voit le jour pendant une période troublée: la guerre de Sécession ensanglante le pays, tout comme les guerres indiennes, qui visent à assujettir les premiers occupants du continent. Plusieurs millénaires d'occupation du territoire par les Indiens ont largement contribué à façonner les paysages majestueux du Yosemite. Paradoxalement, les colons qui proposent de les «conserver» sont les mêmes qui ont mené la «guerre de Mariposa» contre les habitants de ces vallées, les Miwok. Le principal promoteur du projet, LaFayette Burnell, conduisait, douze ans plus tôt, le bataillon Mariposa et se disait déterminé à «vider le territoire des bandes qui l'infestent».

Après sa fondation, le parc sera administré pendant cinquante-deux ans par l'armée, avant d'être cédé au National Park Service. En 1890, les Miwok adressent une requête au gouvernement américain. Ils réclament une compensation pour les spoliations qu'ils ont subies et dénoncent la gestion du parc. «La vallée est couverte de routes poussiéreuses partant des hôtels des Blancs... Seul l'argent semble les intéresser... On nous a pris notre vallée pour en faire un terrain de jeu.» Leur plaidoyer est ignoré et l'expulsion des Miwok reprend en 1906, en 1929 et jusqu'en 1969.

Les Miwok avaient compris que la notion de profit n'est pas étrangère à la conception des parcs nationaux, destinés à garder «intactes pour le plaisir des générations futures», des régions prétendues «sauvages». De fait, les compagnies de chemin de fer ont pesé de tout leur poids pour obtenir la création des premiers parcs – le Yosemite et le Yellowstone. En promettant à leurs passagers la contemplation de ces paysages remarquables, ils leur vendaient déjà cette part de rêve que nous avons, depuis, rebaptisée «éco-tourisme». ■

territoires traditionnels et de la représentativité de leurs institutions. Les Nations unies ont d'ailleurs récemment établi un Forum permanent pour traiter ces questions.

L'une d'entre elles est la remise en cause des principes et des méthodes de la conservation. En 1998, par exemple, un groupe tribal du sud de l'Inde expulsé du parc national Indira Gandhi, dans le cadre d'un plan d'«éco-développement» financé par le Fonds pour l'environnement mondial, a obtenu réparation devant la commission d'inspection de la Banque mondiale, qui a pour rôle de recevoir les requêtes de cette nature.

Les trois quarts des rhinocéros massacrés

Dans les années 1990, tout le monde a fini par prendre conscience que de nombreux parcs, créés contre la volonté de la population, n'atteindraient jamais leurs objectifs de protection de la nature. Fondés sur un déni de droit, entourés d'habitants hostiles, ils sont voués à l'échec. Ainsi, sur la réserve de Manas, en Assam (Inde), l'expropriation des Bodos d'une grande partie de leurs territoires a conduit au massacre des trois quarts des rhinocéros.

Pour s'aligner sur l'évolution du droit international, l'UICN a dû réviser son système de classification, de façon à accorder aussi aux populations indigènes – et plus aux seuls organismes publics – le droit de posséder et de gérer des zones protégées. Dans les années 1990, le World Wide Fund for Nature-International (WWF), le Congrès mondial de protection de la nature et la Commission mondiale pour les aires protégées ont modifié leurs orientations. Désormais, toutes ces organisations tiennent compte des droits des peuples autochtones et encouragent les accords négociés qui conduisent à la cogestion des aires protégées.

Sur le terrain, pourtant, la mise en pratique de ces principes ne va pas sans difficultés. Dans de nombreux pays, la législation sur les zones protégées annule d'office la libre circulation des habitants et leurs droits sur les ressources naturelles. En conséquence, l'application du «nouveau modèle» de conservation nécessite d'importantes réformes nationales. Mais les préjugés ont la vie dure: de nombreux gouvernements, en Malaisie ou en Indonésie, par exemple, continuent à bafouer les droits des populations indigènes et s'acharment à les intégrer par les transferts forcés,

la rééducation et la privatisation des terres communautaires. Humaniser la conservation suppose aussi de modifier les politiques à l'égard des peuples autochtones. Comme au Venezuela, où une récente réforme constitutionnelle reconnaît les droits des indigènes sur leurs «habitats naturels» et les incite, avec une toute nouvelle loi, à cartographier et à délimiter leurs terres.

Pour les groupes autochtones aussi, la prise en charge de la conservation représente un défi. Elle les oblige à redonner vie à des modes de représentation politique et d'administration des territoires tombés dans l'oubli. Et à les adapter à leurs nou-

velles conditions de vie, puisque beaucoup de groupes ont adopté des technologies «occidentales» pour leurs activités agricoles ou forestières, ou encore pour les transports, et chassent avec des armes modernes. Ces mutations exigent de repenser le droit coutumier qui définissait l'accès aux ressources naturelles. En Amazonie brésilienne, par exemple, le WWF aide les Indiens Xavante à élaborer de nouvelles stratégies de gestion des réserves, qui soient compatibles avec la

tradition et qui tiennent compte de la connaissance scientifique de l'environnement. En 1996, l'Alliance internationale des peuples indigènes et tribaux des forêts tropicales affirmait: «Les peuples indigènes reconnaissent qu'il est de leur intérêt d'utiliser les ressources de façon durable et de respecter les exigences de la conservation de l'environnement. Ils reconnaissent que la compétence des organisations vouées à la conservation peut être utile à leur propre développement. Ils cherchent à établir des rapports mutuellement constructifs, fondés sur la confiance, la transparence et la responsabilité.» ■



L'écotourisme: une source de revenus pour les habitants? Au Botswana, des touristes

© Paul Springett/Still Pictures, Londres

elles conditions de vie, puisque beaucoup de groupes ont adopté des technologies «occidentales» pour leurs activités agricoles ou forestières, ou encore pour les transports, et chassent avec des armes modernes. Ces mutations exigent de repenser le droit coutumier qui définissait l'accès aux ressources naturelles. En Amazonie brésilienne, par exemple, le WWF aide les Indiens Xavante à élaborer de nouvelles stratégies de gestion des réserves, qui soient compatibles avec la



World Rainforest Movement: www.wrm.org
www.forestpeoples.org
International Alliance of Indigenous-Tribal Peoples of the Tropical Forests: www.gn.apc.org/iaip
Survival International: www.survival-international.org
World Conservation Union: www.iucn.org
Worldwide Fund for Nature: www.wwf.org

PEUT-ON PRÉSERVER LA NATURE AU DÉTRIMENT DES HOMMES?

Ecotourisme: bilan mitigé

Une récente étude, en Afrique du Sud, montre que l'écotourisme s'avère plutôt décevant pour les populations locales. A moins que, comme dans le nord du parc Kruger, celles-ci jouissent de droits clairement établis sur la terre et ses ressources.

EDDIE KOCH

DIRECTEUR DE L'ONG MAFISA RESEARCH
AND PLANNING ET JOURNALISTE INDÉPENDANT SPÉCIALISÉ DANS
LE TOURISME
ET LA CONSERVATION.



sur le delta de l'Okavango.

Assurer un droit à la terre et tirer de celle-ci des moyens de subsistance: ces deux priorités des zones rurales pauvres seront-elles satisfaites par l'écotourisme? Pas toujours, conclut l'étude que vient de mener, pour le compte de la fondation Ford, Mafisa Research and Planning une ONG sud-africaine. L'enquête passe en revue une trentaine de structures touristiques,

installées dans les parcs nationaux ou dans les réserves de chasse privées de plusieurs pays d'Afrique australe, une destination touristique en pleine expansion.

Des contre-exemples prometteurs

En Afrique du Sud, récemment encore, les installations hôtelières luxueuses – les *lodges* – étaient bannies, tout comme la chasse, des parcs nationaux. Mais les règles commencent à changer, alors que les peuples indigènes retrouvent les territoires dont ils avaient été chassés pendant l'apartheid et qu'ils s'efforcent d'y lancer des projets commerciaux durables.

Sur le papier, au moins, l'écotourisme cumule de nombreux atouts pour lutter contre la pauvreté et le sous-développement rural. La Société pour l'écotourisme international, dont le siège est aux Etats-Unis, le définit comme «une forme de tourisme responsable dans les zones naturelles, qui favorise la conservation de l'environnement et le bien-être des habitants».

Jusqu'ici, cependant, la réalité sur le terrain avait rarement été examinée, ce qui donne tout son prix à l'étude menée pour la fondation Ford. Dans la plupart des cas, les retombées des projets se limitent à une poignée d'emplois non qualifiés. Ces résultats confirment un phénomène connu: les sommes dépensées par les touristes reviennent d'abord aux compagnies aériennes internationales, aux hôtels, aux agences de voyage et aux compagnies de transport, ainsi qu'aux biens de consommation importés, plus familiers aux voyageurs. Si la Banque mondiale estime que 55% de dépenses touristiques dans les pays en développement est captée par les pays du Nord, la proportion irait jusqu'à 90% selon d'autres analyses.

L'étude identifie toutefois plusieurs contre-exemples prometteurs. Au milieu des années 1990, 900 familles, appartenant à l'ethnie makuleke, ont obtenu la restitution de leurs terres, à l'extrémité nord du célèbre parc Kruger. Celles-ci incluent

quelques-uns des paysages parmi les plus spectaculaires et comprendraient, aux dires des experts, jusqu'aux deux tiers des espèces recensées. Plutôt que de se réinstaller sur leurs terres, les Makuleke ont choisi d'en tirer des bénéfices commerciaux, destinés à fournir des revenus à leurs villages, en bordure du parc. Ils se sont associés à un opérateur privé, Matswani Safaris, pour créer un *lodge* luxueux de 24 lits, ainsi qu'un camp de tentes et un musée.

Les Makuleke ont aussi vendu des droits de chasse. En 2000, l'abattage de deux éléphants et de deux buffles leur a rapporté 450 000 francs, investis dans des projets de développement (de plus, la viande a été distribuée aux Makuleke). Ils envisagent d'augmenter légèrement les quotas cette année et d'y ajouter des zèbres et des gazelles nyala. Cela a relancé le débat sur le sujet sensible de la chasse aux trophées, bien que les responsables makuleke comptent cesser cette activité aussitôt que les autres programmes dégageront des bénéfices.

Des revenus supplémentaires

Lorsque l'hôtel fonctionnera à 60% de ses capacités, la communauté en retirera un loyer annuel de 600 000 francs et les emplois créés permettront de payer jusqu'à 1,2 million de francs en salaires. Au total, les revenus annuels supplémentaires escomptés devraient se monter à 3 200 francs par famille. Par comparaison, dans la région, le salaire annuel moyen est de 6 000 francs et le chômage touche 40% des adultes.

Avant que ne commence, en janvier 2002, l'Année internationale de l'écotourisme, décrétée par les Nations unies, on peut déjà tirer une première conclusion de cette étude. Là où les habitants jouissent de droits clairement établis sur les terres et les ressources naturelles, ils sont en meilleure position pour négocier, avec des opérateurs privés, la défense de leurs intérêts financiers, culturels et environnementaux. ■

Sans le commerce, l'artisanat est condamné

L'artisanat indien sait, depuis toujours, produire des tissus de haute qualité. Mais, selon l'auteur, il s'est étiolé, faute de débouchés commerciaux. Sa propre expérience montre que la partie n'est pas perdue.

JENNY HOUSEGO

HISTORIENNE DE L'ART, SPÉCIALISTE DE TEXTILES.

Dans le vieux Caire, à la décharge publique de Fostat, on a retrouvé des fragments de tissus médiévaux. Peints à la main et imprimés au tampon, ils proviennent, selon toute probabilité, du Gujarat (Inde) et témoignent d'un commerce du textile florissant entre ces deux régions, aux XIII^e et XIV^e siècles. Ces tissus m'ont toujours fascinée.

Voici quelques années, j'ai voulu savoir s'il serait possible de recréer ces motifs en utilisant les techniques traditionnelles toujours utilisées. J'ai rencontré Mohammad Bhai Siddiqui – graveur de pochoir et imprimeur réputé du Gujarat – et je lui ai montré des reproductions de ces fragments, aujourd'hui exposés dans des musées. Il ne possédait pas de tampons similaires mais il reconnaissait bien dans ces motifs la tradition du Gujarat. Très intéressé, il m'a promis de réfléchir à ce qu'il pouvait faire.

Mohammad Bhai a tenu parole. A partir d'une illustration, il a recréé les motifs originaux et il a conçu une somptueuse nappe Fostat, utilisant pour ses teintures des produits naturels identiques à ceux du passé.

Nous étions convaincus que tout le monde allait partager notre enthousiasme. Quelle déception! Habités à des imprimés bon marché, les acheteurs trouvèrent ses nappes trop chères. Ils ne mesurèrent pas quel précieux savoir-faire avait été nécessaire à leur réalisation.

Pourquoi l'artisanat devrait-il être bon marché? Pourquoi d'admirables objets façonnés à la main devraient-ils entrer en concurrence avec une production en série? Pourquoi l'artisanat indien, autrefois si renommé, est-il devenu

synonyme de mauvaise qualité, de couleurs mal fixées, de motifs standardisés? Tout simplement parce que le marché auquel il s'adressait autrefois a disparu et qu'il n'a pas été remplacé. A défaut d'une clientèle établie, les artisans sont prêts à accepter toutes les commandes, même quand le seul critère est un prix au plus bas. La notion de qualité destinée à des connaisseurs n'est pas encore entrée dans les habitudes. De leur côté, les gouvernements et les organisations professionnelles ne mesurent pas l'intérêt qu'il y aurait à favoriser cette qualité et à rechercher des débouchés commerciaux.

Sans le marché, l'artisanat est condamné. Peu de temps après la création de notre premier centre d'artisanat, dans

**L'artisanat doit
combiner
des techniques
traditionnelles
sophistiquées avec
des motifs novateurs**

un village, une brodeuse m'a dit: «*C'est une chance que vous soyez une entreprise commerciale: vous êtes condamnés à gagner de l'argent et nous aussi!*» Une agence gouvernementale et une Ong avaient tenté, quelque temps auparavant, de mettre sur pied un centre de formation dans le village, sans se soucier des réseaux de vente. Le projet avait échoué.

Un peu partout, en Inde, j'ai entendu des histoires similaires. A Delhi, une de mes amies s'occupe de la promotion de l'artisanat. Si elle demande une aide pour construire un local, acheter des métiers à tisser ou construire un puits, elle l'obtient, le plus souvent. Mais, déplore-t-elle, rien n'est prévu pour la diffusion de la production. L'artisanat fait toujours

figure d'œuvre de bienfaisance. Les gens achètent pour «*aider les pauvres artisans*» et non parce qu'ils apprécient la qualité des produits.

La tradition du textile fait main ne survivra qu'à la condition de trouver de nouveaux débouchés. L'Inde avait la réputation de produire les plus belles étoffes du monde. Connaissant bien ce domaine, je suis convaincue que le pays peut renouer avec son passé.

Un acheteur m'a dit: «Faites-moi rêver!»

Bien que mes connaissances soient avant tout historiques, j'ai toujours aimé observer les artisans et en tirer des leçons pour le passé. Quand je suis arrivée en Inde, il y a presque 15 ans, j'ai compris que je pourrais associer mes deux centres d'intérêt et promouvoir les meilleurs savoir-faire. J'ai créé, avec mon mari, la société Shades of India, qui produit des textiles de qualité pour la maison. Selon nous, l'artisanat ne doit pas rester figé, mais combiner des techniques traditionnelles sophistiquées avec des motifs novateurs, d'inspiration ancienne ou contemporaine.

Plutôt que de répondre à la demande, nous allons nous-mêmes au devant du marché en présentant nos collections aux acheteurs. L'un d'entre eux, qui travaille pour un grand magasin de Londres, nous a dit un jour: «*Faites-moi rêver!*» C'est notre objectif. Aujourd'hui, on vient nous voir du monde entier, parce que l'Inde est le seul pays où certaines techniques artisanales existent encore.

Notre voie n'est pas si facile. Mais rien n'est plus satisfaisant que de réunir un groupe d'artisans pour discuter d'une nouvelle collection. Ceux avec lesquels nous travaillons viennent de tout le pays et en particulier des centres que nous avons créés, près de Delhi, dans des villages où les femmes n'avaient jamais trouvé d'emploi.



L'amour de l'art: à Srinagar, Habibullah Palgaru, 80 ans, se concentre sur son travail.

Selon les mêmes principes, j'ai fondé voici deux ans à Srinagar, avec les frères Asaf et Hamid Ali, la Kashmir Loom Company. Elle file et tisse des laines de première qualité. La plus soyeuse est la *shahtoosh*, aujourd'hui interdite parce que l'antilope *chiru*, dont elle provient, est en voie d'extinction.

Les artisans gagnent bien leur vie

Aussi agréable à porter, la *pashmina* est fournie par la chèvre *changra*, qui vit au Ladakh et au Tibet, à plus de 4 000 mètres. Attention à ne pas la confondre avec les médiocres imitations fabriquées au Népal! Au printemps, la

laine, peignée à la main par les bergers nomades, est acheminée au Kashmir pour être cardée, filée manuellement et tissée sur des métiers traditionnels. Trop fin pour être traité sur une machine ordinaire, le fil est vendu très cher. De plus, la fabrication d'un châle nécessite beaucoup de temps et de savoir-faire.

D'abord rétifs au changement, les artisans sont aujourd'hui la force créatrice qui anime nos projets. Ils comprennent les contraintes du marché et la nécessité d'innover. Ils savent que, dans ce travail d'équipe, le talent et l'apport de chacun sont respectés. Ils gagnent bien leur vie et leurs enfants suivent souvent leurs traces. Partager leur vie et leur métier

est un privilège. En tant qu'historienne de l'art, j'examinais, de l'extérieur, le travail de leurs ancêtres. Aujourd'hui, je le vis avec eux.

Nos efforts sont modestes, mais ils ont valeur d'exemple. Si les projets des grandes agences d'aide au développement s'accompagnaient d'une réflexion sur la stratégie commerciale, la différence serait significative. ■

UN PRIX DE L'UNESCO

Bashir Ahmad Jaan a travaillé deux ans et demi sur «Samavar», un magnifique châle de pashmina, brodé de fils de soie de 14 couleurs. Son savoir-faire, enraciné dans le passé, vient d'être récompensé par le prix de l'artisanat de l'UNESCO, d'une valeur de 35 000 francs. Il partage la première place pour l'Asie avec le Coréen Kim Taeja, créateur de «Gilsando», un paravent de six panneaux, brodés aux fils de soie, dans la tradition de la cour royale.

Depuis 1990, ce prix incite les artisans à associer leurs techniques séculaires à la création de motifs contemporains. Décerné par des jurys internationaux lors de foires artisanales dans le monde entier, il récompense des œuvres d'une qualité exceptionnelle, susceptibles d'être commercialisées. L'UNESCO s'associe avec le Centre du commerce international, à Genève, pour aider les artisans à diffuser leur production sur le marché local ou international. «Bien que le rôle de l'UNESCO s'achève là où commence le marketing, le programme n'établit pas de séparation entre l'art et sa commercialisation, explique Indrasen Vencatachellum, responsable de la section artisanat et design. Pour les artisans, la vente est le problème numéro un. Et c'est, le plus souvent, leur seul moyen de subsistance.» Un projet de l'UNESCO, lancé en avril 2001, vise à ouvrir une salle d'exposition d'artisanat près de Luang Prabang, l'ancienne capitale royale du Laos. Un bâtiment rénové sert actuellement de centre de vente directe de produits fabriqués dans les ateliers de trois villages voisins. L'absence d'intermédiaires permet aux artisans d'améliorer leurs bénéfices. ■



Au sommet de son art, le prince brode un éventail de prière orné d'un Bouddha.

© Ngoc Loan Lam, Orléans

Le prince de la broderie défend un art de vivre

Exilé en France, le prince laotien Tiao Somsanith refuse toute commercialisation d'un art ancestral dont il perpétue l'existence: la broderie au fil d'or. Pour lui, ce n'est pas une question de technique, mais d'âme et de richesse spirituelle.

NGOC LOAN LAM

JOURNALISTE INDÉPENDANTE,
SPÉCIALISTE DE L'ASIE DU SUD-EST.

Il vit bien loin de Luang Prabang, l'ancienne capitale royale du Laos (aujourd'hui République démocratique populaire lao). Depuis 1985, Tiao Somsanith a trouvé refuge à Saint-Marceau, dans la banlieue d'Orléans (France), à deux pas d'un fleuve qui n'est plus le Mékong, mais la Loire. Dans son modeste deux-pièces, ce psychologue de 43 ans, au visage lisse de jeune homme, conserve des trésors de la cour laotienne: vêtements féminins de soie brodée, laques précieux...

«Mon grand-père maternel fut le dernier vice-roi du Laos, explique-t-il. Mon

grand-père paternel était un grand historien de la cour, et son épouse, ma grand-mère paternelle, une brodeuse célèbre. Mon père conseillait le roi, à Vientiane, la capitale administrative.» Si la cour a disparu avec la prise du pouvoir par les communistes du Pathet Lao, en 1975, ce descendant des princes est resté conscient de l'importance de son rang et de ses devoirs «*La famille royale et celle du vice-roi avaient pour mission de protéger la culture et les traditions*», insiste-t-il.

Aujourd'hui, Tiao Somsanith est l'un des derniers dépositaires d'un très ancien artisanat laotien: celui de la broderie au fil d'or. Elle était l'apanage des brodeuses issues des meilleures familles de l'aristocratie, que l'on entourait de tous les égards.

Soucieux de faire connaître son art, il a exposé une somptueuse tenue de soie

rouge et jaune lors de la Semaine du Laos, organisée à Orléans, en mars 2001. Une future reine aurait pu la revêtir pour la cérémonie du couronnement ou pour célébrer le Nouvel An. Mais la monarchie a été abolie et le dernier couple régnant est mort en camp de rééducation.

Le plus surprenant: l'auteur de ce chef-d'œuvre n'est autre que Tiao Somsanith. «*Ce travail exprime à la fois mon jardin secret, mon histoire et le patrimoine du Laos. Je me suis inspiré des écrits de mon père, qui s'occupait du protocole. Je me suis souvenu des fêtes qui ponctuaient la vie de la cour, où une tenue adéquate était requise pour chaque cérémonie*», confie-t-il. Cette création a exigé une longue année de travail. De nuit. Car, pour gagner sa vie, le prince brodeur anime, le jour, un atelier de création et d'expression pour

adultes handicapés mentaux, après avoir suivi, en France, des cours aux Beaux-Arts puis une formation en psychopathologie.

«*L'art de la broderie au fil d'or provient sans doute de Chine, explique Tiao Somsanith, si l'on en juge par la technique utilisée et par les motifs les plus courants, comme le dragon.*» L'habit brodé obéissait à des codes précis, reflétant l'étiquette en vigueur à la cour. Ces règles strictes laissaient toutefois une grande liberté aux brodeuses. Elles puisaient dans un vaste répertoire de symboles, inspiré de la faune, de la flore, de la mythologie et de l'iconographie bouddhique et pouvaient ainsi exprimer leur propre vision de la réalité, en jouant sur la juxtaposition des nuances, sur le mouvement des motifs brodés et le modelage des reliefs avec les fils d'or et d'argent.

A six ans, il gagnait les fils de soie

«*Le jaune de la veste, réservé à la reine, rappelle l'éclat du soleil, et le rouge de la jupe, le sang de la vie,*», précise Tiao Somsanith. Sur la tenue de soie qu'il a réalisée, des phénix s'envolent dans des entrelacs de motifs végétaux qui, comme un cours d'eau sans fin, se prolongent jusqu'au bas de la veste, suggérant le recommencement éternel de la vie et la roue des réincarnations. «*J'ai aussi brodé des chauve-souris porte-bonheur, des oiseaux de paradis à trompe d'éléphant, des papillons symboles de l'éphémère,*», explique-t-il.

Le brodeur a exécuté ces motifs, issus de la riche imagerie inscrite aux plafonds des pagodes de son enfance, sans recourir à des gabarits. Fabriqués par des sculpteurs sur bois et dupliqués sur papier de soie, ceux-ci étaient jadis indispensables aux débutantes. Elles les fixaient à grands points sur l'étoffe avant d'en reproduire les contours au fil d'or.

A force d'expérience, une brodeuse de la cour atteignait la maîtrise de son art entre 30 et 40 ans. Pour Tiao Somsanith, le chemin a été long et l'apprentissage ingrat. Dernier-né d'une famille de neuf enfants, le jeune prince vivait à Vientiane. Mais il passait tous ses étés auprès de sa grand-mère, à Luang Prabang. «*J'étais si turbulent que mes parents m'envoyaient lui tenir compagnie, se souvient-il en riant. J'avais aussi un certain don pour apprendre ce métier exclusivement féminin, transmis de mère en fille.*»

A six ans, à l'instar des apprenties – dont la finesse et l'agilité des doigts étaient un atout –, le jeune prince gagnait



Motifs de jupe royale évoquant le paradis.

© Ngoc Loan Lam, Orléans

les fils de soie avec de la cire pour qu'ils gagnent en tenue. Puis, il les enfilait sur l'aiguille pour son aïeule et ses tantes, qui officiaient tous les matins dans une salle spéciale. Dans l'espoir d'être plus vite libéré de cette tâche astreignante, le garçon finissait parfois en cachette l'ouvrage de sa grand-mère, en s'efforçant de respecter son style. «*J'avais déjà une certaine expérience vers 10 ou 12 ans. Ma grand-mère avait probablement deviné que je brodais à son insu. Elle a donc décidé de m'initier à l'art des cannetilles (broderie au fil d'or ou d'argent retordu) en me laissant terminer les bourgeons d'un bouquet de fleurs qu'elle avait commencé.*»

Un savoir-faire menacé de disparition

Une brodeuse acquérait son savoir-faire tout au long de sa vie, à travers une succession d'étapes clairement définies: enfant, elle traçait les bordures qui encadrent les motifs, puis elle apprenait à orner oreillers et coussins de prière; adolescente, elle œuvrait sur les jupes et les cols de chemise; adulte, elle créait sa robe nuptiale, ses costumes d'apparat, et sa tenue mortuaire. Vers 50 ou 60 ans, parvenue au sommet de son art, elle se détachait des travaux profanes pour se vouer à l'ornementation des accessoires religieux destinés à la pagode.

C'est par ce biais, religieux, que Tiao Somsanith entend donner un nouveau souffle à la tradition. Au mois d'août 2001, le prince brodeur se rendra à Luang

Prabang afin d'offrir une de ses œuvres – un éventail de prière orné d'un Bouddha en position d'enseignement – à la pagode Sene.

«*Une de mes jeunes cousines brode sur commande pour les touristes, thaïlandaises notamment, ou pour de riches familles de la diaspora laotienne. La broderie au fil d'or prend une valeur marchande et perd son sens. Les femmes qui portent ces étoffes sont des parvenues. Elles s'accaparent l'éclat extérieur des choses sans connaître leur valeur intrinsèque.*»

Détenteur de ce savoir-faire menacé de disparition, il s'est fixé pour objectif de le transmettre aux jeunes Laotiens, de même qu'il voudrait leur faire connaître cet art de vivre qui allait de pair avec la broderie.

«*Broder ne signifie pas seulement acquérir une technique à des fins esthétiques, souligne-t-il. Pour réaliser un vêtement brodé, porté uniquement au cours d'une cérémonie exceptionnelle, il faut un long apprentissage qui forge le caractère, notion qui n'existe plus. La transmission de génération en génération enseigne aussi au futur artiste qu'il n'est qu'un modeste exécutant. Avant de se mettre à l'ouvrage, ma grand-mère faisait ses dévotions aux ancêtres, qui l'avaient formée, et aux génies inspireurs, qui devaient favoriser son acte de création.*»

Qu'il participe à des expositions ou à des conférences, en France, qu'il réalise un documentaire, au Laos, avec le concours du CNRS, Tiao Somsanith ne cesse de lancer ce cri d'alerte: d'autres métiers de l'artisanat traditionnel laotien, notamment le travail de la laque, risquent de disparaître. «*Le dernier maître laqueur, âgé de 81 ans, n'exerce plus. Plus personne ne fabrique ces paniers ornés d'une frise végétale recouverte de feuille d'or, qui servaient de modèles pour les motifs brodés au bas des jupes.*» ■



Mon corps c'est com

Sommaire

1 / Un idéal éclaté

«Bricoler» son corps pour quitter ou intégrer la norme.

- 22 Corps d'identité Philippe Liotard
 25 La pub, ce miroir Entretien avec Christian Blachas
 26 L'artiste au corps à corps avec l'histoire Nicholas Mirzoeff
 29 Inde: le sida vainc la pudeur Shreedar Rajan

2 / Rites de passage

Ils redéfinissent ce que doit «vraiment» être un homme ou une femme.

- 32 Les sirènes de Tokyo Muriel Jolivet
 34 Afrique du Sud: la dérive des musclés Thokozani Xaba
 36 Des Argentins au corps sain Martin Gambarotta
 37 Chine: à l'écoute des sens Stéphanie Ollivier
 39 Tristes saisons des Marocaines Soumaya Naamane Guessous
 40 Le jour où j'ai été excisée Khadi Diallo

3 / Le recours médical

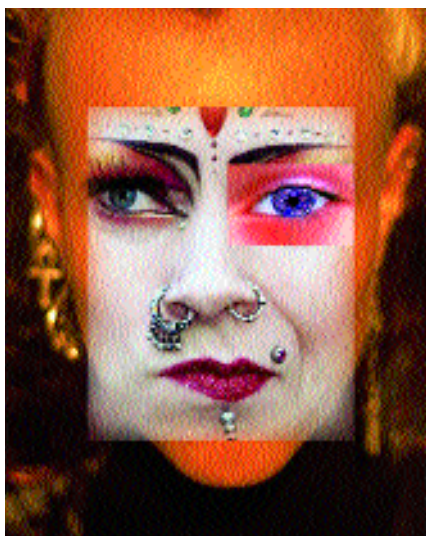
La chirurgie du corps révèle l'endroit et l'envers de la modernité.

- 44 Les chirurgiens du bonheur Sander L. Gilman
 46 Venezuela, paradis des bistouris Rakel Sosa
 47 La beauté vue par un aveugle Georgina Kleege
 50 Le commerce du corps en «pièces détachées» Nancy Scheper-Hughes
 53 Esprit ou matière A.C. Grayling
 54 Se délivrer du corps Wybo Algra
 56 Les recettes de l'immortalité Ivan Briscoe

4 / Cyber organismes

Que sera la prochaine étape de l'évolution du corps?

- 57 L'aspirant cyborg Marc Millanvoye
 58 Adieu la chair, bonjour les puces Entretien avec Ray Kurzweil



Dossier conçu et coordonné par Ivan Briscoe, Cynthia Guttman et Amy Otchet, journalistes au Courrier de l'Unesco.

ps, me je veux !

O P I N I O N

JE NE SUIS PAS UN HÉROS

ALBERT BRITT ROBILLARD

PROFESSEUR ET CHERCHEUR EN SOCIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ D'HAWAÏ, AUTEUR DE *MEANING OF A DISABILITY: THE LIVED EXPERIENCE OF PARALYSIS* (TEMPLE, 1999).

Le 5 avril 2001, les enseignants de l'Université d'Hawaï se sont mis en grève. J'ai participé au piquet de grève tous les jours, et j'ai manifesté devant le Congrès. J'avais une pancarte sur les jambes, fixée à mon fauteuil roulant: «UHPA (Assemblée professionnelle de l'Université d'Hawaï) en grève». Et je portais un badge à la chemise avec cette devise: «Unis, nous négocions; divisés, nous mendions».

Pendant la grève, de nombreuses personnes m'ont dit ou ont fait remarquer à des amis, près de mes oreilles: «*Britt est vraiment un héros*». Il y avait aussi cette sempiternelle question: «*tu n'es pas fatigué?*» J'avais le sentiment que les gens m'excluaient, qu'ils auraient voulu me voir disparaître, moi, mon fauteuil roulant et mon corps atrophié par une sclérose latérale amyotrophique (cette maladie, aussi appelée maladie de Charcot, détruit les motoneurons du corps, du cerveau et de la moelle épinière, provoquant divers degrés de paralysie et souvent la mort).

Ma femme ou mon assistante se sont également maintes fois entendu demander: «*comment va-t-il?*» La question ne m'était jamais directement posée. Des inconnus, mais aussi des gens qui me connaissaient bien, me collaient les stéréotypes du héros fatigué. Ils ne pensaient pas à mal ni à me diminuer. J'ai perdu l'usage de la parole et peux à peine bouger la tête et le cou. Mais, comme tout le monde, j'aime dialoguer et j'en ai besoin. Ma femme et mes

aides lisent sur mes lèvres, décryptent mes regards et mes gestes. En fait, bien peu de ces prétendus admirateurs se préoccupent d'engager la conversation.

La culture américaine n'est pas la seule à qualifier d'héroïsme le simple fait de participer à un événement de la vie quotidienne. Récemment, j'ai été invité au Japon pour parler dans des universités et devant des associations. Mes auditeurs éclataient en sanglots. Mes conférences ont été filmées et diffusées à la télévision japonaise. Je ne pouvais pas aller au restaurant sans qu'on me remarque.

Je ne veux pas donner l'impression que mon voyage au Japon fut un calvaire ni que je regrette ma participation à cette grève. Chaque fois, j'ai eu de vrais échanges avec des gens qui connaissaient mes recherches en sociologie. Mais je n'étais pas anonyme comme la plupart des gens. Au fond de moi, je me sens impuissant à corriger les histoires que la télévision et les journaux colportent à mon sujet. Et je bous, intérieurement, lorsque l'on parle de mes travaux de sociologue, en me qualifiant de héros.

Que peut-on faire pour libérer les handicapés de ces mots et de ces sous-entendus réducteurs? Deux choses. La première est de répliquer sur le même ton à ceux qui utilisent ce langage. Chaque fois que je le peux, je retourne, à ceux qui me les posent, les questions sur mon état de fatigue et mon besoin de repos. Cela provoque une

prise de conscience. Cela hérisse, parfois, aussi.

La seconde chose est d'enseigner aux gens le pouvoir terrifiant que peuvent avoir les écrits et les paroles sur les handicapés. Le pouvoir et la totalité des institutions sont exprimés et sans cesse reproduits par notre manière de parler, d'écrire, de lire et de représenter visuellement la société. Nous participons à cette auto-reproduction et nous pouvons changer les choses en modifiant notre posture linguistique à l'égard des handicapés. Certes, nous avons des lois pour protéger leurs droits civils, mais il nous faut aller beaucoup plus loin et nous attaquer au pouvoir des mots.

Lorsque je renvoie à mes amis et collègues bien intentionnés leur manière de parler, je ne cherche pas à imposer une révolution. Mon objectif est de faire prendre conscience de la façon dont les paroles et les expressions créent, façonnent les choses. Je veux que l'on retrouve ce sentiment festif, quand, lors d'une grève, des professeurs se sentent enfin libres de s'identifier, ne serait-ce qu'un instant, avec les grèves historiques du mouvement ouvrier. Et je veux que les handicapés ressentent la même liberté, parce que l'on cessera de faire attention à leur handicap. J'en ai assez d'être catalogué; je ne veux plus être un héros.

(Je tiens à remercier Katherine Trowell et Shannon Gau pour la préparation de cet article). ■

1. UN IDÉAL ÉCLATÉ

Corps d'identité

En s'engouffrant dans l'un des derniers espaces de liberté, les bricolages qui «tribalisent» le corps au Nord et l'«occidentalisent» au Sud brouillent complètement les normes.

PHILIPPE LIOTARD

UNIVERSITÉ MONTPELLIER I,
ANIMATEUR DE LA REVUE QUASIMODO.

En 1976, les punks scandalisent la puritaine Angleterre. Prônant le désordre, ils adoptent l'irrespect comme attitude, fustigent le futur tout tracé que leurs aînés veulent leur imposer et vomissent l'énergie nucléaire, l'économie, la pollution, le travail, les médias...

Pour être plus grand, le scandale exploite l'image. Les punks crachent sur l'idéal corporel de l'Angleterre bien-pensante en affichant une apparence aussi repoussante que recherchée, faite de vêtements détournés de leur usage ou bien encore déchirés, tâchés, mariant les couleurs que le bon goût dissocie. Ils arborent des coiffures en crêtes, en cornes ou «à l'iroquoise», utilisent un maquillage outrancier, s'ornent de chaînes. Ce refus se renforce de l'usage sauvage du tatouage, qui recouvre des bras entiers ou des endroits inhabituels (le visage, le cou, le crâne), de la réinvention du piercing (épingles à nourrices, anneaux, portés dans le nez, au sourcil, sur les lèvres, dans les joues) ou encore des scarifications.

Grâce à ce corps retravaillé et transgressif, le punk donne très vite de lui-même une image chargée de sens. Les médias exécrés en font un symbole de la décadence et participent à la diffusion de ce nouveau modèle corporel en Europe, en Amérique du Nord et au Japon.

2001: les punks ont fait école. Les top-modèles, les champions, les vedettes de la chanson et du show-business se ressemblent par leur coiffure et leur piercings tout en rivalisant d'originalité dans leur utilisation. Dans les pays industrialisés, les adolescentes exhibent leur nombril orné, tirent la langue pour montrer leur bijou, alors que les garçons portent des anneaux aux sourcils. En vingt-cinq ans, des pratiques décriées d'ornementation ou de modifications corporelles sont devenues indispensables pour qui veut être à la mode. Les jeunes générations occidentales combinent des pratiques confinées jusque-là aux milieux underground pour s'approprier leurs apparences «branchées».

Mais, paradoxalement, plutôt qu'innover, on procède à un bricolage interculturel qui puise dans des

techniques traditionnelles de modifications du corps, utilisées par des cultures non occidentales à des fins religieuses, esthétiques, ou identitaires. Avec l'invention des «*primitifs modernes*», selon l'expression de l'Américain Fakir Musafar, l'un des chefs de file de ce mouvement de personnes qui «*font quelque chose de leur corps*», se dessine une esthétique du corps métissé, qui réalise une sorte de «tribalisation» du corps occidental.

Comment ces manières alternatives de modifier le corps en sont-elles venues à se diffuser massivement? Qu'est-ce qui peut pousser de jeunes Occidentaux à adopter des tatouages issus des îles du Pacifique ou du Japon? Quelles sont les significations de ces ornements «tribales» ou «primitifs», combinées à des usages occidentaux?

On ne peut invoquer un retour aux rites dans lesquels ces pratiques prennent leur sens originel puisqu'ils sont pour la plupart inconnus de ceux qui y puisent les motifs de leur ornementation. Qui plus est, les corps qui servent aujourd'hui de modèles ont

d'abord été stigmatisés lors d'exhibitions coloniales, en Europe et aux Etats-Unis, jusqu'au milieu du XX^e siècle. Ils étaient des objets de curiosité et surtout les signes du «retard» des peuples colonisés. Interprétés par le regard occidental, les piercings, scarifications et autres élongations des lèvres, du cou ou des oreilles, devaient témoigner de la «barbarie» de ces populations et justifier la mission civilisatrice

de l'Occident. Ils incarnaient l'opposé de l'idéal corporel civilisé.

En une sorte d'hommage rendu à des civilisations que les pouvoirs coloniaux auraient travaillé à effacer, certaines avant-gardes du courant des «primitifs modernes» explorent sciemment ces rites corporels. Par exemple, «*l'esthétique tribale*» de Maria Tashjian (propriétaire de salons de modifications corporelles aux Etats-Unis) est une manière, selon elle, d'éduquer les gens, en entretenant la mémoire de cultures disparues et en transmettant leur idée de la beauté. Le piercing, l'étirement du lobe des oreilles, les scarifications permettraient ainsi de réaliser un bricolage des esthétiques anciennes et modernes, occidentales et non-occidentales.

D'autres avant-gardistes, comme Fakir Musafar, considèrent que ces pratiques corporelles permet-

Quelles sont

les significations

de ces ornements

«tribales» ou «primitifs»,

combinées à des usages

occidentaux?

tent d'abord un travail sur soi. Ce qu'il appelle le «*body play*» consiste ainsi à expérimenter tous les procédés de modifications corporelles de l'histoire humaine. Endurer volontairement les épreuves initiatiques auxquelles se livraient les sociétés primitives permettrait de revivre une sorte d'expérience première oubliée par les sociétés industrielles, de retrou-

érotique, le travail sur la chair et la volonté de mettre son corps à l'épreuve correspondent à une démarche identitaire qui reflète une mutation culturelle.

Car ce désir d'affirmation se double de la volonté de contester les normes et les valeurs établies, et de militer pour d'autres manières de vivre, de sentir et d'exposer son corps. Nombre de ses adeptes jugent



© Alain Soudesville/Rapho, Paris

Les modifications corporelles peuvent se comprendre comme un combat contre la banalité des apparences.

ver une sorte de pureté originelle. Pour Fakir Musafar, peu importent les marques laissées sur le corps, du moment que la confrontation à la douleur permet d'accéder à un état de conscience inconnu dans les sociétés occidentales, où tout est fait pour combattre la souffrance physique. Cependant, ces modifications résultent d'un choix individuel, volontaire et conscient, à l'opposé de la violence physique et symbolique des rites initiatiques que les sociétés traditionnelles peuvent imposer à leurs membres.

Mais ces courants sont très minoritaires parmi les millions d'adeptes de l'ornementation corporelle. L'immense majorité d'entre eux répond simplement au désir contemporain de la connaissance de soi et de la reconnaissance vis-à-vis d'autrui. Qu'ils soient animés par un projet esthétique, une quête spirituelle, l'affichage des signes d'appartenance à un groupe ou un jeu

qu'ils ne peuvent plus s'incarner dans ce corps aseptisé, effacé, aliéné que véhiculent les sociétés occidentales. Ils affirment vouloir tourner le dos à l'idéal de beauté de la blonde aux yeux bleus, au stéréotype du surfeur californien au corps lisse, musclé, bronzé. L'expérience des modifications corporelles peut même se comprendre comme un combat contre la banalité des apparences, qui permet de donner un sens à une vie perçue comme insignifiante par ailleurs.

À cette fin, il ne suffit pas d'aller chercher dans des traditions qui ne sont pas les nôtres. Le bricolage corporel se construit aussi en empruntant à la modernité ses matériaux, ses connaissances et ses techniques. En insérant sous la peau des corps étrangers, les implants transdermiques permettent de créer une ornementation en volume comme des protubérances sur le front, le sternum, les avant bras: autant ►

«La terreur que l'esprit ressent devant le corps a rendu fous d'innombrables mortels.»

D. H. Lawrence,
romancier anglais
(1885-1930)

de manières radicales de bousculer les codes de l'apparence et l'ordre esthétique établis.

Toutes ces interventions, en effet, se comprennent comme une tentative d'échapper à un destin qui assigne à chacun un aspect déterminé en fonction de son sexe, de son âge ou de son origine sociale. En ce sens, les modifications corporelles possèdent une implication politique, revendiquée d'ailleurs par les avants-gardes. L'éclatement des modèles qu'elles génèrent, le refus des canons de beauté assésés par les médias de masse, l'affirmation enfin de la liberté de chacun à choisir ce qu'il a envie de réaliser, porter et montrer, font du corps l'un des derniers espaces de liberté individuelle. Alors que les comportements sont soumis à l'exigence de productivité, que les attitudes sont pressées de se conformer à des modèles dominants, que les institutions soumettent les corps à des contraintes disciplinaires, le bricolage des apparences permet de battre la normalité en brèche. Chaque acteur peut signer son corps d'une façon qui n'appartient qu'à lui. En même temps, cette signature unique produit une multitude de significations et de sentiments pour ceux qui les voient ou les imaginent (séduction, surprise, rejet, crainte...). Le refus de coller aux attentes sociales et la conscience des effets pro-

duits par la différence corporelle s'inscrivent dans le combat contre une idéologie normative. En ce sens, ils sont aux antipodes des projets de mise en conformité que portent la chirurgie esthétique, les régimes amaigrissants, etc.

Ces initiatives sont désormais visibles sur toute la planète via Internet et la télévision. En exposant les mixages entre le passé et l'avenir, les imaginaires et les expérimentations concrètes, l'ici et l'ailleurs, on alimente la pluralité des représentations du corps. Rappelant qu'il n'est pas une donnée anatomique, fixée une bonne fois pour toutes, ces représentations popularisent de nouvelles manières d'inscrire sur le corps l'appartenance à une culture. Elles affirment ainsi à la fois son caractère éminemment culturel et la réalité dynamique de toute culture. La globalisation des images à l'échelle planétaire s'accompagne d'une diversification du modèle du corps civilisé, longtemps rapporté au corps policé de l'Occidental.

La poupée Barbie comme idéal

Curieusement, dans les pays du Sud, et pour ceux qui en ont les moyens, se développe le souci de coller au modèle occidental le plus commun, celui des séries télévisées américaines. Ces modifications corporelles visent non pas à se distinguer mais à se fonder dans la norme. Les Sud-américaines émigrées aux Etats-Unis se font refaire la poitrine, éclaircir la peau, blondir les cheveux. En Afrique noire et chez les Afro-Américaines, le commerce des produits pour devenir plus clair ou décrépiter les cheveux fait florès. Les célèbres «sapeurs» de Kinshasa se saignent aux quatre veines pour se plier à ce qu'ils croient être les derniers canons de la mode parisienne. La chirurgie esthétique est du même poids aux Etats-Unis qu'en Amérique du Sud, où les femmes se font opérer pour s'approcher d'un idéal qui ressemble furieusement à la poupée Barbie. Des Asiatiques se font «débrider» les yeux... Tout semble se passer comme si les individus issus des sociétés dominées économiquement et politiquement se trouvaient pris dans l'exigence de masquer leurs particularités corporelles. L'occidentalisation du corps serait une stratégie salutaire pour être «dans le coup» de la mondialisation.

La valorisation d'un idéal corporel pluriel demeure pour l'instant un passe-temps de nantis face à la grande majorité des habitants des pays du Sud, où une minorité se soucie d'effacer les stigmates dont ils ont été historiquement affublés. Néanmoins, elle contribue à accélérer les mutations de l'ordre corporel. Par le détournement des codes de l'apparence et l'appropriation des techniques de rectification du corps jusque-là légitimées par le seul souci réparateur de la médecine et de la chirurgie, les individus inscrivent dans leur chair les règles d'un jeu qui préfigure l'avènement d'un brouillage généralisé des normes corporelles. ■

Masaï du Kenya, avec une boîte de conserve d'ananas comme boucle



1. UN IDÉAL ÉCLATÉ

La pub, ce miroir...

La publicité est-elle responsable des canons actuels de la beauté? Colporte-t-elle une image dégradante du corps? L'avis de Christian Blachas, animateur de l'émission Culturepub, sur la chaîne de télévision française M6.

PROPOS RECUEILLIS PAR CYNTHIA GUTTMAN

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

La mondialisation façonne-t-elle un idéal du corps de plus en plus standardisé?

Paradoxalement, plus on s'avance dans la mondialisation, moins il y a de modèle unique. En matière d'esthétique corporelle, le modèle américain est resté dominant pendant des décennies. Il n'a évolué que lentement – des brunes Audrey Hepburn et Lauren Bacall à la blonde Marilyn Monroe. Puis sont apparues des revendications ethniques, qui se sont affirmées dans la publicité. Aujourd'hui, on se retrouve avec une grande diversité de modèles esthétiques.

La publicité dicte-t-elle ses canons de la beauté?

On a tendance à croire que la pub crée des courants, comme la récente vague du «porno chic». En réalité, bien que miroir extraordinaire, ce n'est pas elle qui crée les modes. Pour cela, voyez les créateurs et les journalistes spécialisés! La publicité, elle, se contente de récupérer les courants et les modes, pour les utiliser. Elle est rarement subversive. D'ailleurs, les annonceurs n'y auraient aucun intérêt.

Si je vous comprends bien, ce serait faire un mauvais procès à la publicité que de l'accuser de colporter un idéal féminin filiforme, à la Kate Moss?

Kate Moss a sûrement beaucoup influencé les adolescentes anorexiques, mais elle n'apparaît pas uniquement dans la publicité: elle est aussi présente à la télévision, à travers les vidéoclips. Musique, clips, télévision sont tout autant responsables que la publicité de la création et de la diffusion de modèles.

L'image des hommes, elle aussi, a connu quelques bouleversements...

Le signe le plus évident en est la représentation de scènes homosexuelles dans la publicité. En France, les sondages indiquent que le public n'est pas choqué par ce genre d'image. Il s'agit d'une vraie révolution! Plus généralement, la publicité montre que l'homme a conquis un droit nouveau: celui de s'occuper de son corps. Le marché des cosmétiques masculins se développe énormément. Mais du coup, voici l'homme confronté à un problème existentiel. Ses trois rôles traditionnels (du

moins en Occident) – faire la guerre, ramener de quoi manger et procréer – sont mis en cause par le travail des femmes, les avancées scientifiques... Certes, rien n'est jamais figé. Les sondages montrent que les femmes réclament aujourd'hui des hommes plus «virils». Mais elles exigent aussi qu'il conserve cette part avouée de féminité...

La France est-elle un cas à part dans le monde de la publicité?

Absolument. C'est de loin le pays le plus libéré quant aux mœurs et à la morale publicitaires. Les anglo-saxons, pour leur part, restent extrêmement pudiques. Vous ne verrez jamais de seins dans la publicité américaine. Il y a trois ans, une marque de lingerie – Victoria's Secret – a suscité un scandale, aux Etats-Unis, en faisant défiler des top models en soutien-gorge et en slip pour sa campagne de «pub». C'était la première fois que des femmes s'exhibaient ainsi. Or, cela fait vingt ans que la télévision française nous montre de semblables images! A part la France, seule la Scandinavie fait figure d'exception dans la représentation de la nudité. Mais la publicité y exploite plutôt la culture naturiste ambiante, que l'érotisme proprement dit.

En France, des associations féministes réclament une loi visant à préserver l'image de la femme dans la «pub». Qu'en pensez-vous?

Elles accusent la publicité de faire la promotion de la femme-objet à travers des campagnes très «sexuées». Quoi qu'il en soit, il serait dangereux de vouloir légiférer à ce sujet. Ce n'est pas aux juges de décider si une publicité est dégradante – ou non – pour l'image de la femme. Et, la lassitude du public aidant, je suis persuadé que l'on assistera tôt ou tard à un retour de balancier en faveur d'images moins «sexuées».

Existe-t-il encore des tabous dans la représentation du corps?

Les vrais tabous concernent la pédophilie et la zoophilie, et c'est heureux. Il reste que les publicitaires travaillent, au grand dam des féministes, sur les fantasmes sadomasochistes. Mais cela ne menace pas l'intégrité du corps. Tant qu'il en est ainsi, ces clin d'œil resteront inoffensifs. ■

«Deux erreurs à ne pas faire: aimer ou détester son corps. Y être accroché ou vouloir le supprimer. Narcissisme et haine de soi, argent et suicide; même substance.»

Philippe Sollers, écrivain français (1936-)

1. UN IDÉAL ÉCLATÉ

L'artiste au **corps à corps** avec l'histoire

Emancipé ou servile, royal ou libérateur, raciste ou iconoclaste, le corps dans l'art nous raconte l'idéologie dominante. Qu'il la serve ou la conteste, il exerce une puissante influence, à l'instar des fétiches africains.

NICHOLAS MIRZOEFF

PROFESSEUR D'HISTOIRE DE L'ART À L'UNIVERSITÉ D'ÉTAT DE NEW-YORK;
AUTEUR DE *DIASPORA AND VISUAL CULTURE: REPRESENTING AFRICANS AND JEWS* (ROUTLEDGE, 2000).

Quels sont ces corps que représente l'artiste? Sont-ils singuliers ou emblématiques? Il serait rassurant de croire que notre époque en a fini avec les errements du passé et les usages condamnables du corps mais, comme on le sait, les fins heureuses appartiennent, le plus souvent, à la fiction. Pour l'Histoire, la réalité est plus complexe et moins rassurante.

Quand on aborde l'histoire du corps, il est indispensable de restreindre le champ d'investigation, car, dans une certaine mesure, le corps est tout: la médecine, la guerre, la sexualité, la «race», le spectacle, la danse, etc... Par ailleurs, le corps n'est rien ou quantité négligeable, simple marchandise qui s'achète et se vend sur un marché aux esclaves.

L'esclavage a été défini comme une «mort sociale». Si l'homme est, comme le dit Aristote, un «animal politique» (c'est-à-dire social), alors, être esclave, c'est n'être aux yeux des autres qu'un corps, un mort qui travaille. Examiner les représentations du corps – asservi ou non – et leur évolution, permet de mesurer la valeur qui lui est accordée au fil des époques.

On pourrait penser qu'il s'agit d'un sujet «politiquement correct», qui sous-estime l'importance de l'art. A l'inverse, on

pourrait aussi affirmer que l'on réduit l'art à de la décoration quand on néglige le contexte social et historique dans lequel les œuvres sont produites. C'est bien parce que l'art a une force extraordinaire qu'il est nécessaire de comprendre son fonctionnement. Prenons un exemple: au British Museum, à Londres, la toute nouvelle aile Sainsbury, consacrée à l'art africain, rassemble le continent entier en trois galeries, organisées par support: sculpture, textile, poterie. De majestueuses statues de bronze de facture réaliste, datant du XVI^e siècle et provenant du royaume du Bénin, côtoient les figurines *minkisi*, tourmentées et abstraites, du Congo Belge, comme s'il s'agissait de deux expressions équivalentes de l'Afrique éternelle.

Le corps à distance de l'esprit

Les bronzes du Bénin montrent avec une telle force ce dont l'Afrique était capable avant l'esclavage et la colonisation, que les Européens du XIX^e siècle les attribuèrent à d'hypothétiques rescapés de l'Atlantide. Les figurines *minkisi* datent de la période la plus effroyable de la colonisation belge au Congo. Le *nganga* – le sorcier – les utilisait pour solliciter l'aide des esprits des ancêtres dans la lutte contre la colonisation. Si cela paraît confirmer le prétendu «primitivisme» de l'Afrique, on rappellera que les colons belges croyaient tellement au pouvoir de ces fétiches qu'ils ont tout fait pour se les approprier. Nombre de musées américains et européens en conservent de splendides exemplaires. En classant ces œuvres par catégories abstraites et désincarnées – «l'art», ou «l'Afrique» – les conservateurs ont manqué l'occasion de nous montrer comment l'expression artistique avait partie liée avec l'histoire conflictuelle et changeante du corps.

En Occident, l'histoire moderne du corps commence généralement avec la séparation opérée par le philosophe René Descartes entre le corps et l'esprit. Au milieu du XVII^e siècle, le philosophe explique que seule la glande pinéale – une glande endocrine, réactive à la lumière – assure la jonction entre le corps et l'esprit, deux entités radicalement séparées. Le corps réagirait à son environnement et aux perceptions sensorielles, tandis que l'esprit s'emparerait de ces per-

Jean-Baptiste Belley: un affranchi représenté comme un monarque.



© Versailles et TitianonRIN, Paris (Peinture de Anne-Louis Girodet)

ceptions et prendrait des décisions en accord ou non avec elles. Par exemple, un dessin en perspective paraît «réel» à l'œil, mais l'esprit sait qu'il s'agit d'une illusion. En introduisant la notion de doute, Descartes remettait en cause la continuité entre le corps et l'esprit, telle qu'elle avait été pensée par la philosophie classique, qui prêtait une même nature aux deux éléments bien qu'elle accordât un statut privilégié à l'esprit.

Peut-être, l'élite européenne cherchait-elle à mettre le corps à distance, à l'heure où la traite des esclaves battait son plein... Dès 1666, le port de Nantes envoya 108 navires négriers sur les côtes de la Guinée, qui embarquèrent 37 340 Africains. Dans les colonies françaises, le sinistre Code noir de Louis XIV encadrait l'esclavage. Il reconnaissait au propriétaire, sur sa plantation, un pouvoir équivalent à celui du

roi dans son royaume – le pouvoir de vie et de mort. Le corps du roi était alors doté d'un pouvoir singulier, en particulier dans les représentations qu'en faisait l'art. En effet, on estimait que le roi avait deux corps, l'un physique et l'autre spirituel. Le corps spirituel, essence de la monarchie, ne mourait jamais. Il ignorait le sommeil ou la maladie. Portraits et statues le montraient dans tout le royaume et les colonies. En conséquence, le corps de ses sujets – paysans de la métropole ou esclaves des colonies –, n'était qu'un objet. La division philosophique de la personne entre corps et âme s'est trouvée ainsi compliquée par le doublement politique du corps royal et la présence fantomatique des esclaves.

L'art au service du concept de race

Au moment de la Révolution de 1789, ces tensions atteignaient leur paroxysme. Cette année-là, 1 587 vaisseaux – soit un trafic plus important que celui de Marseille, le plus grand port de France – accostèrent à Saint-Domingue sur l'île d'Haïti, le joyau des colonies françaises. Mais en 1791, gagnés par la contagion révolutionnaire, les esclaves haïtiens renversaient le régime colonial. La Déclaration des droits de l'homme (1789) et l'abolition de la monarchie (1792) condamnaient l'esclavage. Il fut aboli le 3 février 1794 par la Convention, sur proposition des délégués haïtiens.

Anne-Louis Girodet peignit, en 1797, le portrait de l'un d'entre eux, Jean-Baptiste Belley, un affranchi né en Afrique de l'Ouest. Dans cette œuvre remarquable, le corps exprime toutes les tensions d'une époque.

Vêtu de l'uniforme de la Convention, Belley se tient debout devant un paysage tropical. Son visage apparaît de trois-quarts, selon les canons réservés aux



«La femme blanche se contemple avec assurance dans un miroir.» The Babylonian marriage market, peinture de Edwin Long.

nobles et aux monarques. Une étrange torsion des hanches imprime au corps une touche féminine, bien qu'un renflement marqué du pantalon souligne sa virilité.

Belley s'appuie sur un buste de l'abbé Raynal qui avait appelé à l'abolition de l'esclavage. La blancheur du marbre et la hauteur classique du front contrastent avec la peau noire et le front fuyant de Belley. Un tel «angle facial» – selon le jargon de l'époque – était considéré comme le signe d'une intelligence médiocre. Comment interpréter ce portrait? Le simple fait qu'un Africain soit représenté dans un style royal par un peintre européen marque un changement profond, mais les «indicateurs» employés par l'artiste témoignent de la tentative d'imposer une nouvelle forme de supériorité, celle de la race.

Ironiquement, la victoire du mouvement pour l'abolition de la traite négrière avait donné naissance à cette nouvelle distinction raciale entre les corps. Tant que dura l'esclavage, les personnes se différenciaient par leur statut légal. A présent, une nouvelle classification entrait en vigueur. Une volumineuse production scientifique et artistique s'efforça de définir les prétendues différences entre les races et de les rendre visibles. La couleur de la peau, la forme du crâne, du nez, du torse et tous les aspects de la culture étaient censés refléter des différences biologiques entre les hommes. L'art avait un rôle à jouer dans ce

«La beauté, contrairement à la laideur, ne peut vraiment s'expliquer: elle se dit, s'affirme, se répète en chaque partie du corps mais ne se décrit pas.»

Roland Barthes, critique et sémiologue français (1915-1980)

système, de la comparaison des statues grecques et des corps africains jusqu'à l'enseignement des techniques de représentation des divers types raciaux. Si de nombreux artistes radicaux s'engagèrent dans la lutte pour l'abolition de l'esclavage, il y eut des exceptions à ce mouvement général.

Une toile d'Edwin Long, peinte en 1875, a battu tous les records de vente du XIX^e siècle. *The Babylonian Marriage Market* représente une vente d'esclaves antique. Au premier plan, face au spectateur, des femmes esclaves sont alignées dans une savante hiérarchie. La femme blanche, sur la gauche, se contemple avec assurance dans un miroir. Elle est séparée, par plusieurs Asiatiques, de l'Africaine qui semble se couvrir le visage de honte. L'action principale représente

le déshabillage d'une esclave sous le regard appréciateur d'un public d'hommes, en majorité juifs. Cette accumulation de stéréotypes ouvrit à Edwin Long les portes de la Royal Academy britannique et une carrière de portraitiste des «types» humains, comme la science de l'époque les avait établis.

Aujourd'hui, la signification du terme de race demeure incertaine. La science a montré que les humains partagent 99,9 % de leurs gènes et que les caractéristiques du corps constituent des variations mineures, sans importance réelle. Mais le racisme n'a pas disparu, comme le prouve la récente vague d'hostilité, en Europe occidentale, à l'encontre des étrangers. Ces phénomènes tiennent à ce que le concept de «race» n'appartient plus, comme au XIX^e siècle, à la science, mais à la culture populaire.

Naissance d'une nation, l'un des premiers longs-métrages de D.W. Griffith, en 1916, retrace la montée du Ku Klux Klan dans le Sud des Etats-Unis. Des acteurs blancs aux visages grimés donnent une représentation terriblement stéréotypée des noirs américains. Plus tard, *Tarzan, roi de la jungle*, comme d'autres films, a représenté les Africains sous les traits de sauvages primitifs.

Lorsque ces conceptions furent remises en cause par les mouvements d'opinion liés au combat pour les droits civiques ou pour la décolonisation, elles se maintiennent toutefois dans les dessins animés. Ainsi,

dans *Le Livre de la Jungle* (1966), le jazz est-il littéralement la musique des singes.

Une nouvelle génération d'artistes nous force à repenser l'image que nous avons de nous-mêmes et des autres. Kara Walker, une jeune artiste noire américaine très controversée, conteste le postulat selon lequel les personnages appartenant aux minorités devraient apparaître dans des situations positives et constructives. Ses silhouettes de papier noir découpé montrent des Africains et des Européens se livrant à toutes sortes d'activités que l'on pourrait qualifier de perverses. Kara Walker nous rappelle que l'art même de la silhouette, auquel se livraient les dames distinguées du XIX^e siècle, était possible grâce au travail accompli par d'autres, asservis ou non. C'est encore le cas pour les arts d'aujourd'hui, suggère-t-elle. Avec ses œuvres, nous comprenons que l'oppression dénature autant les oppresseurs que les opprimés. Malgré des critiques virulentes, Kara Walker a obtenu une «bourse du génie» de la prestigieuse fondation MacArthur.

Le Nigérien Yinka Shonibare perçoit, lui aussi, la permanence du passé victorien. Il recrée, au détail près, les robes de bal de l'époque, mais il substitue aux

Tarzan, roi de la jungle,
comme d'autres films,
a représenté les Africains
sous les traits
de sauvages primitifs.

sobres cotonnades et aux soieries des Européens des étoffes d'Afrique de l'Ouest, les *kente*. Ses robes rendent visibles les couleurs, à tous les sens du terme. Dans la même veine, le photographe japonais Yosimasa Morimura se photographie dans des mises en scène diverses, adoptant souvent une tenue de travesti. En reprenant la pose de *l'Olympia* de Manet (1865), Yosimasa Morimura transforme radicalement la dynamique de cette image. Alors que l'original représentait une prostituée blanche, dont le métier était signalé par la présence d'une servante africaine, cette nouvelle version photographique de l'œuvre nous oblige à nous interroger sur ce que représente vraiment la blancheur.

Tous ces artistes travaillent dans une perspective visionnaire. Ils semblent suggérer qu'en dépit des progrès des dernières décennies, l'héritage historique de l'esclavagisme et du colonialisme n'a pas disparu. Que des artistes du monde entier se livrent à cette réévaluation de l'Histoire est encourageant. Une chose est certaine: le corps restera encore longtemps un thème de prédilection en art. ■



© Stephen White, Fiechman Gallery, Londres (œuvre de Yinka Shonibare, 1997)

Une robe victorienne en étoffes d'Afrique de l'Ouest.

1. UN IDÉAL ÉCLATÉ



Les sculptures érotiques du temple de Khajuraho servent la campagne contre le sida.

Inde: le sida **vainc la pudeur**

Dans ses temples, l'Inde magnifiait la sensualité du corps. Dans ses fêtes, elle honorait toutes les formes d'expression sexuelle. Cette candeur évanouie renaît aujourd'hui. Parce que le sida a bousculé les tabous.

SHREEDHAR RAJAN

CINÉASTE INDIEN, AUTEUR DE NOMBREUX ARTICLES SUR LES CONSÉQUENCES SOCIOCULTURELLES DU SIDA.

Le village de Koovagam, dans l'Etat de Tamil Nadu, a attiré sur lui une attention considérable, liée à l'épidémie de sida. Ce village accueille, depuis toujours, le *chitirai pour-nami*, une fête transsexuelle célébrant la transformation de Krishna en femme et son extase sexuelle en compagnie d'Aravan, un prince Pandava.

Célébrée depuis des siècles, en avril et un jour de pleine lune, elle réunit des citoyens, des campagnards et des *hijra* (transsexuels et eunuques) venus de toute l'Inde. Depuis trois ans, des organisations de lutte contre le sida y participent pour donner une «nouvelle respectabilité» à cette expression ancienne d'une sexualité alternative. Un concours de beauté du «troisième sexe» y est même organisé. «Nous voulons que les gens comprennent que les *hijra* font partie intégrante de la société et nous en profitons pour les informer sur le sida et les préservatifs», explique le Dr Manorama Pinagapany, directeur d'une ONG médico-sociale.

Bien que les médias locaux s'encanaillent en parlant des «nouveaux modes de vie», les Indiens

se considèrent généralement comme des «conservateurs orthodoxes» en matière de sexualité. Paradoxal, dans un pays qui, depuis la nuit des temps, est le berceau d'une mosaïque de cultures sexuelles.

La culture hindoue regarde le corps comme un réceptacle de l'âme, un siège divin mais temporaire de l'esprit. Il est vénéré parce qu'il héberge le Moi, la force vitale. Le *Kama Sutra*, l'antique traité de sexualité hindoue, écrit par Vatsyayana, relève que le *kama* (désir sexuel) est l'un des moyens d'atteindre le *moksha* (le salut). Ces croyances primitives sont toujours vivantes. Le Shivalinga, symbole phallique du dieu Shiva et de son union sexuelle avec la déesse Parvati, est vénéré dans toute l'Inde. On a beau glorifier le seigneur Rama et sa femme Sita pour leur sens du devoir et de la fidélité, l'Inde est aussi la terre de Krishna, le tombeur des beautés célestes.

Dans les temples, les sculptures des divinités hindoues ne dissimulent aucune partie de leur corps. Les représentations des dieux et déesses exaltent la grâce et la sensualité d'hommes athlétiques aux

L'âme, dans son corps présent, traverse l'enfance, la jeunesse, la vieillesse; après celui-ci elle revêtira de même d'autres corps. Le sage ne s'y trompe pas.

Bhagavad-gita, ancien poème épique

membres longilignes et de femmes sensuelles à la taille fine. Dans l'Etat de Madhya Pradesh, les figures en pierre de divinités et de mortels, qui ornent les temples Khajuraho (Xe siècle), présentent une multitude d'unions sexuelles sur un mode presque clinique.

Loin de tout érotisme grossier, la naïve authenticité de la nudité qui orne les temples hindous élève le corps au niveau du sublime. Avec elle, l'Hindou est conditionné à accepter le corps et la sexualité comme des éléments naturels du cycle de la naissance et de la mort.

Une multitude de pratiques sexuelles

La franchise sexuelle était un trait ordinaire de la vie quotidienne, puisque les temples occupaient une place centrale dans la vie sociale. Les sociétés hindoues traditionnelles acceptaient une multitude de pratiques sexuelles. Courtisans transsexuels, danseurs de la tradition *devadasi*, danseurs des rues, chanteurs et musiciens apportaient plaisir et sensualité. Jamais formellement désavoués, l'amour à plusieurs partenaires, la bisexualité ou autres pratiques réputées «déviantes» bénéficiaient au contraire de leur espace social, religieux et artistique.

Dans la tradition de la secte *devadasi*, par exemple, la prostitution jouissait d'une pieuse respectabilité. Les prostituées «épousaient» la divinité et faisaient vœu de combler les besoins sexuels de la société. Très respectées, elles vivaient dans les temples ou à leur proximité.

Tolérante presque à l'excès, la civilisation indienne admettait toute une palette de comportements et de valeurs, parfois aux extrêmes les uns des autres. Cependant, cette folie semblait répondre à une logique: l'évolution de systèmes sociaux et spirituels complexes assurait une unité dans la diversité, une coexistence harmonieuse.

Puis, les cultures hindoues subirent la pression des enseignements bouddhistes et jaïns prônant la renonciation physique et sexuelle. A l'époque de la domination Moghol, la sexualité fut reléguée sous le *pardah* (le port du voile) et les femmes éloignées de la sphère publique. La colonisation britannique et ses efforts évangélistes visant à «civiliser» des indigènes «à la sexualité exotique», accentuèrent encore la rupture avec les mœurs sans complexes d'antan. Après avoir bénéficié, durant des siècles, d'une large expression dans la sphère publique, la sexualité des Indiens fut bientôt étouffée. L'hypocrisie, le rejet de soi et de ses racines prirent de l'ampleur, alimentés par un sentiment de honte. La servilité envers la culture du colonisateur et la pudibonderie victorienne entraînèrent le reniement des traditions.

1947 vit la naissance de l'Inde indépendante. La progéniture d'une minorité d'Indiens anglophones et occidentalisés, qui avait assimilé les valeurs des missionnaires, formait à présent l'élite

IT'S THAT CONDOM MOMENT



PROTECT YOURSELF FROM AIDS

CONDOM SENSE

IS

COMMON SENSE

Les sculptures de Khajuraho: «une multitude d'unions»

politique du pays. Elle dicta de nouvelles valeurs morales, décréta quand, comment et avec qui la sexualité était autorisée. La tradition *devadasi*, par exemple, fut criminalisée et interdite par la loi.

Le résultat fut l'éclosion d'une sexualité clandestine, tapie dans les quartiers respectables, les ruelles sombres des villes et les corridors déserts des temples. C'est dans ce bain d'hypocrisie et de répression sexuelle que se propagea librement le virus du sida.

Le sida, maladie d'importation

Lorsque les premiers cas de contamination furent détectés, le gouvernement indien réagit en adoptant des règles de quarantaine. L'épidémie était considérée comme une maladie étrangère, importée de cet Occident «immoral et trop permissif». Des responsables politiques demandèrent le rapatriement des étudiants africains et l'interdiction de tout rapport sexuel avec des étrangers. Le gouvernement plaida pour un retour aux valeurs «saines» de la nation, proposant de financer la mise à la retraite des prostituées ou de tatouer les séropositives afin d'alerter leurs clients.

Le sida est apparu dans le monde voici vingt ans. Depuis dix ans, l'Asie occupe le devant de la scène. Avant d'être récemment dépassée par l'Afrique du Sud, l'Inde détenait le record mondial du nombre de séropositifs — près de 3,86 millions, essentiellement chez les prostituées et les toxicomanes. Au milieu des années 1990, plus de 25% des prostituées en zone urbaine étaient séropositives. A Mumbai (Bombay), le taux de prévalence atteignait 71%, en 1997. Un sondage parmi les Indiennes séropositives révélait que, malgré les campagnes d'information, les femmes ne découvraient

l'importance du préservatif qu'après avoir été contaminées. De même, il s'avère que, dans plusieurs pays d'Asie, les femmes, en majorité peu instruites, exploitées au foyer comme aux champs, ne savent que peu de choses sur les moyens de se protéger. Elles n'osent pas non plus encourager l'usage du préservatif chez leur mari ou leur partenaire.

Décriminaliser la prostitution

Mais l'épidémie a eu d'autres conséquences: le sida a contribué de façon décisive au retour dans la sphère publique des pratiques sexuelles traditionnelles. Du moins le mouvement est-il amorcé. Paradoxalement, il s'alimente aussi des pressions internationales. A l'ère du sida, il apparaît désormais nécessaire de décriminaliser la prostitution et l'homosexualité, et de permettre aux femmes d'avoir des rapports sexuels sans risque. La sexualité doit s'afficher au grand jour. Et ceux qui ont des pratiques sexuelles «différentes» doivent être réinsérés dans la société et retrouver leur dignité. Avec la montée du sida, la boucle est bouclée et la *devadasi* refait surface sous son nouvel avatar de «travailleuse du sexe».

L'éducation sexuelle, qui draine l'argent des donateurs internationaux, est même à la mode. A nouveau, le sexe est un mot doux, comme jadis quand on accompagnait les enfants au temple, où toutes les formes de pratiques sexuelles s'étaient artistiquement sur la pierre, ou encore, quand les grand-mères racontaient révérencieusement des histoires de sexe à leurs petits-enfants. Avec cette différence, cependant, que, la boucle ayant été bouclée, nous découvrons tout ce que nous avons perdu: la grâce, l'élan et la candeur sexuelle du passé. Et puis, une certaine gêne demeure, malgré tout, attachée aux expressions collectives du corps.

Mais après plus d'une décennie de sida, cette menace qui pèse sur les vies humaines fait voler en éclats le carcan de l'hypocrisie. Elle donne à la sexualité et au corps des Indiens une assurance nouvelle. A Calcutta, qui abrite le plus vaste quartier chaud d'Asie (Sonagachi), siège le comité Durbar Mahila Samanwaya — un syndicat de 60 000 prostituées et leurs enfants. Ses membres fondateurs, toutes prostituées, se sont rencontrées lors d'actions de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles. «Nous avons réussi à mobiliser les prostituées, en Inde et dans plusieurs pays d'Asie, pour défendre nos droits», affirme son porte-parole. «Nous revendiquons la décriminalisation de la prostitution des adultes et sa reconnaissance sociale en tant que profession».

Comment les classes moyennes instruites et les élites politiques ont-elles réagi à l'épidémie de sida? Pour le psychanalyste et écrivain Sudhir Kakar, «les comportements sexuels ont beaucoup moins changé que les médias le prétendent. La sexualité n'apparaît toujours pas comme une libération du

corps et de l'esprit. Elle reste entachée d'un sentiment de honte et de culpabilité». Bien que les femmes des classes moyennes se montrent, en parole, davantage conscientes de leur corps, «les gens pensent que le conformisme sexuel est nécessaire à la stabilité familiale», ajoute le Dr Kakar. Les liens affectifs profonds, qui unissent les familles indiennes, font que les malades du sida ne sont pas abandonnés à leur sort (même si un mari sidéen aura davantage de chances d'être soigné par sa famille que son épouse).

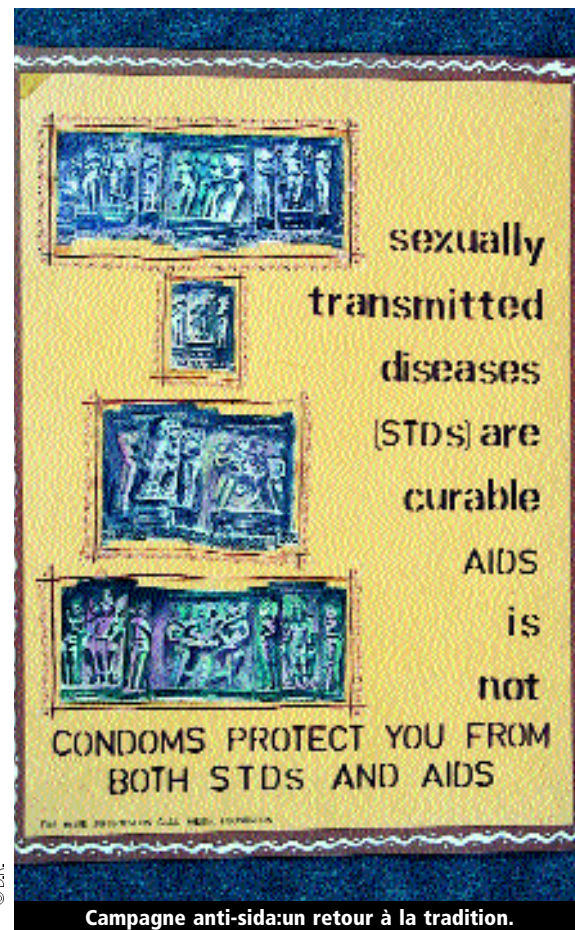
Il est vrai aussi que, sans considération de caste ou de classe, les séropositifs encourent un ostracisme social considérable, parfois extrême. En 1989, un jeune homme séropositif de Goa a été isolé et incarcéré pour cause d'«infection dangereuse pour la santé publique». Dix ans plus tard, une foule hystérique brûlait vif un homme soupçonné de séropositivité, qu'on accusait d'avoir agressé des passants dans une banlieue de Chennai (Madras), avec une seringue contaminée.

Les bonnes mœurs contre la prévention

Dans certains Etats indiens, ce sont les actions de prévention contre le sida qui attirent la foudre des censeurs. En juin 2000, deux membres de AIDS Service Organisation, travaillant dans un village du nord de l'Inde, ont été arrêtés et emprisonnés pour avoir distribué des documents d'information sur le sida. Ils ont été accusés de vouloir corrompre la moralité publique. Un an plus tard, des femmes de Bhopal, dans l'Etat de Madhya Pradesh, s'éri-gaient en défenseurs des bonnes mœurs et brûlaient publiquement des tracts qui décrivaient le mode d'emploi des préservatifs.

Depuis l'ouverture économique de l'Inde, au début des années 1990, les séries télévisées américaines déversent leur flot de sexe et de semi-nudité dans les salons de la classe moyenne. Les jeunes Indiens, surtout ceux des villes, parlent facilement de sexe, mais la virginité avant le mariage reste de rigueur, surtout chez les femmes.

Avec l'assaut de la mondialisation, tradition et modernité se télescopent. A présent, croyances, valeurs et normes sont bousculées par la science, la technologie et l'occidentalisation. La perception du corps et de la sexualité est moins embarrassée. La boucle paraît bouclée. ■



Campagne anti-sida: un retour à la tradition.

2. RITES DE PASSAGE

Les sirènes de Tokyo

Excentriques jusqu'à l'outrance, les jeunes Japonaises des quartiers branchés de la capitale font de leur corps une provocation. Pour se donner l'illusion d'être aimées.

MURIEL JOLIVET

DOCTEUR EN ÉTUDES ORIENTALES, PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ SOPHIA, À TOKYO,
AUTEUR DE HOMO JAPONICUS (PHILIPPE PICQUIER, ARLES, 2000).

Tout a commencé en 1996 avec Amuro Namie, une superbe sirène de 17 ans, pur produit de l'Okinawa's Actor's School. Excellente danseuse, elle s'est produite sur scène en bustier, puis en costume pantalon avec de longues vestes. Avec sa peau dorée, ses mèches nacrées et ses sourcils soigneusement épilés, son look a immédiatement fait fureur, lançant la mode «tropicale». C'est elle aussi qui a introduit la vogue des «bottes plates-formes», qu'elle portait même en plein été pour compenser sa taille modeste.

Ses clones se sont répandus en quantité impressionnante dans les quartiers branchés de Tokyo, comme Shibuya. Les *hiyake salons*, où l'on se fait bronzer aux UV, se sont multipliés un peu partout et les jeunes filles qui forçaient un peu la dose – ou s'endormaient sous les UV –, ont donné naissance aux *ganguro*, les «visages noirs», dont elles prenaient un malin plaisir à accentuer les contrastes en soulignant leurs yeux et leurs lèvres de blanc.

«J'ai eu ma période *kogyaru* (littéralement «petite jeune fille»¹), m'explique Sanae, une étudiante de 21 ans, et ce sont mes profs qui m'y ont presque poussée. Quand ils m'ont fait sentir qu'ils ne pouvaient plus me supporter, j'ai compris alors que ce n'était plus la peine de m'épuiser à essayer de leur faire plaisir. Pour virer ma crise d'adolescence, je me suis réfugiée auprès d'un groupe de filles, de 15 à 18 ans, aussi paumées que moi, dont certaines étaient des «occasionnelles» qui se prostituaient pour s'acheter des fringues ou des sacs de marque, sans le moindre remords. Elles se raccrochaient à l'illusion qu'elles étaient enviées.»

La prostitution lycéenne est, pour l'écrivain Murakami Ryû², l'expression même d'un mal japonais. Pour lui, les jeunes «occasionnelles» ne font que singer les adultes en sacrifiant au rituel de la consommation. Après tout, les Japonais ne sont-ils pas les plus grands consommateurs au monde de sacs Vuitton? «Ces jeunes s'accrochent à leur portables comme à une bouée pour se donner l'illusion d'être aimés, dit-il.

En réalité, ils sont terriblement seuls. Chacun est dans sa bulle, incapable de communiquer.»

Les *kogyaru* de la fin des années 90 ont disparu du paysage aussi vite qu'elles y étaient entrées. Et les hommes étant unanimes à les trouver vulgaires, aucun n'a jugé utile d'en faire son deuil. A Shibuya, elles ont été remplacées par de superbes créatures montées sur échasses, le pantalon retenu par un porte-jarretelles qui laisse entrevoir des jambes moulées par des bas résille rouge. Les «fringues» ne sont pour elles qu'un alibi. Traîner à Shibuya, c'est surtout errer à la recherche d'une identité (on parle, d'ailleurs, de *visual identity*). Mais cet anticonformisme très apprêté a fini par devenir une nouvelle forme de conformisme. Rien ne ressemble plus à une fille de Shibuya qu'une autre. Et leur mot-clef reste *mureru*, «se retrouver en bande pour partager» sinon la même philosophie de la vie,

du moins la même excentricité ou le courage d'exhiber une partie de son corps.

Jusqu'aux années 70-80, jamais une femme qui se respecte n'aurait découvert ses bras, encore moins ses jambes ou ses pieds. Les petites manches étaient de rigueur et

il n'était pas question d'enlever ses collants, même pendant les plus torrides des mois d'été. La coquetterie d'une femme en *kimono* se mesurait à la propreté de ses *tabi* (chaussettes en lin pouvant être portées sur des sandales ou des socques de bois), qu'elle changeait discrètement au cours de la journée pour garder une apparence impeccable.

Aujourd'hui, autrement délurées, les jeunes filles se baladent pieds à l'air dans des mules pailletées, les jambes ou le dos nus, sans parler des décolletés plongeants, des ongles soigneusement laqués (vrais ou faux et d'une longueur impressionnante), des faux cils, des corps caramélisés aux UV ou des cheveux décolorés en blond ou savamment blanchis.

La génération Shibuya, héritière de la génération «pousses de bambous» (*takenoko zoku*) des années 70-80, est d'une excentricité à faire rougir les anciens punks de Londres. «La plasticité du corps des femmes japonaises leur permet de modifier leur look

Jamais une femme

qui se respecte

n'aurait découvert

ses bras



© Tomi Jacob/Studio X, La Benerie



Tokyo, 1999.

© Tom Jacobi/SteinStudio X, La Benerie

Musume, qui font un malheur en ce moment, ont entre 12 et 20 ans. La plus ancienne («la vieille», comme on l'appelle!) vient de quitter le groupe à l'âge de 28 ans. La star Amuro Namie a fait un tabac quand elle avait 18 ans. Aujourd'hui, elle a quasiment disparu du paysage...

Après l'université, elles s'habillent BCBG

Pourquoi, alors, se donner tant de mal pour être *lookées*? Plus que pour attirer le regard des garçons, c'est d'abord pour elles qu'elles le font. Pour s'amuser et parader. Mais faire le paon sous-entend l'existence d'un public susceptible d'admirer ou, au moins, d'apprécier la somme des efforts investis. A Shibuya, les sirènes blondes savent que leurs tenues osées choqueront d'autant moins qu'elles déambuleront par deux, comme pour se donner le courage d'affronter les éventuels regards désapprobateurs. Leur *look*, de toutes façons, ne passera pas la porte du lycée. L'éducation est une affaire sérieuse, plus encore à l'université.

«Le style de l'étudiante n'a rien à voir avec le style *kogyaru*, m'explique Chikako, une étudiante en troisième année qui travaille pour la revue *Can Cam*. Nos lectrices, qui ont entre 18 et 23 ans, recher-

chent des hommes déleurés qui gagnent bien leur vie et dépensent sans compter. Les plus convoités par ces demoiselles sortent des meilleures universités. Ils travaillent de préférence dans le commerce, la publicité, ou pour une firme étrangère célèbre, à moins qu'ils ne soient de futurs médecins. Depuis l'éclatement de la bulle spéculative, qui a marqué la fin de la croissance économique au début des années 90, la mode étudiante s'est beaucoup assagie. Les filles, qui avaient plusieurs sacs de marque, se contentent aujourd'hui d'un seul. Elles investissent davantage dans leur coiffure que dans des vêtements. Elles veulent toutes des cheveux châtain, au point que les cheveux noirs sont devenus minoritaires dans les amphithéâtres!»

Après l'université, elles réapparaissent en tailleurs BCBG, assortis d'un corsage blanc, sagement boutonné jusqu'au cou et de chaussures à talons plats, comme de parfaites *office ladies*. Puis, la trentaine venue, elles délaisseront leur *boy friend* du moment pour se mettre en quête de quelqu'un de sérieux et de travailleur qui leur permettra de s'investir pleinement dans leur rôle de mère et de s'échiner à mettre leurs enfants sur les rails de la réussite.

Face à tant de conformisme, on en viendrait presque à regretter le temps où les *kogyaru* laissaient libre cours à leurs fantasmes... ■

comme bon leur semble, commente Erika, une lycéenne franco-japonaise de 17 ans. Elles peuvent aussi bien se la jouer Noire que Blanche. Pour avoir un look africain, il leur suffit de se dorer la peau en forçant un peu sur les UV, de s'habiller de motifs léopards, de se faire crêper ou permanentiser les cheveux et de se maquiller en jouant sur les pastels bruns et les reflets blancs. Celles qui se la jouent Blanche, comme la chanteuse Hamazaki Ayumi, soignent leur teint blafard, éclaircissent leurs cheveux, mettent des faux cils et parfois des verres de contact bleus ou des lunettes de soleil.»

L'anorexie fait des ravages

Pour obtenir le *kogao*, le «petit visage», il existe une gamme infinie de produits, des masques de sauna aux crèmes. Le plus dur reste cependant cette discipline de fer qu'il faut s'imposer pour rester mince comme un fil, avec une taille de guêpe et des jambes spaghettis. «L'anorexie fait des ravages depuis les années 80, déplore Saitô Satoru, psychiatre et auteur de *Onnarashisa no yamai* (Le mal de la féminité)³. Aujourd'hui, plus de 60% des jeunes filles sont en dessous de leur poids.»

Car être belle, au Japon, c'est être jeune, et même très jeune. Les chanteuses du groupe Morning

1. *Du japonais ko, petite, et de l'anglais girl prononcé à la japonaise.*
2. *Auteur de Miso Soup (Philippe Picquier, Arles, 1999) et de Les bébés de la consigne automatique (J'ai Lu, 1999).*
3. *Editions Seishin Shobô (1986).*

2. RITES DE PASSAGE

Afrique du Sud: la dérive des musclés

Hier, le muscle était l'apanage des plus pauvres, une arme au service de la lutte contre l'apartheid. Maintenant que bon nombre de héros sont devenus des truands, un corps sculptural est synonyme de violence.

THOKOZANI XABA

CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ DU NATAL, AFRIQUE DU SUD.



Les héros d'hier, guerrilleros et «camarades», sont les parias d'aujourd'hui.

© Gideon Mendel/Network/Rephoto, Paris

Peu après mon retour à Kwamashu, près de Durban en Afrique du Sud, j'ai rendu visite au fils d'un ami qui, jusqu'à sa mort prématurée, s'était comporté envers moi comme un frère. Je n'avais pas vu Fernando depuis dix ans. Le garçon de 11 ans était devenu un grand jeune homme qui, malgré son gabarit imposant, m'accueillit très poliment. «*Mon oncle! Je craignais que tu ne me reconnaisse pas*», me dit-il. «*Tu ressembles beaucoup à ton père*», rétorquai-je. L'évocation de son père l'avait troublé. Il ajouta tristement: «*j'espère que tu me parleras de lui, un jour*».

Quand nous nous sommes séparés, j'ai remarqué que les gens nous observaient. Plus tard, j'ai appris que Fernando fréquentait exclusivement les ex-guerrilleros et les «camarades» qui avaient pris des risques physiques contre l'apartheid. Les voisins croyaient qu'il me menaçait.

L'année suivante, j'ai croisé Fernando une dizaine de fois. Toujours en coup de vent. Un jour, il me

demanda de lui prêter quelques pièces. Cherchait-il du travail? «*Impossible*, me dit-il. *Je n'ai pas de papiers d'identité.*» Désirait-il que j'arrange sa situation? «*Non*, avoua-t-il. *Je suis recherché par la police.*»

J'ai démenagé quelques mois plus tard. Quand je suis revenu dans le quartier, Fernando était mort. Les policiers l'avaient tué dans sa planque. Ils avaient d'abord crié: «*sortez, vous êtes en état d'arrestation!*» Et dès que Fernando s'était montré, il avait pris une balle dans le front, une sous l'œil et cinq autres dans le corps. Les inspecteurs avaient sorti un véritable arsenal du repaire de Fernando. Plusieurs de ces armes avaient été dérobées sur des policiers abattus au cours des mois précédents.

L'histoire de Fernando n'a rien d'exceptionnel. Sans emploi, il formait d'anciens guerrilleros, devenus criminels, à se protéger de la police. Pilleurs de banques ou tueurs à gages, ils reconstituaient leurs stocks d'armes en attaquant la police. Leur seule règle: ne jamais opérer dans le quartier. Mieux, ils le

protégeaient contre la délinquance. Lors de l'enterrement de Fernando, un voisin murmura: «*nous avons perdu un héros*».

C'est un phénomène courant dans les sociétés en transition: les héros d'hier sont les parias d'aujourd'hui. L'homme «idéal» n'est plus le militant, le rebelle dressé contre l'autorité, mais le cadre ou l'artisan respectueux des lois. Dans la nouvelle Afrique du Sud, même le corps reflète ce changement.

Abdominaux synonymes d'oppression

Dans l'iconographie publicitaire mondiale, l'image du torse masculin, soigneusement musclé dans de luxueuses salles de sport, symbolise la puissance. Mais en Afrique du Sud, ces abdominaux saillants, baptisés «*six pack*» comme les bouteilles de bière emballées par six, incarnent l'inégalité et l'oppression. Pendant l'apartheid, Les carences alimentaires et les conditions de travail exténuantes ont endurci les corps des Africains. Cette musculature constituait une matière première idéale pour les capitalistes du régime raciste et, parfois, un atout pour les jeunes sportifs affamés de gloire.

Quand, dans les années 1970 et 1980, les combattants pour la libération sont entrés en guérilla, l'exaltation de la force physique atteignit son paroxysme. Voulant faire mieux que jouer à cache-cache avec les représentants de l'apartheid, la génération des Fernando est partie suivre un entraînement militaire à l'étranger. Ces jeunes hommes devinrent des libérateurs héroïques, unanimement vénérés. Ils n'en portaient pas moins les stigmates de l'émasculature produite par la domination sociale et raciale de l'apartheid. Pour être de «vrais hommes», nombre d'entre eux infligeaient aux femmes des violences extrêmes. Et personne n'en parlait.

Quand l'élite du mouvement de libération quitta l'exil pour le gouvernement, l'aura des combattants commença à pâlir. Arrivé au pouvoir en 1994, le Congrès national africain a très vite pris ses distances avec les guérilleros. Certains intégraient les rangs de la nouvelle armée, d'autres étaient recrutés par des sociétés de surveillance, mais beaucoup se retrouvaient livrés à eux-mêmes. Sans compétences particulières pour affronter un marché du travail en plein marasme, ils ont repris les armes pour entamer une «carrière» de criminels.

Dans un pays où l'on compte environ treize millions d'armes pour quarante millions d'habitants, le fusil est devenu un véritable prolongement du corps. Il incarne le pouvoir de «posséder» des femmes, de voler et de dominer, déniait toute humanité aux victimes. L'Afrique du Sud détient le taux de viol le plus élevé du monde (1300 femmes sur 100000 sont violées chaque année, selon une étude de 1999) et le record des meurtres de policiers. Les comptes-rendus de crimes atroces et de descentes de police sanglantes remplissent les journaux.

Ces images télévisées peuvent satisfaire la soif de vengeance de la population. Mais elles conduisent les jeunes exclus, tel Fernando, à se retrancher dans une masculinité violente. Une évolution de la situation socio-économique changerait sans doute la donne. Mais tant que les violences policières continueront et que la pauvreté régnera, beaucoup de jeunes hommes resteront convaincus qu'un corps musclé est leur seule armure. ■



Auteur, avec Joan Wardrop, de *Changing Men in South Africa*, sous la direction de Robert Morrell, University of Natal Press and Zed Books, 2001.

«Je chante aujourd'hui les corps électriques.»

Walt Whitman,
poète américain
(1819-1892)

JOAN WARDROP*: QUAND LES POLICIERS FONT PARLER LEURS CORPS

Deux cent cinquante hommes et quelques femmes composent la brigade d'intervention rapide de la police de Soweto, une des zones les plus violentes de toute l'Afrique du Sud. Chaque équipe prend son service pour une période de 14 heures. J'ai suivi 250 de ces équipes pour observer leur langage gestuel.

En 1998, 275 policiers sud-africains ont été tués, dont plus de 60 à Soweto. Eviter la mort suppose des réflexes sans faille, de la tête aux pieds. Et une attitude très éloignée des stéréotypes du flic macho, «une connerie qui peut vous coûter la vie», dit l'un d'entre eux. La scène suivante montre combien ces policiers maîtrisent le langage gestuel.

Au milieu d'une circulation dense, la voiture de patrouille pile net. Dans la ruelle voisine, sept ou huit hommes échangent des coups de poing près de deux taxis: nouvel épisode dans la guerre des compagnies de taxis. Alors que deux policiers s'approchent, l'un des protagonistes s'effondre. Il est rué de coups de pied. Malgré les cris de la foule, l'impact des chocs sur le corps est nettement perceptible.

Au moment où les policiers séparent les combattants, un autre chauffeur de taxi pénètre dans le groupe et décoche un coup de pied sur la tête du blessé. L'un des policiers se place un peu en retrait et sort négligemment une ciga-

rette de sa poche. Il l'allume, aspire une bouffée, les yeux rivés sur son collègue, qui fait face au plus agressif des assaillants. Au lieu de lever le regard sur son adversaire, qui est plus grand que lui, son collègue redresse les épaules, utilisant les muscles de la partie supérieure de son corps pour paraître plus grand. Alors, oscillant légèrement en arrière, il fixe son vis-à-vis dans les yeux.

Comme si son corps lui servait d'armure, il lance maintenant quelques mots qui ressemblent plutôt à un cri, déstabilisant son adversaire. Plus de 100 personnes observent la scène. Si la foule se retournait contre eux, les policiers n'auraient aucune chance. Mais l'hésitation du chauffeur retourne la situation.

Le deuxième policier jette brusquement sa cigarette, signe qu'il s'apprête à intervenir. Les deux collègues ordonnent à la foule de reculer. Ils ont la situation en main. Le blessé se traîne jusqu'à son taxi. Affalé sur le volant, il esquisse un sourire à l'adresse des policiers. ■

* Professeur d'Histoire à l'Université de technologie de Curtin, Australie.

2. RITES DE PASSAGE

Des Argentins au **corps sain**

Avec la récession, le chef de famille argentin capable de subvenir aux besoins des siens est une espèce en voie de disparition. Du coup, la salle de musculation est devenue le dernier refuge de l'identité masculine.

MARTÍN GAMBAROTTA

POÈTE ET JOURNALISTE, AUTEUR DE PUNCTUM (LIBROS DE TIERRA FIRME, 1996).

Rodolfo Fogwill, l'un des meilleurs écrivains argentins, est aussi un sociologue respecté. De nombreuses entreprises ont fait appel à ses services de consultant, si bien qu'il lui est fréquemment arrivé, quand il n'était encore qu'un jeune cadre, de gagner jusqu'à 240 000 francs par mois. Aujourd'hui, Rodolfo Fogwill a 59 ans et, malgré son brillant parcours, sa situation économique est devenue précaire.

Les secteurs de l'automobile ou de la confiserie, dans lesquels il recrutait ses principaux clients, enregistrent une baisse d'activité de 25 à 30%. Disposant de beaucoup de temps libre et peu optimiste quant à

Rodolfo Fogwill jouit toujours d'un niveau de vie honorable, mais ses problèmes – et le temps considérable qu'il a choisi de consacrer au sport – sont représentatifs de la situation du pays. Depuis trois ans, l'Argentine est en proie à la récession. La crise a surgi au moment où la déréglementation de l'économie entrainait en vigueur. Pour l'esprit, le corps et le portefeuille, la mutation n'a pas été simple.

«*Dans les sociétés sous-développées, la fonction de l'homme est de fournir des moyens de subsistance à sa famille, explique Horacio Valla, un spécialiste du droit du travail, âgé de 51 ans. Mais, en ville, les besoins élémentaires ont atteint un tel degré de sophistication qu'il n'est plus possible de les satisfaire avec les salaires actuels et l'accroissement du chômage.*» Le taux de chômage a atteint 18%, en 1995. Aujourd'hui, il se situe à 14,7% et celui du sous-emploi s'élève à 9,3%, selon les chiffres officiels.

Changement brutal

La lecture des journaux donne une dimension plus humaine à ces froides statistiques. Lors d'un récent conflit avec la direction d'Aerolíneas Argentinas, le personnel navigant de la compagnie privatisée a envahi la piste principale de l'aéroport de Buenos Aires. A l'issue d'une nuit d'affrontement avec la police, la télévision interroge un pilote. Il a 22 ans de service et, sur l'écran, un œil au beurre noir et un uniforme taché de sang. Un commentaire éloquent accompagne l'interview: «*les principales victimes de la crise sont ces hommes mûrs, qui, dix ans plus tôt, se souciaient d'abord de leur plan de carrière.*»

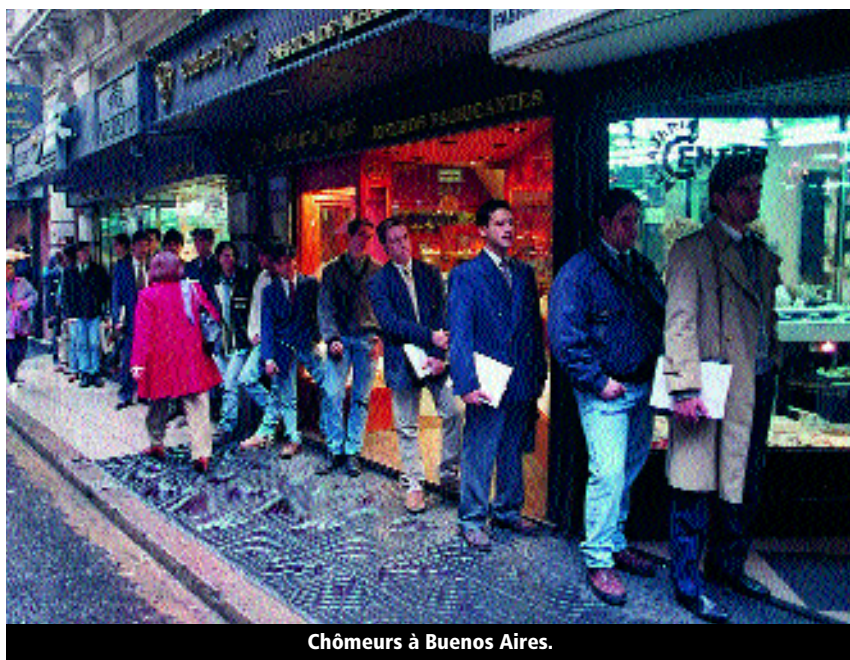
Le changement est brutal. Jusque dans les années 30, explique Emilio Cafassi, directeur du département de sociologie à l'Université de Buenos Aires, les hommes ont dominé la vie sociale du pays selon un «schéma victorien classique». Au mieux, comme l'observait l'écrivain Luis Medrano, il y a un demi-siècle, ils se partageaient en deux catégories: les amateurs de football et les mordus de l'hippodrome. Quant aux femmes, elles n'ont le droit de travailler sans autorisation du mari ou du père que depuis 1926.

Si la crise actuelle est à l'origine d'une telle remise en question, c'est que, selon Emilio Cafassi, «*l'image que les hommes ont d'eux-mêmes est liée à la reconnaissance institutionnelle. Or, ajoute-t-il, jamais le capitalisme n'avait entraîné une telle vulnérabilité sociale.*»

l'avenir, Rodolfo Fogwill s'est donc rabattu sur deux activités extra-professionnelles: la poésie et l'exercice physique à haute dose.

«*Au moins, je produis du muscle, dit-il. Bien sûr, je pourrais trouver du travail à 25 francs de l'heure. Mais j'ai décidé de ne pas l'accepter à ces conditions. Ma seule compensation: j'ai du temps.*»

Il achève un enchaînement de kick boxing avant de détailler son programme quotidien: «*en général, je cours deux kilomètres le matin, après mes premières cigarettes. Puis je passe une heure dans une salle de sports et j'enchaîne avec 45 minutes de musculation et de stretching.*»



Chômeurs à Buenos Aires.

Pour les hommes, confrontés à cette nouvelle donne, l'exercice physique offre à la fois un exutoire et une manière de réaffirmer son identité. Mais les cadres frappés par les restructurations ne sont pas les seuls à fréquenter les salles de musculation. Fabian Casas a 36 ans. Depuis trois ans, ce célibataire est journaliste à *El Grafico*, le plus grand magazine de sports du pays, où, dit-il, tout le monde travaille sous pression, comme partout. «*Sans l'exercice, je deviendrais dingue*», assure-t-il, parlant des tensions permanentes et du grand vide existentiel qu'il éprouve.

Après avoir perdu un emploi stable, d'autres se refusent à revenir dans l'arène. Voici deux ans, Gustavo Lopez, 40 ans, était licencié de la centrale électrique de Bahia Blanca, une ville portuaire de 300 000 habitants. «*Je suis passé de 20 000 francs de salaire mensuel à rien*», dit-il.

Avec ses indemnités de licenciement, Gustavo Lopez a ouvert, dans une ancienne boucherie du centre-ville, un «espace culturel», où il organise des concerts et sert de la cuisine indienne. «*Toute ma famille y participe*, dit-il. *Mais le simple changement d'activité est physiquement épuisant.*» De son ancien emploi du temps, il ne lui reste que le football. Il y joue toujours deux fois par semaine.

«*Où bien les hommes sont au chômage, ou bien leur salaire est trop bas. Certains arrivent à s'en sortir, mais*

la pression est énorme et ils ont du mal à satisfaire les espoirs que les femmes placent en eux» affirme le juriste Horacio Valla.

Les hommes affrontent aussi la concurrence des femmes sur le marché du travail. Les étudiantes sont majoritaires à l'université et le nombre de femmes chefs de famille ne cesse d'augmenter. «*Les problèmes ont changé*, constate Emilio Cafassi. *Auparavant, le stress subi par les ouvriers sur les chaînes de montage avait des conséquences sur leur relation de couple. Aujourd'hui, les processus de production sont moins intensifs, mais le chômage crée des difficultés pires encore*», ajoute-t-il.

Alejandro Belloni, 36 ans, vit chez ses parents. Il est resté un an au chômage, avant que sa sœur ne lui trouve un emploi d'homme d'entretien à l'hôpital, pour 12 francs de l'heure, 12 heures par jour, six jours par semaine.

Etant chômeur, il a pris conscience des exigences d'une société machiste. «*Pour les femmes, c'est plus facile. Mais on attend des hommes qu'ils fournissent un soutien.*»

Il se sent plus à l'aise, aujourd'hui, quand il sort avec une femme. Il faut dire qu'il a changé ses habitudes. Avant, il retrouvait ses copains autour d'une bière. Maintenant, il ne boit plus et il a perdu plusieurs kilos...

Les hommes

affrontent aussi

la concurrence des femmes

sur le marché du travail

2. RITES DE PASSAGE

Chine: à l'écoute des sens

Les difficultés des homosexuels chinois révèlent un conformisme moral d'une société qui nie l'aspiration au plaisir et la libre disposition de son corps.

STÉPHANIE OLLIVIER

JOURNALISTE INDÉPENDANTE À PÉKIN.

«**M**on homosexualité? Je la considère comme une source de créativité», affirme Cui Zi'en, une lueur de malice dans les yeux. Rares sont les homosexuels militants qui, comme ce scénariste et professeur, assument ouvertement leurs choix. En Chine, l'homosexualité n'est pas punie par la loi, même si le délit de «crime crapuleux», qui punit les rapports sexuels dans les lieux publics, a longtemps servi à réprimer les homosexuels, qui se rencontraient dans les parcs.

La loi a été abrogée depuis plusieurs années, mais

l'attitude du corps médical chinois reste ambiguë. Au nom de la stabilité sociale, la vie sexuelle n'est pas considérée comme une affaire personnelle: l'homosexualité – susceptible de briser les familles et mode privilégié de transmission du sida – est donc une maladie. Les efforts d'une poignée de médecins, de sociologues et d'activistes contribuent toutefois à ramener le débat sur un terrain plus scientifique.

En avril 2001, l'association des psychiatres chinois rayait l'homosexualité de la liste des maladies mentales. «*Mais elle est encore considérée comme un trouble psychologique. Les psychiatres l'ont simplement changée de catégorie. Cela ne suffit pas*», regrette Cui Zi'en. Certains médecins, ajoute-t-il, voudront sans doute continuer à «guérir» les homosexuels, perpétuant ainsi le malaise de ceux qui «s'estiment anormaux».

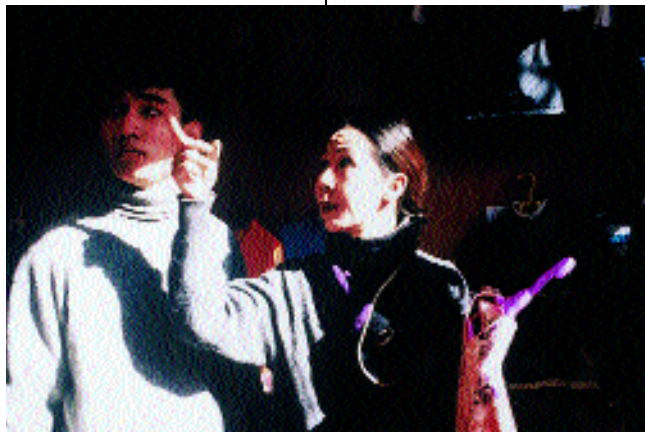
Liu Dalin, sexologue réputé, mesure les limites de ►

L'OPTIMISME PRÉMATURÉ DU PROTÉGÉ DE MADAME QING

Réalisé en 1999 par Liu Bingjian, *Le Protégé de Madame Qing* est le premier film chinois qui postule la normalité des homosexuels dans leur société. Cui Zi'en en a écrit le scénario. «Je voulais montrer notre quotidien et suggérer que tout être humain est peut-être homosexuel» dit-il. Dans cette chronique d'une société urbaine en pleine mutation où les modes de vie se diversifient, la frontière qui sépare les rôles

sexuels des hommes et des femmes s'estompe. «Inciter les gens à suivre ce cheminement de pensée pourrait être plus efficace que de monter sur ses grands chevaux», affirme le scénariste. Les personnages homosexuels de précédents films chinois apparaissaient comme des victimes. Dans *Adieu ma Concubine*, de Chen Kaige, un jeune acteur de l'Opéra de Pékin était condamné à être le jouet sexuel d'un mandarin libidineux. Ou bien l'on s'efforçait de comprendre leur «problème», comme le reflète la confrontation entre un homosexuel passionné et un policier dans *East Palace, West Palace*, de Zhang Yuan. L'optimisme de Cui Zi'en est-il prématuré? A ce jour, son film n'a pas reçu d'autorisation de diffusion en Chine. ■

© Collection Cahiers du Cinéma, Paris



l'évolution. L'homosexualité, explique-t-il, peut être perçue tour à tour comme criminelle, pathologique ou normale: «*la Chine en est encore au stade de la maladie. Pour la population, l'homosexualité reste un problème*».

L'opinion publique freine cette évolution. Son attitude a été modelée par des siècles de morale confucéenne, puis par le puritanisme communiste. Pendant des décennies, le plaisir individuel – forcément bourgeois – était banni. «*Toute évocation de la sexualité était alors impossible*», rappelle la sociologue Li Yinhe, spécialiste des comportements sexuels.

Cependant, depuis les années 1980, les droits de l'individu gagnent du terrain – notamment dans les grandes villes – et les Chinois réapprennent à écouter leurs sens. «*Mais, la sexualité reste assimilée à la procréation. On accepte mal la notion de plaisir*», explique Ye Guangwei, volontaire dans un centre de conseils aux homosexuels de Pékin. Encore moins quand il s'agit de plaisir homosexuel: «*un homme qui ne se comporte pas de manière virile, poursuit-il, est déconsidéré par son entourage. Qu'il joue le rôle de la femme pendant l'acte sexuel représente une déchéance inconcevable aux yeux de ses pairs*».

La tradition confucéenne

Dans la tradition confucéenne, chaque homme a vocation à fonder une famille, pour s'assurer une descendance mâle qui perpétuera le culte des ancêtres. Si bien qu'aujourd'hui encore, un grand nombre d'homosexuels chinois se marient pour sauver les apparences et vivent une sexualité clandestine.

En ville, la tradition pèse moins, note la sociologue Li Yinhe, qui met cette évolution sur le compte de la politique de l'enfant unique: quand un couple donne naissance à une fille, le respect de la tradition devient impossible. De plus, la plus grande mobilité profes-

sionnelle, dans les métropoles, permet aux jeunes de fuir la pression parentale.

Les «camarades» (comme les homosexuels s'appellent entre eux) estiment qu'un changement d'attitude des médias pourrait influencer l'opinion. Après avoir participé à un débat télévisé sur une chaîne provinciale, Cui Zi'en a reçu une série d'appels de mères de famille. Toutes s'étonnaient qu'il ne semble ni pervers ni déséquilibré. Depuis quelques années, les médias locaux effleurent le sujet, mais avec une timidité qui s'explique par la peur des réactions de l'Etat. «*Nous ne représentons pas un réel danger aux yeux du gouvernement. Mais il préfère s'aligner sur les convictions morales du plus grand nombre*», analyse Ye Guangwei. Soutenir une minorité sexuelle risquerait aussi d'entraîner les médias sur le terrain glissant des droits humains.

Ceux-ci préfèrent donc ignorer la question, afin de ne pas offenser les autorités, qui, à leur tour, évitent de bousculer une opinion figée dans ses préjugés par manque d'information. Pour briser ce cercle vicieux, «*nous avons nous aussi notre rôle à jouer*, estime Ye Guangwei. *Nous devons apprendre à aimer notre corps et à nous estimer, avant de prétendre être aimés et respectés des autres*».

Beaucoup espèrent seulement avoir la possibilité de vivre leur sexualité au grand jour. «*En Occident, on n'a pas le droit de critiquer les homosexuels et encore moins de leur faire sentir qu'ils sont différents*, constate Cui Zi'en. *Moi, je comprends qu'un hétéro réagisse avec surprise en voyant un homme très efféminé. La société chinoise bouge, mais il y aura toujours des gens qui auront un réflexe de dégoût, de même que certains sursautent devant un serpent. On ne va pas leur dire qu'ils doivent se mettre à aimer les serpents, non?*» ■

2. RITES DE PASSAGE

Tristes saisons des Marocaines

Les adolescentes marocaines vivent très mal leur sexualité. Souvent mariées dès l'âge de 14 ans, leur corps est ensuite muselé.
Des jeunes femmes commencent à se libérer dans les villes.

SOUMAYA NAAMANE GUESSOUS

SOCIOLOGUE MAROCAINE, PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ, AUTEUR DE PRINTEMPS ET AUTOMNE SEXUELS (EDDIF, 2000)
ET DE AU-DELÀ DE TOUTE PUDEUR (EDDIF, 1988).

Je me suis sentie désarmée, inutile, démunie face à la cruauté d'un véritable marché aux esclaves, lors d'une récente enquête que j'ai menée dans la région de Bni Meskine à 250 km au sud-est de Casablanca. Pour la première fois de ma vie, j'ai menti. Le stratagème est le suivant: je prétends que Sanaa, l'une de mes étudiantes, veut marier ses deux frères à des filles de 13-14ans; quant à moi, je cherche une épouse pour mon oncle septuagénaire et veuf. Mon but: prouver que ce marché existe bien et que les parents ne respectent pas, à la campagne, la loi sur l'âge minimum du mariage des filles, fixé à 15 ans.

Dans cette région et dans bien d'autres, les *smas-rya*, (les courtiers), qui sont les pourvoyeurs des citadins en main-d'œuvre infantile, sont également sollicités pour trouver des filles à marier.

Quelques scènes. Trois femmes nous accueillent, en fait trois générations: El Hadja, la maîtresse de maison, sa bru et sa petite-fille de 14 ans. Cette dernière s'active autour de nous, essuie la table, range nos chaussures, secoue les coussins. Je scrute la fille, une beauté à peine éclose, un corps chargé de promesses. Son père est-il prêt à la marier sans acte de mariage? «Où, il a marié l'aînée à 14 ans. Les filles n'ont rien à faire. Dès qu'arrive leur zmane (destin), on les marie.» Puis, l'oncle paternel nous reçoit. «Je vous donnerai 15 filles si vous voulez. Elles sont éduquées, ne lèvent pas les yeux du sol, ne parlent pas et peuvent tout supporter sans gémir.»

Autre maison: la maîtresse, enceinte pour la septième fois, nous accueille. «Choisissez celle qui vous plaît. Elles ont la même éducation. Elles ne font que travailler. Elles ne sortent jamais. Elles sont enceintes dès la nuit de noces. Toutes nos filles ont accouché la première année.»

J'ai envie de hurler à l'idée qu'elles seront mariées à cet âge, déflorées sauvagement, dégoûtées d'une sexualité qu'elles auront subie. Les hommes surveillent les filles. Leur honneur passe par le contrôle du corps féminin. Les femmes entretiennent la tradition en muselant leur propre corps. Cette sexualité doit être canalisée en les mariant nubiles ou fraîchement pubères. Ces drames jalonnent le quotidien du monde rural, pauvre, enclavé, où neuf femmes sur dix sont analphabètes.

Nos enquêtes à Casablanca montrent qu'en milieu urbain, la puberté est également mal vécue. La fille

reçoit de l'entourage féminin une éducation sexuelle désuète, fondée sur les interdits. Son corps est un danger. Son sexe, fragile, ne lui appartient pas. Il peut contribuer à sa perte et à celle de sa famille. Alors il faut étouffer les pulsions. «*Ma mère contrôlait mes mouvements: ne pas sauter ni écarter les jambes, pour garder ma virginité. Mon sexe m'effrayait*», témoigne une jeune femme.

Si les aînées ont été surprises par un écoulement sanguin sans en connaître l'origine, aujourd'hui, les plus jeunes sont mieux informées. Mais l'angoisse est toujours tenace. Dès lors, l'adolescente vit en conflit avec son corps. Le sang des règles est impur, souillant, honteux. Il faut le cacher. «*J'ai appris que c'est haram (péché) de laisser voir le sang car Dieu punit sévèrement...*» Les règles provoquent un sentiment de rejet du corps, de répulsion. «*Je me sens sale, je ne me soigne plus. Je me déteste.*»

Une féminité éphémère

L'âge du mariage a, certes, reculé en milieu urbain: il est de 26 ans en moyenne. Cependant, la société condamne sévèrement la sexualité prémaritale chez les jeunes. En pratique, l'interdiction ne s'applique qu'au sexe féminin. A un étudiant qui disait que les filles sont des prostituées parce qu'elles font l'amour, je lui demandais: «*Et vous, êtes-vous vierge?*» Je lui rappelle que l'interdit s'applique aux deux sexes. Désarmé, il réplique: «*Non, la religion s'applique aux filles. La tradition aux garçons!*»

Si la femme vit plus longtemps que l'homme, sa féminité est éphémère. L'espérance de vie de la Marocaine est de 70 ans. Or, la société la tue prématurément. Elle impose un «âge social» à partir duquel la femme n'est plus séductrice. A 31 ans, selon les hommes, elle est trop âgée pour le mariage; à 40 ans, elle est vieille. Bourgeon à peine éclose, elle devient une

© Sabine Weiss/Rapho, Paris



La jeune mariée dans une robe traditionnelle.

«La vie peut être courte ou longue, tout dépend de la façon dont nous la vivons.»

Paulo Coelho,
écrivain brésilien
(1947-)

vieille au corps sans promesse. Dans le meilleur des cas, la ménopause est la fin de la féminité, la mort du sexe. L'âge moyen de la ménopause est de 47 ans. La femme vivra en moyenne 23 ans avec un corps asexué. Amputée de sa féminité, elle fait le deuil de sa séduction, de son désir.

Elle renie son rôle sexuel pour se consacrer à ses tâches de mère et grand-mère. Ayant mis son corps au service du mari et de la procréation, elle n'existera qu'à travers une âme qu'elle doit purifier. La religion devient son refuge, comme si l'Islam interdisait le désir.

Si les plus âgées des femmes, analphabètes, rompent avec leur corps, les jeunes réagissent autrement. Elles ont conscience de leur corps et de l'utilité de le cultiver pour elles-mêmes. Et la procréation devient une menace désormais dénoncée par les mères: «*Je refuse que ma fille vive comme moi. Les grossesses m'ont vieillie. Elle doit conserver son corps et rester belle longtemps*», dit une femme de plus de 65 ans. «*Je*

refuse de ressembler à ma mère», affirment les jeunes. Le nombre moyen d'enfants par femme est passé en quatre décennies de sept à trois.

Une brèche dans un cercle vicieux! Les jeunes (48 % de la population a moins de 20 ans) s'émancipent, font de plus en plus de sport et surveillent leur ligne. Les canons de la beauté ont changé. «*La belle femme doit être grosse. Aujourd'hui la fille n'a plus de charme, maigre comme un roseau. On voit ses os! Elle doit piquer au lit*», se désole un vieux paysan.

Le taux de divorce augmente chez les jeunes. Triste réalité qui prouve que cette population «*ne se laisse pas faire*». Elle fait valoir ses désirs et sa volonté. Les aînées enduraient en silence pour ne pas être rejetées. Si la tradition perdure, les jeunes réussissent de plus en plus à s'imposer: elles cultivent leur corps et leur esprit. «*Je n'ai pas la phobie de la vieillesse. Contrairement à ma mère, je ne serai pas traitée de vieille inutile. J'ai mon salaire, mes activités, mes loisirs. Je n'existe pas seulement en tant qu'épouse et mère. Je m'appartiens.*» ■

2. RITES DE PASSAGE

Le jour où j'ai été excisée

Ce n'est pas tant contre la douleur ni contre la sauvagerie du rituel que milite Khadi Diallo, mais contre la mutilation – le sentiment insupportable qu'une partie de son corps lui a été enlevée. Témoignage.



© Peter Coles, Paris

«On nous a trahies.»

KHADI DIALLO

MILITANTE MALIENNE DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE GAMS (GROUPE FEMMES POUR L'ABOLITION DESMUTILATIONS SEXUELLES)

Ce jour-là restera gravé dans ma mémoire. A l'époque, en 1966, j'avais 12 ans et ma sœur, 10 ans. Comme tous les étés, nous rendions visite à nos grands-parents paternels, dans notre village, à 15 kilomètres de Bamako (Mali). Un matin de bonne heure, nous sommes parties voir ma tante, la sœur de mon père, celle que l'on était toujours contente de voir parce qu'elle nous gâtait.

Je ne soupçonnais rien. Ma tante m'a appelée dans la salle d'eau. Plusieurs femmes se sont alors jetées sur moi, m'ont attrapée et allongée. Elles m'ont écarté les jambes. Je criais. Je n'ai pas vu le couteau. J'ai senti qu'on était en train de me couper. Je pleurais. Il y avait beaucoup de sang. On me disait: «*Faut pas pleurer, c'est la honte quand on pleure, tu es une femme, ce qu'on te fait là, c'est rien*». Elles ont commencé à taper dans leurs mains. Elles m'ont habillée avec un pagne blanc. Pas de pansement, juste quelque chose qu'elles avaient

préparé avec de l'huile de karité (appelé aussi «arbre à beurre») et des feuilles. Je suis sortie. C'était le tour de ma petite soeur. Je l'ai entendue pleurer, m'appeler au secours, ça m'a fait encore plus mal.

C'était un complot. On nous a trahies. Nous vivions alors au Sénégal, où mon père était fonctionnaire. Mes parents étaient des lettrés, ils étaient contre l'excision. Mais, à l'époque, l'excision était une pratique répandue, à la campagne comme en ville. D'habitude, les petites filles étaient excisées plus tôt que nous, les deux sœurs, et c'était l'occasion d'une fête. Nous, nous sommes restées presque trois semaines chez ma tante. Une dame nous aidait car on ne pouvait pas se lever seules. Nous avions tellement mal qu'on évitait d'aller aux toilettes. Notre mère venait nous voir. La première fois, elle a pleuré, elle nous a embrassées, mais elle ne pouvait rien. En Afrique, la famille paternelle a droit de vie et de mort sur l'enfant.

Pendant ce temps-là, on faisait notre éducation. On nous racontait qu'une femme doit être robuste, endurante, secrète et pas trop bavarde. Le sexe restait un sujet tabou.

Parce que c'est comme ça depuis des générations

C'est un sentiment de haine et de rage qui me dominait. Je n'ai pas été éduquée dans cette mentalité. Mais je me suis résignée, malgré la douleur. Je me suis mariée à 22 ans. Je ne parlais jamais de cette sensation qu'une partie de mon corps me manquait. Ce n'était pas admis qu'une femme exprime son désir de plaisir. C'est avec les copines de confiance que je pouvais en parler. De fait, ce n'est pas une blessure mais vraiment une mutilation. Une blessure guérit, mais une mutilation, on enlève et ça ne revient plus. Quand j'ai eu des filles, j'ai dit à mon mari que je ne voulais pas qu'elles soient excisées. Il était d'accord. Je les ai protégées, elles ne sont pas allées en Afrique quand elles étaient petites.

Ce n'est pas un rite sacré ou religieux, mais un passage rituel. Il y a une expression en Bambara qui dit «prendre le pagne», ce qui signifie être une vraie femme. Avant l'excision, on est une innocente, on peut se promener torse nu, même ne pas avoir de cache-sexe. Après l'excision, il fallait couvrir son corps.

La personne qui fait exciser son enfant le fait parce que c'est comme ça depuis des générations, et on a peur du mauvais sort si on ne le fait pas. On leur a toujours dit: «quand vous avez une fille, il faut l'exciser pour qu'elle devienne une femme parfaite». L'islam n'a jamais dit: «Excisez vos filles», même si beaucoup le prétendent. C'est une interprétation des hommes, pour maîtriser la sexualité des femmes. On leur enlève le clitoris, qui symbolise le sexe de l'homme. On a découvert

des momies excisées, datant d'avant l'apparition de l'islam.

Dès 1924, des femmes africaines ont dénoncé l'excision. Mais à l'époque, on les a prises pour des folles. Nous avons eu la chance d'avoir des Européennes, les médias pour nous faire entendre. Quand je suis arrivée en France, j'ai commencé à militer avec plusieurs associations, y compris le GAMS* (voir encadré). Aujourd'hui, dans les cliniques et les maternités, on nous appelle pour venir dire aux mamans que l'excision est interdite. Nous faisons de la prévention dans les écoles et chez les travailleurs sociaux. On voit aussi des familles, individuellement.

Pour des filles nées en France et excisées bébé, c'est psychologiquement très difficile. Celles qui ont maintenant 18 ou 20 ans auront - ou ont eu - des problèmes lors de leurs premiers rapports/. Et toutes celles qui sont excisées aujourd'hui et auront l'âge de se marier vers l'an 2020, les jeunes hommes n'en voudront pas. Ceux de ma génération ont appris à accepter l'inacceptable. Pas les hommes d'aujourd'hui. J'ai vu le cas d'une fille qui a dû quitter son quartier parce qu'on se moquait d'elle.

Nous sommes contre l'excision sous toutes ses formes, même si elle a lieu à l'hôpital sous anesthésie. Nous ne luttons pas contre la douleur occasionnée par l'excision, mais contre la mutilation de notre corps. ■



www.who.int/frh-whd/FGM/
www.rainbo.org

UNE TRADITION QUI VIOLE LES DROITS HUMAINS

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 130 millions de femmes et d'enfants ont été victimes de mutilations sexuelles et deux millions de fillettes sont susceptibles de l'être, chaque année. La mutilation sexuelle féminine – ou excision – signifie, dans 80% des cas, l'ablation du clitoris et, souvent, celle des petites lèvres. Dans l'infibulation, forme extrême de l'excision, celle-ci est aggravée par l'ablation des grandes lèvres, dont les deux moignons sont suturés bord à bord. L'excision se pratique surtout dans 28 pays africains et, de plus en plus, au sein de communautés immigrées en Europe, en Australie, au Canada et aux États-Unis.

Les agences des Nations unies et de nombreuses ONG considèrent l'excision comme une violation des droits humains. Elles luttent pour son abolition, jugeant illégitime toute caution religieuse ou culturelle. Elles refusent aussi sa médicalisation, qui viserait à réduire les risques infectieux.

Dans ce combat, des Africaines jouent un rôle de premier plan. Comme Mme Khadi Diallo, membre du Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS), section française du Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants. Au-delà des campagnes d'opinion s'adressant aux familles et aux services de santé, des réformes législatives sont à l'étude pour interdire et punir l'excision. Les groupes les plus actifs défendent aussi l'idée d'un droit d'asile international pour les femmes et les fillettes menacées de mutilation dans leur pays d'origine. ■



Fernando Molerés est un photographe espagnol.

La photo ci-dessus a été prise dans le bain Cagaloglu d'Istanbul, vieux de trois siècles, l'un des plus célèbres de cette ville.

Les deux autres ont été prises dans le bain Yanı Kaplica, à Bursa, au nord-ouest de la Turquie.





© Fernando Molerés/Panos Pictures, Londres



3. LE RECOURS MÉDICAL

Les chirurgiens du bonheur

La chirurgie esthétique a le pouvoir de donner au patient une nouvelle apparence, qui lui permet enfin d'accomplir son rêve: passer inaperçu dans une société à laquelle il rêve de s'intégrer.

SANDER L. GILMAN

PROFESSEUR DE BIOLOGIE HUMAINE À L'UNIVERSITÉ DE CHICAGO, AUTEUR ET ÉDITEUR D'UNE CINQUANTAINES D'OUVRAGES, DONT *MAKING THE BODY BEAUTIFUL: A CULTURAL HISTORY OF AESTHETIC SURGERY* (PRINCETON, 1999).



© D.F.

Jacques Joseph.

Est-on condamné à vivre avec ce corps qui nous a été donné à la naissance, ou peut-on le remodeler? L'homme a toujours été confronté à cette question, que ce soit avec les ablations rituelles, comme la circoncision, avec les interventions du chirurgien, qui façonne un nouveau menton, ou les promesses du génie génétique.

Du Venezuela à l'Afrique du Sud, en passant par Hollywood, la malléabilité du corps nous semble aujourd'hui aller de soi. Et rien n'exprime mieux ce désir de transformation que la chirurgie esthétique.

En Occident et ailleurs, nous pensons non seulement avoir le droit de remodeler notre corps, mais aussi d'en maîtriser le processus. De ce fait, les clients de la chirurgie esthétique sont les patients rêvés du système médical moderne. Modèles d'autonomie, ils sondent les praticiens sur les traitements disponibles. Les implants mammaires, le lifting, la plastie abdominale n'ont pas été imposés par l'industrie pharmaceutique, ni par le milieu médical. Chacune de ces avancées, ou presque, fut une réponse à la demande.

Ce désir de transformation individuelle est une notion typiquement occidentale. L'idée que chaque individu peut se transformer dans sa recherche du bonheur apparaît dès l'époque des Lumières, au XVIII^e siècle. Notons, d'ailleurs, que les chirurgiens esthétiques invoquent souvent le «bonheur» comme but de leurs interventions. Ils partagent la perspective utilitariste de John Stuart Mill (1806-1873): le citoyen actif, qui œuvre au progrès, est un citoyen heureux.

Cette idée acquit une dimension médicale dès lors que les chirurgiens commencèrent à exercer leur contrôle sur la douleur et les risques d'infection. L'anesthésie et l'antisepsie, issues de la médecine militaire et des soins aux soldats blessés, ont très vite été utilisées par ces chirurgiens pour corriger les défauts de naissance de leurs patients et satisfaire leurs désirs. Le «bonheur», en chirurgie esthétique, réside dans la possibilité offerte à l'individu de se transformer.

À la fin du XIX^e siècle, la notion philosophique de perfectionnement personnel évolue. Du terrain de la

société et des libertés elle migre vers les laboratoires et les blocs opératoires. Les révolutions – française ou américaine – nourrissent, longtemps après le retour à l'ordre, un abondante réflexion sur «qui nous sommes» et «qu'est-ce que notre corps». Les obstacles au bonheur, liés aux conditions socio-politiques qui avaient conduit à la tourmente révolutionnaire, sont désormais ressentis comme des obstacles liés au corps.

En supprimant la «laideur», le chirurgien esthétique contribue à une sorte d'eugénisme chirurgical. Il favorise l'amélioration de l'individu et, en conséquence, rend service à l'Etat. Sa pratique permet de modifier le corps pour répondre aux attentes changeantes d'une nouvelle société.

Au début du XX^e siècle, il devient ainsi possible de modifier son corps pour devenir un «vrai» citoyen, dans un pays étranger ou dans un environnement hostile. Aux Etats-Unis, par exemple, des noirs à la peau claire se font refaire le nez et les lèvres pour pouvoir franchir l'obstacle de la ségrégation. Ceux qui ont la peau trop foncée utilisent des remèdes pour l'éclaircir. A New York, les immigrants irlandais changent leur nez camus pour des nez «anglais» et se font recoller les oreilles. Débarrassés de ces traits caractéristiques de la «nature irlandaise dégénérée», ils peuvent «passer» pour des Américains.

Différents donc méprisables

A Berlin, Jacques Joseph (1865-1934), un jeune Juif allemand profondément acculturé, commence par changer de prénom – Jakob étant trop juif – alors qu'il étudie la médecine à l'université. Il y devient membre d'une fraternité étudiante, qui pratique le duel, et arbore ses balafres comme des trophées. Ses cicatrices identifient, à ses yeux, l'individu socialement sain dans l'univers allemand. À la fin du XIX^e siècle, peu de temps après que Jacques Joseph a terminé ses études, les Juifs sont exclus des fraternités d'étudiants: ils sont considérés comme différents, donc méprisables. Un Juif qui porte une cicatrice chercherait à cacher son essence délétère dans la masse. Joseph s'efforce alors d'offrir à ses compatriotes le moyen de se «dissoudre» dans la société. Le premier, il met au point une technique pour réduire et remodeler le «nez juif».

En janvier 1898, un jeune homme de 28 ans le consulte, parce que, dira le chirurgien, «son nez lui causait beaucoup d'ennuis. Partout où il se rendait, il attirait l'attention...» Jacques Joseph tente sa première

rhinoplastie: il incise la peau du nez et le remodèle en taillant l'os et en enlevant le cartilage.

Le 11 mai 1898, il présente son rapport devant la Société médicale de Berlin. Développant une argumentation «scientifique» très poussée, il justifie ainsi son intervention: «*l'attitude dépressive du patient a disparu. Il est heureux de passer inaperçu*». Le patient est guéri de sa «maladie» de «nasalisme». Mais Jacques Joseph n'est pas satisfait. L'intervention a laissé de petites cicatrices, révélatrices de l'inauthenticité du résultat.



Jacques Joseph remodèle un nez, en 1904, selon une nouvelle technique chirurgicale qui ne laisse aucune trace.



Le 19 avril 1904, il opère cette fois par l'intérieur du nez. Aucune cicatrice! Jacques Joseph a compris que seule l'(in)visibilité rend ses patients «heureux». Ils «passent inaperçus» dans la société allemande en satisfaisant leur désir: faire oublier leur corps, s'identifier à ceux qui, pensent-ils, sont acceptables tels qu'ils sont.

Cette faculté de «passer inaperçu» va redéfinir une approche radicalement nouvelle de l'image que nous avons de nos corps. On voit se dessiner ce modèle de malléabilité dans le Japon de l'ère Meiji, à la fin du XIX^e siècle, lorsque le pays s'ouvre à l'Occident. Des médecins allemands fondent alors des écoles de médecine moderne et les Japonais commencent à remodeler leur image pour se rapprocher des canons occidentaux de la beauté. Ils se font ouvrir les paupières et agrandir le nez, voulant «passer» dans le monde moderne.

Echapper au regard des autres

Dans les années 1970, les Vietnamiens installés aux Etats-Unis subissent les mêmes interventions. Aujourd'hui, ils veulent «passer» à leur tour dans un monde globalisé, en se conformant à une image panasiatique moderne. A leurs filles de 16 ans, ils offrent les bienfaits de la chirurgie esthétique, comme le faisaient les Juifs américains de Long Island, dans les années 1950. De même, les jeunes filles japonaises reçoivent des implants mammaires dès l'âge de 13 ans – avant que leur corps ne soit complètement formé – pour «passer», inaperçues, dans le monde adolescent des pop stars.

«Passer inaperçu», c'est retrouver la maîtrise de soi en se débarrassant de ce qui nous rend – croyons-nous – différents. Quiconque s'imagine exclu du groupe auquel il désire appartenir, peut trouver son salut dans la chirurgie esthétique. Pour le patient, le bonheur consiste à échapper au regard des autres, ce regard qui nous définit selon notre apparence physique. Vouloir se remodeler n'est pas une décision futile ni moralement répréhensible. Cette aspiration peut rendre et rend, de fait, les gens heureux.

Si cette quête du bonheur peut paraître illusoire, elle est néanmoins nécessaire. Le fantasme du «passage», contrairement au fantasme de la maîtrise du monde, se limite à un aspect très particulier – un nez trop gros, une chevelure clairsemée, une poitrine trop petite. Et ce corps, que nous transformons, a d'abord une signification symbolique. Bien que les chirurgiens interviennent sur les aspects physiques, personne n'est dupe: ils remodelent l'image que nous avons de nous-mêmes.

Un nouveau nez peut suffire à résoudre nos contradictions ou nous amener à chercher de nouvelles preuves de la maîtrise que nous avons de notre corps. Mais le vocabulaire des images est en perpétuel changement. Nous devons nous remodeler. Mais sous quelle forme? Nous l'ignorons encore. C'est la promesse et la malédiction du monde moderne. ■

«L'anatomie, c'est la destinée.»

Sigmund Freud, psychiatre et neurologue autrichien (1856-1939)

3. LE RECOURS MÉDICAL

Venezuela, paradis des bistouris

Les Vénézuéliennes veulent ressembler aux stars de la télévision: blondes aux yeux bleus, avec des corps somptueux. Sous cette course à la chirurgie esthétique, se cachent un machisme et un racisme latents.

RAKEL SOSA

JOURNALISTE VÉNEZUÉLIENNE.

Ces chiffres en disent plus long qu'un gros traité de sociologie: cinq Miss monde, quatre Miss univers... Avec ce palmarès, le Venezuela occupe les têtes d'affiche des concours internationaux de beauté. Et ce, depuis cinquante ans! Ce record mondial n'est pas le fruit du hasard: il est le reflet d'un profond phénomène de société, que l'on observe au Venezuela comme dans bon nombre de pays d'Amérique latine: celui d'une course à la beauté, comme à un capital d'un nouveau genre dont

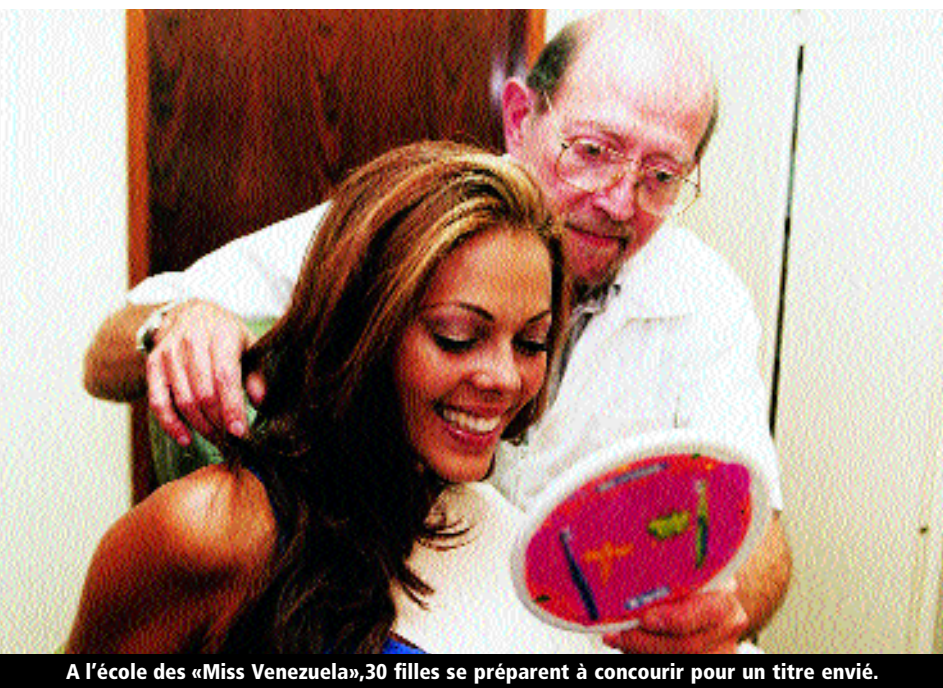
traditionnelles qui régissent toujours le rôle de la femme dans une société où la révolution féministe n'a pas encore fait son effet. Pour les femmes, prises entre racisme et machisme, la beauté constitue un facteur efficace de promotion sociale; c'est bien souvent leur seule façon d'«exister».

Ce culte de la beauté explique l'essor spectaculaire de la chirurgie esthétique au Venezuela, depuis dix ans. «*Les femmes viennent me demander des nez plus fins, des bouches légèrement pulpeuses, des bustes généreux, des fesses hautes et surtout de la minceur. Elles veulent être toujours plus minces*», explique le docteur Pedro Meneses, membre de la Société vénézuélienne de chirurgie esthétique. A défaut de statistiques officielles, les chiffres les plus fiables proviennent d'une association professionnelle des Etats-Unis, la Société américaine de chirurgie esthétique et reconstructrice (SACPR). Elle estime que le nombre d'opérations, au Venezuela, a augmenté de 60% depuis deux ans. Sur une période plus longue, de 1992 à 1998, les interventions les plus fréquentes ont été la liposuction (+ 264 %), la pose de prothèses mammaires (+ 360%), le *lifting* et la rhinoplastie (remodelage du nez).

L'argent ne compte pas

«*Le modèle esthétique de cette dernière décennie nous vient des Etats-Unis, qui ne sont qu'à deux heures d'avion*, estime le docteur Pedro Meneses. *Les Vénézuéliennes ne sont pas des blondes aux yeux bleus, mais elles s'efforcent, par tous les moyens, de mettre leur corps au diapason de cet idéal. Jamais aucune Blanche ne m'a demandé de lui faire un nez épaté pour qu'elle ressemble à une Noire. C'est toujours l'inverse qui se produit.*»

Malgré les richesses pétrolières du Venezuela, 70% de la population environ vit dans une grande pauvreté. Pourtant, quand il s'agit de soigner les apparences, les limites financières ne comptent plus. La pose de prothèses mammaires, par exemple, coûte entre 7 000 et 25 000 francs. Même les femmes d'origine modeste, semble-t-il, trouvent l'argent nécessaire, tant le besoin de se sentir belle l'emporte sur le reste. Une société d'études américaine, Roper



A l'école des «Miss Venezuela», 30 filles se préparent à concourir pour un titre envié.

© Jay Ullal/Stern/Studio X, Paris

dépend le succès ou l'échec, tant dans le domaine personnel que professionnel.

Au Venezuela comme au Brésil, la «doctrine officielle» reconnaît la réalité multiraciale et prône la tolérance. Mais sous ces apparences, se cache une subtile discrimination à l'encontre des noirs, descendants d'esclaves. Peau blanche, cheveux blonds, yeux clairs, sont les véritables critères de la beauté.

En revanche, cette obsession des apparences s'accorde parfaitement aux règles du jeu

Starch Worldwide, a calculé que, pour l'année 1999, les Vénézuéliens avaient consacré 20 % de leurs dépenses aux soins corporels et aux produits de beauté.

Une mammoplastie peut vous changer la vie

D'ailleurs, de plus en plus souvent, les jeunes femmes de 17 à 35 ans ne se contentent plus de faire modifier la forme de leur nez ou augmenter la taille de leurs seins. Elles veulent modifier leur silhouette et recourent à la gastroplastie. Cette opération consiste à réduire la taille de l'estomac pour que la patiente mange moins et maigrisse. «*La moitié de mes clientes ne cherchent pas à se sentir mieux: elles veulent se voir plus belles*», explique le docteur Alberto Salinas, l'un des rares spécialistes vénézuéliens à pratiquer ce type d'intervention depuis plus de 15 ans. *Elles font appel à la chirurgie esthétique parce qu'elles se sentent rejetées par la société ou insatisfaites de l'image qu'elles donnent*», précise-t-il. Bien qu'elles ne soient pas obèses, beaucoup des jeunes femmes le consultent afin d'améliorer leur «santé psychologique». «*La pression sociale est si forte que ces adolescentes avalent chaque jour une boîte de diurétiques et une autre de laxatifs*».

Pour éviter qu'elles ne continuent à s'intoxiquer, je préfère les opérer», argue-t-il.

L'importance dévolue à l'image pousse nombre de femmes qui exercent une activité professionnelle à se tourner vers la chirurgie esthétique. Elles comptent ainsi prendre de l'assurance. Morelia Pelayo, une dentiste, a subi une mammoplastie voici quelques années. Elle assure que cette intervention lui a changé la vie: «*j'ai toujours eu l'impression de réussir sur le plan professionnel et personnel. Mais la taille de mes seins me complexait. Depuis mon opération, j'ai changé ma façon de m'habiller. Je peux mettre ma silhouette plus en valeur et porter des décolletés plus généreux*». Mais elle reconnaît avoir pris cette décision capitale sous l'influence de messages publicitaires télévisés. «*Toutes les femmes qu'on voit à la télé ont des seins et des fesses proéminents, des corps somptueux. Elles sont belles et ont l'air d'avoir du succès. On ne peut qu'avoir envie de leur ressembler!*», avoue-t-elle.

Dans cette confusion entre l'être et le paraître, la fascination des Vénézuéliens pour le bistouri et les transformations rapides qu'il permet tend à devenir une véritable spécificité culturelle. Une spécificité importée, mais la greffe a si bien pris qu'elle menace, à terme, de modifier l'identité de la société. ■

**Cyrano de Bergerac:
«Enorme,
mon nez! ...
... Attendu qu'un
grand nez est
proprement
l'indice
d'un homme
affable, bon,
courtois,
spirituel,
libéral,
courageux, tel
que je suis.»**

Edmond Rostand,
auteur dramatique français
(1868-1918)

3. LE RECOURS MÉDICAL

La beauté vue par une aveugle

Quand elle croise un apollon ou une vénus, tout le lui signale: le silence soudain, le mouvement des regards... Le non-voyant ressent, plus que tout autre, l'aura de la beauté.

GEORGINA KLEEGER

ÉCRIVAIN AMÉRICAINE VIVANT À NEW YORK;
SON DERNIER LIVRE, SIGHT UNSEEN (YALE UP, 1999),
EST UN RECUEIL D'ESSAIS AUTOBIOGRAPHIQUES.

Quand j'étais jeune, je croyais que la plupart des gens étaient beaux. Cette opinion ne reflétait pas une vision naïve et bienveillante de l'humanité, mais le fait que je suis aveugle. Je les imaginais beaux parce qu'ils n'avaient rien d'anormal. Mais n'avoir rien d'anormal, c'est être ordinaire, insignifiant, banal. Or, la beauté est rare et, comme telle, désirable et précieuse.

Si je ne sais toujours pas à quoi ressemble la beauté, je la connais mieux aujourd'hui; du moins je sais ce qu'en disent les gens. J'en déduis que la jeunesse est généralement plus belle que la vieillesse, que les traits réguliers et les formes

symétriques sont fort appréciés. Quant aux yeux, ils constituent un élément décisif.

Mais il ne suffit pas d'être jeune, bien proportionné et d'avoir de jolis yeux... Chaque culture, chaque époque, glorifie certains traits et en dénigre d'autres. On appréciera tel physique, telle partie du corps. Car la forme d'un visage, la pigmentation d'une peau, la couleur d'une chevelure et d'un iris n'ont qu'une valeur relative. Un apollon, selon les canons américain en vigueur, n'aura que peu de succès en Asie. Il y a un siècle, on l'aurait trouvé un peu maigre. Sans compter les préférences individuelles qui se manifestent au sein d'une même culture. J'ai souvent entendu des proches échanger leur point de vue sur la beauté d'un ami ou d'un personnage célèbre. Les divergences m'ont toujours frappée.

La beauté se reconnaît facilement. Mais comment la définir? Elle occupe le centre des conversations. ►



Georgina Kleege.

© Nicholas Howe, États-Unis

Les gens dépensent beaucoup d'argent et d'énergie pour tenter de l'apprivoiser. Y compris les aveugles. Dès l'enfance, on nous abreuve de conseils sur la nécessité de nous forger un maintien impeccable, d'entretenir notre forme physique, de porter des vêtements élégants. Pour nous, il ne s'agit pas tant de mettre en valeur nos charmes, mais d'être visuellement attirants, afin de dissiper le préjugé selon lequel les aveugles ne seraient que des miséreux et des impotents. On ne nous demande pas de devenir plus beaux, mais de paraître moins aveugles.

L'apparence devrait être le cadet de

Certes, je m'aise dans de neufs, avec des coupés de frais reflète sur visage et j'admire que cela puisse atténuer le malaise que provoque ma cécité. Néanmoins, dans un monde où l'impressionnisme majoritaire des aveugles sont peu instruits et sous-employés, l'apparence de leurs soucis. Et dont on nous font qu'accrédite la cécité est le cacher dans des lisées.

Un jour, j'aveugle vêtu et de vert fluo.

me permet d'entrevoir les couleurs. Lui, non. Il n'avait aucune expérience directe de celles qu'il portait. Sa mère l'habillait ainsi quand il était petit, afin que les automobilistes le voient de loin. Adulte, il avait perpétué cet usage, sous le prétexte que «de toute façon, les gens vous observent. Autant leur offrir un spectacle qui vaille la peine».

Aucun aveugle n'ignore que les autres l'observent. Nous entendons le silence envahir la pièce à notre arrivée. Nous sentons les têtes se tourner, puis se détourner, et se tourner encore pour nous dévisager. Les gens se croient autorisés à le faire en toute impunité, car ils estiment que faute de voir leur regard insistant, nous ne serons pas offensés. C'est ainsi qu'ils dévisagent aussi la beauté. Est-ce à dire que les aveugles sont beaux?

Il est vrai qu'au cinéma, les femmes aveugles sont souvent belles. Voyez Audrey Hepburn dans *Wait Until Dark* et Uma Thurman dans *Jennifer Eight*. Mais leurs proches semblent considérer cette beauté, dont elles n'ont pas conscience, comme un gâchis. Puisqu'elles sont incapables d'en voir le reflet dans un miroir ou l'effet sur les autres, leur beauté s'en trouve en quelque sorte dénaturée, affadie. La beauté véritable, du moins au cinéma, ne se contente pas de l'enveloppe charnelle. Il faut qu'elle soit révélée, magnifiée, par la conscience intime du regard admiratif des autres.

En fait, et bien que je ne puisse les voir, j'ai un «truc» pour me beaux. Ils projettent teste, sans confusion d'attention et de la bien-être ils sont l'objet. Il ne se vanite, ni d'arrogance, connais des gens modestes, qui ne se pas nécessairement de beauté mais l'assume avec le naturel de l'un qui reçoit un prise.



© Grantz-Giraudon/Paris, Egyptian Museum, Berlin

La beauté de Nefertiti, qui signifie «la belle est venue», a traversé le temps.

Le choc, fatal

Et la beauté reste pour mystère. On peut en voir toutes les caractéristiques sans être beau par autant. La beauté exige quelque chose de plus: elle doit provoquer un effet de choc, un peu brutal. Elle capte le regard, coupe le souffle, serre le cœur. Tant de qualités idéales réunies en un seule personne, ce ne

peut être qu'une anomalie, un accident de la nature!

Les beaux se plaignent du fait qu'amis et amants sont intimidés par leur présence, que leurs employeurs doutent de leur intelligence. Ils devraient davantage fréquenter les aveugles. Nous avons tant en commun. Faire sensation? Être jugé sur l'apparence? Nous aussi savons ce que c'est. Et si nous ne pouvons pas gratifier les beaux de ces regards admiratifs dont ils ont tant l'habitude, nous ne voyons pas non plus les boutons et les rides dont ils redoutent les ravages. Leur image demeure en nous, intacte, longtemps après que le reste du monde leur a notifié les outrages du temps. ■



3. LE RECOURS MÉDICAL

Le commerce du corps en «**pièces détachées**»

Du Sud au Nord, du pauvre au riche, des femmes aux hommes, ainsi va le commerce mondial des organes. Une anthropologue l'a suivi pas à pas.

NANCY SCHEPER-HUGHES

ANTHROPOLOGUE À L'UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, BERKELEY (ÉTAT-UNIS).

C'est à une terrasse de café de São Paulo (Brésil), l'été 1998, que Laudiceia da Silva m'a conté son histoire. Lors d'une récente intervention pour un kyste à l'ovaire, dans un grand hôpital public, elle avait «perdu» un rein et venait de porter plainte. Son médecin de famille avait découvert la disparition lors d'un examen de routine, peu après l'opération.

Sommé de se justifier, l'hôpital lui affirma que le rein manquant avait été noyé dans la «masse» entourant le kyste. Il refusait de transmettre le dossier médical et prétendait que l'ovaire malade et le rein avaient été détruits. Déjà, quelques semaines auparavant, le frère de Laudiceia, victime d'une bagarre entre délinquants, était décédé à l'hôpital. La famille, arrivée trop tard, n'avait pu empêcher que ses organes soient prélevés, conformément à la nouvelle loi brésilienne sur le «consentement présumé». *«Les pauvres, comme nous, perdent leurs organes les uns après les autres au profit de l'Etat»*, conclut Laudiceia avec colère.

Son cas n'est pas exceptionnel. Lors de l'enquête que j'ai menée avec l'anthropologue Lawrence Cohen pour le compte de l'association Berkeley Organs Watch – qui enquête sur les abus médicaux liés aux transplantations –, j'ai pu recueillir et vérifier de nombreux témoignages sur des vols de reins. Notre organisation est l'héritière d'un réseau international d'enquête sur le commerce d'organes, la Bellagio Task Force, composée d'experts, de chirurgiens et de sociologues, qui se proposait d'élaborer un code d'éthique afin d'éviter les abus, mais a manqué de moyens. Depuis, Organs Watch s'efforce de combler le vide en réagissant au coup par coup, chaque fois qu'une affaire de vol, de trafic d'organes ou de tissus est signalée dans le monde.

Les bazars d'organes

Sur le terrain, notre travail consiste à «suivre les corps». En recueillant d'abord des informations sur les patients, dans les services de dialyse et les salles d'opération, puis sur les donneurs, dans les bars clandestins des *townships*, les commissariats de police, les morgues et, de là, dans les laboratoires de recherche ou les cliniques qui prélèvent les organes

et les redistribuent. Comme on va le voir, nos incursions dans le monde des chirurgiens nous ont souvent plongés dans un univers absurde et grinçant.

Dans un bidonville du Sud de l'Inde, à Chennai (Madras), Lawrence Cohen a rencontré cinq femmes qui avaient vendu chacune un rein pour environ 8 400 francs. Toutes avaient été opérées à la clinique du docteur K. C. Reddy, ardent défenseur du droit des



Velu a été attiré dans une clinique privée de Bangalore

individus à faire commerce de leur rein. Le Dr Reddy se flatte de diriger une clinique exemplaire, que tout distingue, dit-il, de ces douteux «bazars d'organes» de Bombay. Il sélectionne scrupuleusement les donneurs, les informe des risques médicaux liés à l'intervention et leur offre un suivi médical gratuit pendant deux ans.

Les femmes interrogées par Lawrence Cohen étaient des employées de maison aux revenus très modestes. Leurs maris s'étaient endettés. La vente d'un rein représentait, pour elles et leur famille, une ultime planche de salut. Mais l'argent gagné leur avait tout juste permis d'éponger les intérêts d'emprunts auprès des usuriers locaux. Quand Lawrence Cohen leur a demandé si elles seraient prêtes à recommencer, ses cinq interlocutrices lui ont répondu «oui».

Quelques mois plus tard, je rencontrais Mme Rosemary Sitscheshe, à son domicile de Guguletu, un township de la banlieue du Cap (Afrique du Sud). Son fils unique de 17 ans, Andrew, était mort peu avant la chute du régime d'apartheid, victime d'une balle perdue dans un affrontement entre gangs. Le lendemain, quand Rosemary était venue réclamer le corps à l'institut médico-légal, les responsables l'avaient éconduite. Deux jours plus tard, la famille était enfin autorisée à voir le corps. Ce fut un choc: deux trous profonds défiguraient le visage d'Andrew. Lorsque Rosemary protesta, rappelant qu'il avait été tué d'une seule balle en pleine poitrine, le médecin légal la rudoya.

conservés en chambre froide. Les cornées «rasées» avaient été données à deux «heureux patients». Mais le directeur refusa à Rosemary toute restitution des restes de son enfant avant l'enterrement.

Elle a porté plainte devant la Commission vérité et réconciliation d'Afrique du Sud contre l'institut médico-légal et la banque ophtalmique. Son histoire, estime-t-elle, est représentative d'une pratique courante du temps de l'apartheid et qui n'a pas disparu.

En janvier 2000, dans la province de Buenos Aires (Argentine), j'ai réussi à pénétrer dans l'hôpital psychiatrique de Montes de Oca, sous une fausse identité, accompagnée d'un détective privé. Nous voulions vérifier des rumeurs persistantes de vols de lots sanguins, de tissus et d'organes prélevés sur les pensionnaires. L'affaire remontait au début des années 1990. Une jeune psychiatre logée à l'hôpital, le Dr Gubileo, avait disparu alors qu'elle s'appropriait, disait-on, à révéler les pratiques illégales du directeur. Si le corps de la jeune femme ne devait jamais être retrouvé, les fouilles, ordonnées par les autorités judiciaires dans l'enceinte de l'hôpital, permirent d'exhumer les restes de plusieurs patients disparus, qu'il fut impossible d'identifier.

Un courtier très réputé

Deux internés affirmèrent que la doctoresse avait été embarquée de force dans une camionnette de l'hôpital. Déclarés légalement irresponsables, ils ne furent pas autorisés à déposer devant un tribunal. D'autres allégations concernant des pratiques illégales, à Montes de Oca, conduisirent cependant à l'arrestation du directeur médical, qui mourut en prison dans des conditions restées inexplicables, la veille de sa comparution devant le juge d'instruction. L'affaire a été classée.

La chasse aux dépouilles humaines et la récupération de «pièces détachées» n'est pas réservée aux ex-Etats policiers. Jim C. vit à Los Angeles, une des villes les plus riches des Etats-Unis. A l'automne 1999, ce «courtier en organes», très réputé, m'a donné rendez-vous dans un restaurant d'Hollywood pour justifier ses activités. «Pourquoi faudrait-il que des gens continuent à mourir, dans ce pays, en attendant qu'un rein ou un cœur soient disponibles? Les organes de remplacement ne manquent pas. Il suffit d'aller les chercher là où ils se trouvent.» Depuis son domicile, Jim C. démarché acheteurs et vendeurs potentiels dans le monde entier. Bien qu'il évolue dans un univers souterrain, ses activités, insiste-t-il, ne sont pas illégales. «Ne me considérez pas comme un hors-la-loi. Je suis comme les marieuses d'autrefois: je repère et j'associe des gens qui ont besoin les uns des autres.»

Les transactions d'organes mettent en jeu l'altruisme et le commerce; la science, la magie et la sorcellerie; le bénévolat et la coercition; le don, le troc et le vol. En règle générale, les organes transitent du Sud vers le Nord, des pauvres vers les riches, des Noirs vers les Blancs et des femmes vers les hommes. Aujourd'hui, des touristes de la transplantation peuvent se rendre dans des établissements médicaux haut de

«La qualité, pas la longévité d'une vie, voilà ce qui importe.»

Martin Luther King, défenseur américain des droits civiques (1929-1968)



© Jay Ullal/Stern/Studio X, Paris

(Inde) qui lui a prélevé un rein sans son consentement.

Plus tard, elle revint à la morgue, accompagnée d'un médecin, pris en charge par l'ANC (Congrès national africain). Elle apprit alors que les yeux de son fils avaient été prélevés, et tous les organes de la cavité abdominale enlevés puis replacés. «Mais s'agit-il de ses organes?» demanda-t-elle. A la banque ophtalmique locale, Rosemary apprit que les yeux de son fils étaient

**«Soyez calme,
soyez pur;
ne harassez pas
votre corps,
ne portez pas
atteinte à votre
équilibre vital,
et vous vivrez
pour l'éternité.»**

Chuang-tzu,
philosophe chinois
(350-275 avant J.-C.)

gamme, en Turquie, en Europe de l'Est, à Cuba, en Allemagne ou aux Etats-Unis, où l'on pratique les greffes sans délais et sans risques. Ces cliniques offrent parfois des prestations dignes d'hôtels quatre étoiles, ou ressemblent, à Cuba par exemple, à des centres de remise en forme pour vacanciers de la jet-set.

Dans le monde officiel de la transplantation, Israël est devenu une sorte de paria. Dans ce pays, où le don d'organes est peu courant, prospère une véritable industrie du «tourisme de la greffe». Elle envoie ses clients vers les cliniques d'Europe ou des Etats-Unis, où ils bénéficient de toutes sortes de passe-droits. Les vellétés du ministère de la Santé israélien pour y mettre bon ordre ont fait long feu sous la pression de futurs transplantés en colère.

«Pourquoi aurions-nous accès aux seules cliniques du Tiers-Monde, dans des villes dangereuses, pour y recevoir un rein de paysan, de soldat ou de travailleur immigré dont l'état de santé est peut-être pire que le nôtre?» se défend un «acheteur de rein» de Tel-Aviv, âgé de 71 ans. «Les organes devraient être considérés comme une ressource pour l'humanité.»

Rencontrer Avirham est un plaisir. Ce vieux monsieur resplendit de vitalité grâce au rein d'un paysan de 22 ans. Mais que pense-t-il du sort de son donneur? «Un paysan qui n'avait rien! rétorque-t-il. Avez-vous idée de ce que représentent 35 000 francs dans la vie d'un paysan?»

Pour les experts en bioéthique, les dérapages de la transplantation d'organe commencent sitôt qu'apparaît un marché noir des organes et des tissus. Mais pour l'anthropologue, cela commence dès qu'un humain fragile et souffrant prend conscience, en regardant l'un de ses semblables, que le corps de ce dernier recèle des éléments susceptibles de prolonger sa propre vie, et pense: «je veux ce que tu as, j'en ai besoin plus que toi.» Le rein d'un autre lui apparaît alors comme un puissant fétiche, capable de satisfaire ses désirs les plus fondamentaux: la vie, la vitalité, l'énergie.

Le commerce d'organes et de tissus humains suppose aussi que des populations défavorisées en soient réduites au rôle de «fournisseur». Et que des corps soient démembrés, transportés, retraités et vendus au profit d'une population de receveurs mieux lotis. J'utilise à dessein le mot «fétiche» pour évoquer l'énergie magique dont est investi le rein. Avirham, qui a fait le voyage de Jérusalem en Géorgie pour son rein, explique pourquoi il n'aurait jamais accepté que le donneur soit décédé: «il se serait agi d'un rein pratiquement mort. Peut-être coincé sous les roues d'une voiture... Moi, j'ai vu mon donneur. Il était jeune, sain, fort. Il avait tout ce que je voulais».

Les mêmes *a priori* existent au Brésil. Un chirurgien de Copacabana m'a expliqué que la plupart de ses

patients refusaient catégoriquement tout organe prélevé sur un mort anonyme. «Mes patients n'ont aucune confiance dans le système de santé public. Ils craignent de recevoir un organe pollué, qui va les contaminer.»

Le fétiche par excellence, c'est la vie elle-même considérée comme objet de manipulation. La «fétichisation» de la vie – qu'il faut préserver, prolonger ou améliorer à tout prix – exclut toute idée d'éthique sociale. Lorsque j'évoque les problèmes liés à l'approvisionnement en organes, on m'accuse souvent de vouloir «priver quelqu'un de ses chances de survie». Je ne fais que rappeler qu'il existe un autre corps, d'autres personnes, dont les besoins sont ignorés ou méprisés.

Les valeurs d'autonomie et d'intégrité corporelles sont presque universellement partagées aujourd'hui. Elles sont à la base des mouvements de patients pour leurs droits, de la revendication par les plus pauvres d'un droit à être enterré dignement ou encore de la résistance aux lois sur le «consentement présumé». Mais pour ceux qui vivent en marge de l'économie mondiale et qui sont confrontés à la maladie, à la faim, à des conditions de vie et de travail dégra-

dantes, vendre un organe, c'est gagner un second souffle. «Je préfère vendre mon corps plutôt que de laisser l'État s'en emparer», nous ont souvent dit les habitants des bidonvilles brésiliens.

De fait, c'est en Occident que ces valeurs sont le plus en danger. Quand le commerce s'étend à toutes les sphères de l'existence

ou presque – à commencer par les ovules de «reines de beauté» et le sperme de «génies» –, les pays du Nord ne peuvent prétendre à une quelconque supériorité morale. Les textes constitutionnels adoptés par le Brésil démocratique ou par l'Afrique du Sud post-apartheid formulent, avec plus de fermeté que les nôtres, les droits à l'autonomie et à l'intégrité corporelles.

Organs Watch voudrait être sûr que les pratiques de transplantation respectent les intérêts et les souhaits des donneurs, vivants ou morts. Nous demandons que les chirurgiens soient très attentifs à l'origine des organes et à la manière dont ils ont été obtenus. Nous voulons que les «risques» et les «bénéfices» soient partagés de façon plus égale entre les nations ainsi qu'entre les différents groupes ethniques, les sexes et les classes sociales. Enfin, nous voulons avoir l'assurance que le soi-disant «don de vie» ne devienne pas un «vol de vie». ■



Organs Watch sur la Toile:

<http://sunsite.berkeley.edu/biotech/organswatch/>

3. LE RECOURS MÉDICAL

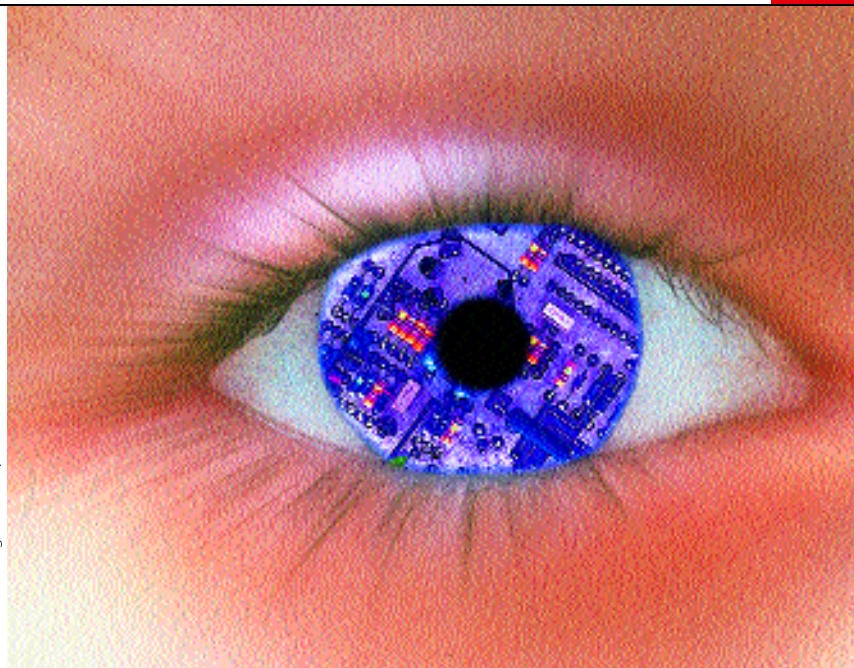
Esprit
ou matière

Depuis Descartes, philosophes et scientifiques cherchent à comprendre ce qu'est la conscience. Grâce aux progrès de la neurologie, on commence à mieux la cerner.

A.C. GRAYLING

DOCTEUR EN PHILOSOPHIE, PROFESSEUR
AU BIRKBECK COLLEGE, UNIVERSITÉ DE LONDRES.

© Vic. de Schwaberg/PU/Cosmos, Paris



La vision humaine: une fonction trop énigmatique pour être numérisable.

Qu'est-ce que l'esprit, et quelle relation entretient-il avec le corps? Comment comprendre au mieux ces phénomènes psychiques que sont la croyance, le désir, l'intention, l'émotion, la raison, la mémoire?

Le débat sur les rapports du corps et de l'esprit a pris une forme particulièrement abrupte avec Descartes. Pour lui, toute réalité est à classer soit dans les substances matérielles, soit dans les substances spirituelles (et par «substance», il faut entendre «existant», au sens élémentaire du mot). Selon lui, l'essence de la matière est l'extension; celle de l'esprit est la pensée. Mais cette différence absolue entre l'esprit et la matière crée un problème apparemment insurmontable: celui de leur interaction. Comment un événement corporel (se piquer) a-t-il pour effet un événement mental (ressentir une douleur)? Comment un événement mental (penser: «c'est l'heure de se lever») est-il la cause d'un événement corporel (sortir du lit)?

Descartes ne propose aucune réponse. Ses successeurs, Malebranche et Leibniz en particulier, recourent à des solutions radicales. Admettant le dualisme esprit-matière, ils soutiennent que leur interaction n'existe pas, sinon sous la forme d'une simple apparence, due à l'action cachée de Dieu. Selon Leibniz, Dieu, au début de l'univers, a «préréglé» le mental et le matériel à l'unisson, comme un horloger. Depuis, grâce à cette «harmonie préétablie», les deux entités fonctionnent parallèlement.

Une solution plus vraisemblable suppose un principe de départ moniste (du grec *mono*: unique). Si l'on postule l'existence d'une seule substance, trois hypothèses s'offrent alors: tout est matière, tout est esprit, ou tout est fait d'une substance neutre d'où sont issus l'esprit et la matière. Chacune d'entre elles a eu ses partisans. La première, toutefois – la réduction

ou l'annexion de tous les phénomènes mentaux à la matière –, a été la plus influente.

La «théorie de l'identité» est l'une de ces conceptions matérialistes. Elle identifie strictement les états psychiques à des états ou processus cérébraux. À l'origine, cette théorie affirmait même que les phénomènes mentaux ne sont autre que des événements physiologiques qui se produisent dans le cerveau. On s'est vite rendu compte que cette généralisation était abusive: un fait psychique particulier (une image mentale de la tour Eiffel, par exemple) peut correspondre, selon les cerveaux, à l'activation d'ensembles de cellules tout à fait différents.

Physique et psychique, des liens intimes

Dans la lignée de cette théorie, plusieurs philosophes soutiennent que les progrès des sciences neurologiques vont balayer notre actuelle terminologie psychologique, imprécise et dépassée. Selon deux éminents défenseurs de ce point de vue, Patricia et Paul Churchland, les neurosciences seront à la «psychologie populaire» d'aujourd'hui ce que la médecine moderne est à la conception archaïque du malade possédé par les démons. Mais ils se heurtent à l'objection déjà opposée au comportementisme (l'étude du comportement sans recours à l'introspection): pour expliquer l'action humaine, le vocabulaire de la croyance et du désir paraît indispensable.

Les résultats déjà accumulés par la recherche en neurologie et en sciences cognitives confirment toutefois qu'il existe des liens intimes entre phénomènes mentaux et phénomènes neurologiques. À défaut de savoir définir leurs relations, on s'efforce de les penser. Selon l'une des stratégies élaborées à cette fin, nous devons admettre qu'il nous est impossible de rendre compte dans les mêmes termes des phénomènes ►

psychiques et des phénomènes physiques, même s'ils se confondent. Imaginons un sociologue et un physicien racontant un match de football d'un point de vue pertinent pour eux. L'un parlera de buts, de règles, de pénalités, etc. L'autre de corps en mouvement, définis par leur masse et leur vitesse.

Un atout pour la survie

A première vue, la conscience paraît plus facile à appréhender que la relation entre l'esprit et le corps: tout être pensant n'est-il pas intimement conscient d'être conscient? Or, pour la philosophie comme pour la neurologie, elle reste le mystère le plus insondable. Les philosophes cartésiens estiment que sa complexité dépasse l'entendement humain. D'autres assurent même qu'elle n'existe pas: nous serions en réalité des zombies – d'une variété, certes, très compliquée. Pour relever le défi, des chercheurs recourent aux scanners et à d'autres instruments sophistiqués pour observer des cerveaux au travail. Ces expériences leur ont permis d'avancer dans la connaissance du cerveau, de son fonctionnement et des corrélations entre zones cérébrales spécifiques et aptitudes mentales particulières.

Comment des images en couleur, des sons, des odeurs évocatrices se forment-ils dans nos têtes? Le fonctionnement de ce cinéma intérieur reste le plus

grand problème. Une théorie récente, avancée par le neurophysiologue Antonio Damasio, prétend que la conscience commence par une perception auto-réflexive, une conscience de soi primitive, liée à l'impression forte, mais vague, d'être «je». Les relations affectives – à un moi en développement et à des objets extérieurs – construisent, ensuite, un modèle du monde, un sentiment de savoir, qui donne à chacun de nous la sensation d'être le producteur et spectateur d'un film projeté dans le cerveau.

La conscience est apparue chez les mammifères supérieurs, disent ces théories, parce qu'elle est un atout pour la survie: un organisme utilisera son énergie à meilleur escient et se protégera mieux des menaces s'il peut se situer dans son environnement et planifier ses réactions. Des automates biologiques, même ultrasensibles à leur milieu, ont des facultés d'adaptation moindres que des êtres doués de conscience.

Ces débats ont déjà conduit à un très large consensus sur deux points: l'esprit appartient au monde physique et il est un objet de recherches scientifiques. Mais sa nature et ses relations avec les autres phénomènes physiques restent mystérieux. Franchir l'obstacle exigera sûrement une révolution conceptuelle et scientifique d'une ampleur telle que nous ne pouvons l'imaginer aujourd'hui. ■

3. LE RECOURS MÉDICAL

Se délivrer du corps

Où commence et où s'arrête le droit des patients à demander la mort sur ordonnance? Premier pays au monde à légaliser l'euthanasie, les Pays-Bas ont ouvert un débat qu'ils ne maîtrisent pas tout à fait.

WYBO ALGRA

JOURNALISTE AU QUOTIDIEN NÉERLANDAIS TROUW.

Le corps humain a-t-il moins de valeur aux Pays-Bas que partout ailleurs dans le monde? On pourrait le penser, car ce petit pays d'Europe occidentale (16 millions d'habitants) est le seul au monde où les médecins soient autorisés par la loi à mettre fin à la vie de leurs patients. En avril 2001, le Sénat néerlandais a donné son feu vert à la nouvelle loi sur l'euthanasie. Cette décision a focalisé l'attention, même si elle n'était que le résultat prévisible d'un débat engagé depuis 25 ans. La loi n'a fait qu'entériner ce qui s'imposait peu à peu comme une procédure normale: la dépénalisation de l'euthanasie sous réserve que le médecin se conforme strictement

à certaines exigences. Ainsi doit-il vérifier que le patient, au regard de critères médicaux, est incurable et souffre de manière intolérable et qu'il a choisi librement de mettre fin à sa vie.

L'adoption de cette loi semble avoir relégué la glorification de la souffrance – jadis omniprésente dans la culture chrétienne – au rayon des valeurs surannées. Comme la théologienne hollandaise Annelies van Heyst l'écrivait récemment dans *Trouw*, une vie ordinaire procure suffisamment de souffrances comme cela. Mais elle regrettait aussi que les rites et les symboles réconfortants du christianisme aient disparu, par la même occasion: «notre culture ne jure que par le succès et l'épanouissement personnel. Et, au moindre pépin, on a l'impression de s'être fait rouler par la vie».

«Dégradant», «humiliant»: tels sont les maîtres mots qui ont servi à justifier l'euthanasie dès les

premiers procès, dans les années 1970 et 1980. «Dégradant» renvoyait essentiellement au délabrement physique: escarres épouvantables, incontinence, perte de la mobilité. Une culture qui accorde tant d'importance à la perfection du corps est de moins en moins susceptible de faire face à de tels maux: telle pourrait être l'une des raisons du soutien populaire à l'euthanasie, même si elle est assez cynique.

Ses défenseurs préfèrent parler de droit à l'autodétermination et de compassion. Pour eux, le devoir du médecin est de soulager les souffrances et la conséquence ultime de ce devoir est la mort sur demande. Autre argument: les médecins eux-mêmes causent d'innombrables souffrances en tentant de réparer un corps âgé et malade. Jadis, les personnes âgées étaient souvent emportées par une maladie infectieuse, brève et foudroyante, comme la tuberculose. Aujourd'hui, elles doivent vivre des années dans un corps qui peu à peu les trahit. Chacun a le droit de poursuivre la route jusqu'à son terme, disent les partisans de l'euthanasie, mais personne ne doit y être obligé.

Nouveau débat

De nombreux pays européens possèdent la même pyramide des âges que les Pays-Bas, mais tous ne sont pas prêts à les suivre. Cette loi est le fruit d'un concours de circonstances unique. D'abord, il a fallu une organisation puissante: la Société néerlandaise d'euthanasie volontaire, forte d'environ 100 000 membres, dont un certain nombre de personnalités de premier plan. Ensuite, un petit groupe d'hommes politiques influents, qui cherchait depuis des années à faire légaliser l'euthanasie et qui a trouvé un soutien auprès de la coalition gouvernementale libérale de gauche. Les médecins néerlandais, enfin, souhaitent de longue date qu'on les considère comme des travailleurs psycho-socio-médicaux. L'euthanasie — littéralement: la bonne mort — correspond parfaitement à cette approche holistique.

Mais cette alliance de circonstance menace à présent de se déliter. Les médecins estiment que la nouvelle loi marque un point final, qu'il ne faut pas aller plus loin. Pourtant, la ministre néerlandaise de la

Santé, Els Borst, a fait savoir qu'elle souhaitait lancer un débat sur la possibilité de donner à des personnes âgées, ni malades ni condamnées mais simplement fatiguées de la vie, le moyen d'y mettre fin. Imaginons quelqu'un qui a vécu une existence sociale gratifiante, condamné par le décès de tous ses proches à passer le reste de sa vie dans une solitude absolue. N'est-ce pas aussi humiliant qu'un cancer en phase terminale?

3 200 euthanasies chaque année

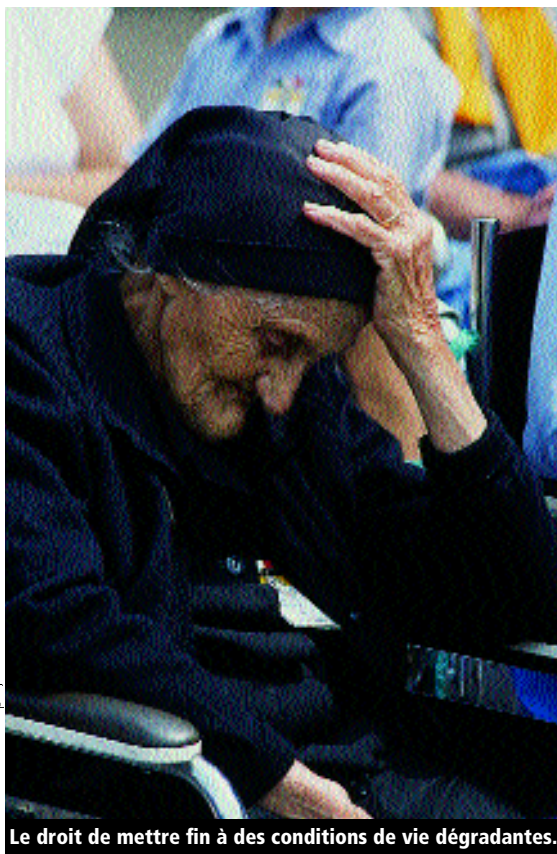
Plus de 80% des Néerlandais sont favorables à l'euthanasie pratiquée par un médecin, à condition que les exigences légales soient respectées. En revanche, cet enthousiasme se refroidit s'agissant de procurer, plus ou moins facilement, une

«pilule du suicide» aux personnes âgées lassées de l'existence. Selon un récent sondage, 46 % des Néerlandais y sont opposés, dont un nombre significatif de personnes âgées de plus de 60 ans. Les médecins doutent qu'il faille aller aussi loin dans le «droit à l'autodétermination». Frank Koerselman, un psychiatre célèbre, disait récemment que *«l'autonomie est une idéologie, assez fanatique qui plus est, à laquelle on est en train de subordonner les frontières entre la vie et la mort»*.

Au milieu des années 1990, les médecins néerlandais mettaient fin à quelque 3 200 vies par an, soit 2,6% de l'ensemble des décès. Avec le vieillissement de la popula-

tion et les avancées de la médecine, les demandes d'euthanasie vont croître, mais pas sans limites. Les médecins refusent les deux tiers des demandes. La plupart considère qu'être las de l'existence ne justifie pas un tel acte.

Aux Pays-Bas, l'euthanasie s'applique avant tout à des cancéreux en phase terminale et il est peu probable que cela change, dans les années à venir. Les médecins tendent à se raccrocher à ce qui leur est familier: le corps. *«Leur rôle est d'aider le patient, écrivait Frank Koerselman. Ils disposent d'outils comme les médicaments ou la psychothérapie. La souffrance est un signal qui incite les gens à aller voir le médecin. Que celui-ci puisse soulager cette souffrance est un heureux concours de circonstance.»* ■



Le droit de mettre fin à des conditions de vie dégradantes.

«Là où l'esprit souffle, le corps souffre aussi.»

Paracelse, alchimiste et médecin suisse (1493-1541).

3. LE RECOURS MÉDICAL



© Erling Mandelmann/Rapho, Paris

Les recettes de l'immortalité

Qui veut vivre longtemps, voire très longtemps, devra suivre quelques-unes des voies esquissées ci-dessous, qui comptent parmi les plus prometteuses. Sachant, toutefois, que l'immortalité est d'un mortel ennui.

Compilé par Ivan Briscoe, journaliste au *Courrier de l'UNESCO*.

Alimentation

«Il faut manger pour vivre et non vivre pour manger»:les diététiciens modernes confirment le point de vue de Molière. Cinq à neuf assiettes de légumes et de fruits par jour, constituent le régime idéal pour vivre longtemps. A condition de bannir pizzas, pâtisseries, fritures et biftecks, trop riches en cholestérol,et de les remplacer par des brocolis (riches en anti-oxydants),des céréales (pour les fibres),des épinards à la vapeur et du poulet sans sa peau. Le tout arrosé de quelques verres de lait écrémé.

A moins de suivre l'exemple des dissidents. David Henderson,un paysan écossais, mort en 1998 à l'âge de 109 ans, ne jurait que par le porridge, les pruneaux et les salaisons accompagnées de gin. D'autres prônent le champagne ou le porto millésimé.Et toutes les expériences conduites en laboratoire aboutissent à la même conclusion:pour vivre longtemps, il faut manger moins, beaucoup moins. Les animaux mal nourris et agressifs, disent les scientifiques, atteignent un âge avancé.

Des pilules de longévité

D'accord pour vivre longtemps, nous rechignons quand même à suivre des régimes laborieux, à base de chou-fleur cru et de racines venues de Chine. Pour satisfaire la demande, les laboratoires s'efforcent d'alimenter le marché lucratif de la longévité en produits innovants. La vedette du moment est la DHEA (déhydroépiandrosténone), une hormone sécrétée naturellement par les glandes surrénales, qui se transforme en œstrogène et en testostérone. Si l'on en croit ses partisans – et ils sont nombreux –, la DHEA raffermirait la peau,donne de la solidité aux os et améliore les capacités sexuelles. On manque toutefois de vérifications approfondies et l'on ignore ses effets sur le foie et les autres organes. Par ailleurs, la DHEA a les mêmes conséquences sur l'organisme que les autres hormones: développement des seins chez les hommes, du système pileux chez les femmes.

Compléments nutritifs

Lorsque les cellules ne parviennent pas à assimiler la nourriture, elles émettent des molécules qui oxydent le corps. Toute une pharmacopée de vitamines, de plantes et d'autres substances peuvent venir à bout de ce problème, en particulier, les vitamines A,C et E,ou encore le bêta carotène. Le ginkgo (qui facilite aussi l'activité cérébrale), le ginseng, les myrtilles, la lécithine de soja ou les feuilles d'aubépine ont aussi leurs partisans. D'autres encore prêtent toutes les vertus à l'ail et à l'oignon, que les bulbes en soient consommés crus, sous forme d'huile ou de jus ou macérés dans l'alcool. On augmente ses chances, semble-t-il,en combinant ces diverses décoctions.

Le génie génétique

Pourquoi faudrait-il que la barrière des gènes nous ferme la voie de l'immortalité? Puisque le génome humain est maintenant décodé et que l'on maîtrise mieux le fonctionnement de l'organisme, plus rien ne s'oppose, disent de nombreux scientifiques, à ce que la durée de vie normale atteigne 100 ans, voire 120 ans. On s'attend à ce que les changements les plus significatifs viennent de trois techniques:la culture de tissus, la production d'organes et le clonage thérapeutique. La voie la plus prometteuse serait celle des cellules souches: parfois extraites des embryons, multifonctionnelles, elles sont susceptibles de prendre la place de neurones défailants, de reconstituer de la moelle épinière ou des tissus organiques. Au-delà, si l'on veut parier sur les futurs progrès scientifiques, on peut se faire congeler le cerveau (après décès) ou espérer qu'il sera possible un jour de greffer la conscience sur un ordinateur ou sur un robot bien huilé.

Quiconque professe une aversion catégorique pour les réfrigérateurs et les androïdes trouvera une consolation à la lecture de Jorge Luis Borges. Pour l'écrivain argentin, l'existence des immortels est d'un vide insondable, parce que, comme les animaux, ils n'ont pas conscience de la mort: «savoir que l'on est immortel est à la fois divin, terrible et incompréhensible».

4. CYBER ORGANISMES

L'aspirant cyborg

Il a la technologie dans la peau et prétend que l'implantation de métaux lui a permis de se libérer de la drogue et de se reconstruire. Portrait d'un jeune Français qui se réclame du courant cyberpunk.

MARC MILLANVOYE

JOURNALISTE FRANÇAIS.

Appelons-le Z. L. Il a une trentaine d'années. Il tient une boutique de piercing dans le sud de la France. Crâne rasé, torse nu, il arbore un large tatouage au bras droit, qui représente un enchevêtrement de tuyaux, d'organes biologiques et de pièces métalliques. Quand il sourit, Z.L. dévoile une charmante dentition en chrome cobalt. Il rêve de se reconstruire un squelette d'acier et a commencé sa métamorphose par l'implantation sous-cutanée de cinq billes de téflon entre les pectoraux.

Cet ancien punk, qui a traversé une période auto-destructrice en se droguant, a trouvé «la sagesse», dit-il, dans l'affirmation du corps technologique. Z.L. est un cyberpunk. «Il y a quelques années, j'ai vraiment failli mourir... Pour survivre, il me fallait une raison. Cela m'a amené à me créer un personnage et, en me reconstruisant, je suis devenu très positif.»

Ce mouvement a d'autres adeptes. Stelarc, un artiste australien, s'est fait implanter une troisième oreille en téflon, métal qui n'est pas rejeté par l'organisme. Aux Etats-Unis, la technique des implants sous-cutanés, pratiquée par Steve Hayworth et Jon Cobb, fait des adeptes bien au-delà du milieu de l'art. En France, toute atteinte à l'intégrité du corps est strictement interdite par la loi, sauf nécessité thérapeutique.

Une multitude d'hôtes parasites

«Quand je me défonçais dans une cage d'escalier, je portais aussi atteinte à l'intégrité de mon corps, remarque Z.L. La loi ne fait pas de différence entre la défonce et la reconstruction positive... Alors, officiellement, je me fais faire mes implants à l'étranger.»

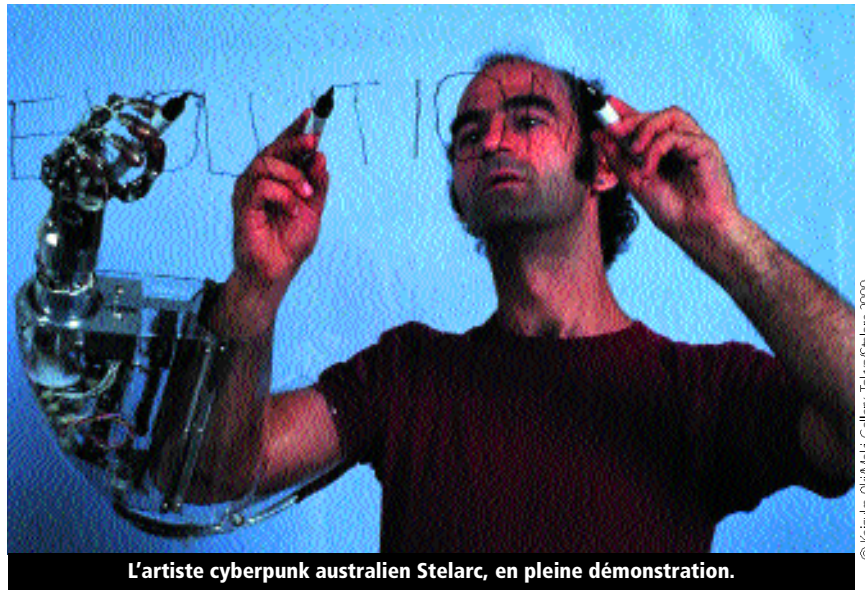
Z.L. se réfère aux écrits apocalyptiques des écrivains cyberpunks, comme l'Américain Bruce Sterling ou l'Australien William Gibson. Pour eux, nos corps nous sont étrangers. Ils n'existent que dans la mesure où ils accueillent une multitude d'hôtes parasites, qu'ils soient physiques, ou bientôt technologiques, voire virtuels.

Ordinateurs portables, téléphones mobiles, cartes à puce, ou encore premiers bracelets électroniques pour prisonniers de droit commun: de plus en plus, la technologie devient un prolongement du corps. Lecteur attentif des publications les plus pointues, y compris des rapports des chercheurs du Massachusetts Institute of Technology, Z.L. est convaincu que les prochaines technologies

s'intégreront dans le corps. Lui-même a appris, en autodidacte, les techniques chirurgicales d'implants.

«L'Etat utilise les technologies pour accroître sa mainmise sur les citoyens. En m'y opposant, je reste un punk. Quand les premiers bracelets électroniques seront implantés sous la peau des prisonniers, je serai à même de les retirer, de dérégler les traceurs, voire de propager des virus et de faire la nique à Big Brother.»

Premier *body artist* à pratiquer les implants en France, son travail reste cependant confidentiel. Il n'opère pas n'importe qui ni pour n'importe quelle



L'artiste cyberpunk australien Stelarc, en pleine démonstration.

© Ketsuke Oki/Maki Gallery, Tokyo/Stelarc, 2000

raison. Les motivations philosophiques, artistiques ou politiques de ses clients sont décisives. A ses yeux, la technologie est synonyme de libération, non d'asservissement.

Dans la lignée des travaux du professeur Kevin Warwick, pionnier des recherches sur les implants et les nanotechnologies, Z.L. est décidé à franchir le pas et à accomplir la mutation définitive de l'homme en cyborg. «En ce moment, je travaille sur la possibilité de m'implanter une puce électronique dans le bras, pour pouvoir commander mon ordinateur à distance. Je veux intégrer les technologies à mon corps pour ne plus être asservi par la machine. Cela peut vous sembler dingue, mais au rythme où progressent les capacités des ordinateurs, la mémoire virtuelle et la puissance des puces électroniques, nous demanderons tous à être implantés pour augmenter notre savoir, notre intelligence... J'ai seulement un peu d'avance sur vous.» ■

4. CYBER ORGANISMES

Adieu la chair, bonjour les puces!

Un être conscient est-il forcément de chair et de sang? Ray Kurzweil, le pape de l'intelligence artificielle, est persuadé que la machine douée de conscience est pour demain... Préparez-vous à télécharger!

PROPOS RECUEILLIS PAR IVAN BRISCOE

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

«Je laisse carte blanche à mon corps. Quand je suis amoureux, il est incontrôlable.»

Roberto Benigni,
cinéaste italien
(1952-)

La recherche sur l'intelligence artificielle sera-t-elle bientôt en mesure de créer quelque chose qui ressemble à l'humain?

Il existe grosso modo deux niveaux d'intelligence artificielle (IA). L'IA restreinte, qui consiste à faire exécuter, par des systèmes non biologiques, des activités qui requièrent habituellement l'intelligence humaine. Et l'IA supérieure, qui utilise, dans une machine, toute l'étendue, la profondeur et la subtilité de l'intelligence humaine.

Il existe aujourd'hui de nombreux exemples d'IA restreinte. Certaines machines peuvent, mieux que l'homme, diagnostiquer les globules, guider les missiles de croisière ou jouer aux échecs. Elles peuvent lire des livres et comprendre la parole humaine. Comparée aux humains, leur mémoire est plus précise. Elles travaillent plus vite et peuvent instantanément partager leurs connaissances avec d'autres machines.

Le passage à l'étape suivante dépend de deux conditions fondamentales. La première est la capacité brute du matériel informatique. Nous travaillons déjà sur des circuits qui seront bientôt un million de fois plus puissants que le cerveau humain. Mais la seconde et la plus essentielle, concerne la partie logique de l'intelligence. Dans ce domaine, le projet en cours le plus fascinant vise à analyser le fonctionnement du cerveau humain, en utilisant, entre autres, des milliards de minuscules scanners à haute résolution, ou nanorobots, capables de circuler à travers les capillaires et de scanner le cerveau de l'intérieur. D'ici 2030, nous serons en mesure de recréer le mode de fonctionnement de plusieurs centaines de régions du cerveau sur des supports non biologiques.

Ces supports non biologiques équivaudront-ils à un humain?

Nous possédons déjà une technologie, appelée «neurotransistor», qui consiste en un circuit électronique capable de communiquer de façon bidirectionnelle et sans fil avec des neurones biologiques. Nous savons aussi placer des machines intelligentes dans le cerveau humain, par des implants neuronaux. Le chercheur français Alim-Louis Benabid a été le premier à expérimenter un traitement de la maladie de Parkinson qui consiste à remplacer les cellules biologiques

détruites au cours des sept ou huit premières années de la maladie. Il en a fait la démonstration grâce à un procédé manipulé de l'extérieur: lorsqu'il était éteint, les malades restaient à un stade avancé de la maladie, rigides comme des statues. Mais dès qu'il activait l'interrupteur, ils semblaient revenir à la vie.

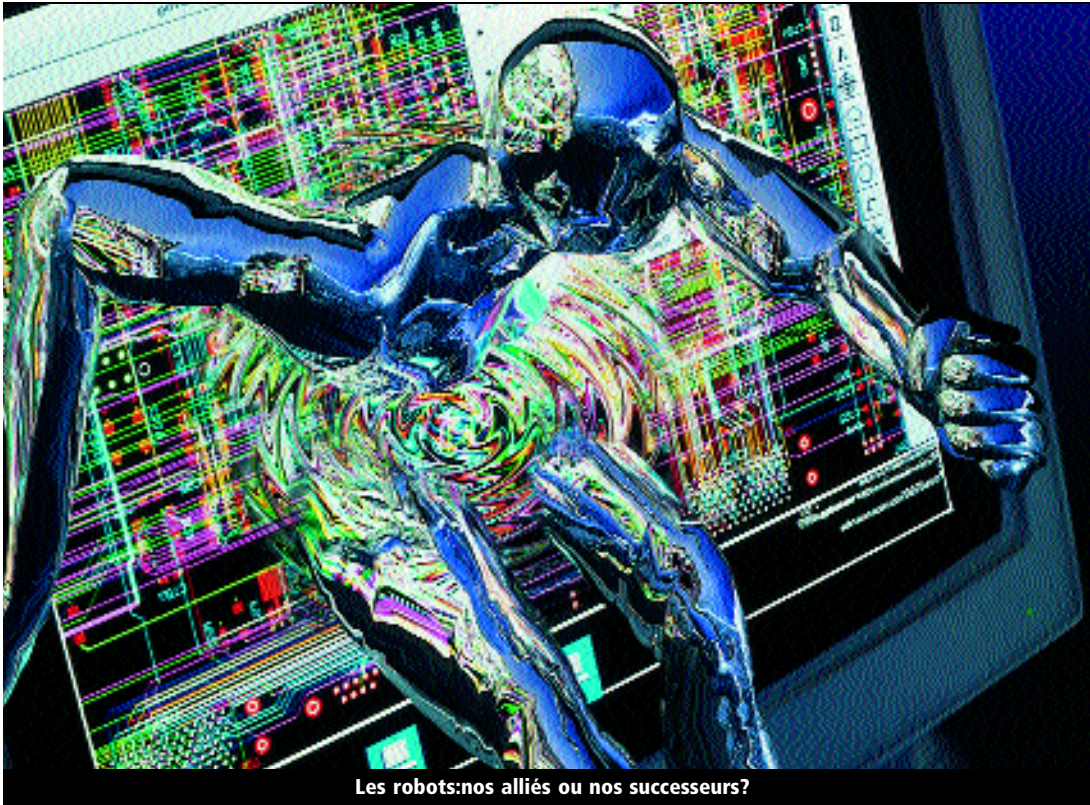
D'ici 2030, nous serons capables d'envoyer des milliards de nanorobots à l'intérieur du cerveau humain afin de communiquer sans fil avec des milliards de points différents du cerveau. Ils nous permettront de combiner notre intelligence biologique avec une intelligence non biologique. À terme, il existera, d'une part, des entités entièrement non biologiques dotées d'une copie du cerveau humain et, d'autre part, des humains biologiques dont le cerveau contiendra des milliards ou des trillions de nanorobots qui leur permettront d'être plus intelligents et d'exister dans la réalité virtuelle. Nous serons incapables de distinguer l'homme de la machine.

L'une de vos idées les plus saisissantes est de copier le cerveau d'un individu dans un système informatique. Est-ce possible?

Que pourrait donner cette expérience? S'agirait-il, au bout du compte, de la même personne? La réponse immédiate est non. Imaginons que l'on scanne mon cerveau pendant mon sommeil pour installer sa copie dans un milieu non biologique: je ne m'en apercevrais pas forcément et je me réveillerais avec le sentiment que rien n'a changé. Puis, quelqu'un viendrait me voir et me dirait: «bonne nouvelle, Ray, on n'a plus besoin de ton vieux cerveau». Je ne serais probablement pas d'accord. Si l'on s'adressait au nouveau Ray, il aurait le souvenir d'avoir été moi, mais, à ce stade, il serait devenu un autre.

S'agirait-il toujours d'une personne? Serait-il conscient ou ferait-il seulement semblant? L'essence même de la conscience reste, en définitive, inaccessible à l'examen scientifique. Mais je fais ce pari: les humains finiront par admettre que les entités non biologiques sont conscientes, parce que leur comportement sera convaincant.

Quel serait l'avantage d'être transféré sur un support non biologique?



Les robots: nos alliés ou nos successeurs?

© Geoff Tompkinson/PL/Cosmos, Paris

L'une des conséquences serait l'immersion totale dans la réalité virtuelle. Ces environnements virtuels intégreront tous les sens et permettront d'accroître l'intelligence humaine. À l'heure actuelle, nous sommes limités à une centaine de trillions de connexions neuronales par seconde, et il nous en faut des millions pour activer un domaine de connaissance. Nous serons capables de décupler les facultés du cerveau humain, de penser plus vite, plus grand, plus complexe et de télécharger ailleurs ces connaissances.

De nombreuses théories neurologiques prétendent que la conscience est, en fait, liée aux émotions, au sentiment d'être dans un corps et de sentir des objets qui agissent sur ce corps.

L'intelligence est la capacité à résoudre des problèmes à partir de ressources finies, dont le temps. Or ces problèmes concernent pour beaucoup le corps: subvenir à ses besoins et à ses désirs. Une grande partie de nos pensées sont centrées sur le corps. Une intelligence humaine désincarnée tournerait vite à la dépression.

Mais plus la réalité virtuelle s'imposera à nous, plus la civilisation humaine y consacra du temps. D'ici 2030 ou 2040, l'environnement réel sera fortement concurrencé par ces environnements virtuels, qui nous permettront de rencontrer des gens indépendamment de la proximité physique et de l'émulation des environnements terrestres et imaginaires. Ces entités non biologiques pourront avoir un corps d'apparence humaine dans une réalité virtuelle et même, grâce à la nanotechnologie¹, dans la réalité réelle.

Quel est le moteur de cette technologie?

Nous avons – en tant qu'espèce – adopté des objectifs d'évolution, qui, selon moi, sont virtuels. Si l'on

considère objectivement l'évolution biologique, elle a créé des entités de plus en plus intelligentes, créatives, belles, capables d'émotions élevées, comme l'amour. Dieu est un terme qui a été utilisé pour désigner ces qualités à un niveau infini. Ce nouveau modèle signifie la fin de l'humanité biologique comme sommet de l'évolution. L'étape suivante verra l'humanité ne faire qu'une avec sa technologie et poursuivre la croissance exponentielle de ses capacités intellectuelles et créatives. ■

1. *Technologie basée sur l'utilisation d'éléments et d'instruments infiniment petits.*

LE PROPHÈTE DE L'HOMME-MACHINE

La fusion intime de l'homme et de la machine est-elle une élucubration farfelue ou une réalité proche? En prédisant l'avènement de l'ère post-biologique, le chercheur américain Ray Kurzweil suscite la controverse.

Dans le domaine de l'intelligence artificielle, Ray Kurzweil n'est pas le premier venu. En 1976, il inventait un procédé de restitution vocale de l'écrit destiné aux aveugles et, en 1984, le premier clavier de musique électronique. Trois ans plus tard, il élaborait le premier programme de reconnaissance vocale. En 1990, il prédisait le développement de la Toile, la prolifération des armes «intelligentes» et l'invention d'un ordinateur capable de dominer le monde des échecs avant 1998. Il se trompait d'un an.

Malgré ce palmarès, les idées qu'il expose dans son dernier livre, *The Age of Spiritual Machines* (Viking, 1999) ont déclenché des réactions hostiles. Pour ses détracteurs – philosophes, spécialistes des neurosciences ou de l'intelligence artificielle –, les facultés de la conscience humaine outrepassent le pouvoir de n'importe quelle machine et restent peut-être insaisissables pour la science. Le philosophe John Searle a fustigé Ray Kurzweil dans la *New York Review of Books* pour avoir supposé qu'une simulation informatique du cerveau pourrait être douée de conscience. Un ordinateur, dit John Searle, «se contente de brasser des symboles».

La critique n'est pas unanime: Bill Joy, directeur de Sun Microsystems, s'est appuyé sur l'ouvrage de Ray Kurzweil pour dénoncer les technologies capables, à terme, d'exterminer l'espèce humaine. Et Hugo De Garis, un chercheur en robotique, sonne l'alarme: il faudrait débattre de ce qui se passerait si les machines devenaient conscientes et nous traitaient à peu près comme nous traitons chiens et chats. ■

Les ONG du Sud s'affranchissent du Nord

Comment faire pour que les relations Nord-Sud soient moins inégales? C'est le casse-tête des ONG du Nord. Elles tentent d'assouplir les contrôles, de les rendre plus «participatifs». Mais le Sud, lui, réclame un vrai partenariat.



L'équipe Songhai, au Bénin, qui forme 240 jeunes fermiers: «nos partenaires du Nord débarquent avec des programmes prêts-à-porter».

© C. Boisseau-Chicalita We, Paris

PHILIPPE DEMENET

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

Depuis une décennie, les donateurs des organisations non gouvernementales (ONG) du Nord expérimentent des méthodes audacieuses, voire extravagantes, pour vérifier l'efficacité des ONG qu'elles financent, au Sud. «Nous avons prêté une caméra vidéo à un partenaire ghanéen qui anime un projet de commerce équitable», raconte Chris Roche, responsable des programmes d'Oxfam. Cette organisation britannique dépense plus d'un milliard de francs par an dans des programmes de développement. *Notre*

partenaire a mené lui-même sa propre évaluation, sous l'œil de la caméra. Et ce film lui a permis de découvrir qu'un intermédiaire détournait au passage l'argent des artisans. C'est ce que nous appelons une «auto-évaluation d'impact participatif», parce qu'elle a permis à notre partenaire de s'investir un peu plus auprès des populations concernées».

D'autres ONG pratiquent le «suivi effectué par des pairs», l'«évaluation croisée», ou encore des consultations sous forme de parlement itinérant. Au prin-

temps 2001, Marc Berger, responsable du département Projets au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), une ONG française dont le budget annuel dépasse les 200 millions de francs, s'est rendu dans trois continents à la rencontre de ses «partenaires» du Sud. Lors de ces colloques, il leur a dévoilé le budget de son organisation et ses critères de choix. «*Notre transparence leur donne prise sur nous, dit-il. Les termes de la relation deviennent alors plus égaux*».

Toutes ces techniques, encore expérimentales, ont pour objet d'atténuer les effets d'une relation inégale entre les donateurs – les ONG du Nord – et les bénéficiaires – celles du Sud. Mais, qu'on le veuille ou non, «la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit», dit le proverbe africain. A l'issue de ses consultations, c'est le CCFD qui a choisi les projets dignes d'un financement et imposé ses règles de contrôle. «Ils sont consultés, mais on décide», reconnaît Marc Berger, *même si leur avis a du poids*».

La pression des ONG du Nord s'est alourdie

Dans un monde où le nombre des ONG – surtout au Sud – connaît, depuis dix ans, une «*croissance exponentielle*» (selon la Banque mondiale), les «partenaires» du Sud se satisfont de moins en moins de relations inégalitaires. Depuis

le début des années 70, les organisations du Nord utilisent le joli mot de «partenariat» pour décrire le lien qui les unit aux organisations du Sud. Ce mot «*appartient à la rhétorique convenue*», dénonce Gerry Helleiner¹, professeur d'économie et chercheur à l'Université de Toronto. *Mais il a rarement été mis en œuvre, au point que certains praticiens se sont longtemps demandé s'il était même possible*».

D'autant que, loin de s'assouplir, la pression des ONG du Nord sur celles du Sud s'est alourdie, «*pour qu'elles accroissent leur implication, pour qu'elles fournissent des preuves tangibles de leur efficacité*», remarque Chris Roche. A Novib, une ONG néerlandaise, dont le budget annuel pèse 900 millions de francs, le bénéficiaire de l'aide doit fournir au donateur un bilan comptable annuel, ainsi que deux rapports financiers par an et un rapport final sur les

projets en cours. «*En cas de problème sur l'utilisation des fonds*», précise Jan Ruysenaars, conseiller au département Programmes, *le partenaire local risque la visite d'un expert*». Or, Novib, qui se décrit comme un bailleur de fonds au service des organisations du Sud, n'est pas le plus tatillon des donateurs, loin de là.

Les «apologétiques-réalistes»

Tous n'ont pas les mêmes exigences. Mais ceux qui n'en ont pas du tout, ces tenants du «laisser faire», qui se nichent du côté des organisations chrétiennes, se font de plus en plus rares. C'est, du moins, l'opinion de Rick Davies, un consultant en développement social qui a étudié le comportement des organismes donateurs. A l'autre bout du spectre, les partisans de la «ligne dure» (comme l'US Agency for International Development – USAID) réclament, en échange de l'argent donné, ►

Equipe Songhaï*: «le Nord cherche un écho à sa propre chanson»

«Partenariat» signifie-t-il égalité? A Songhaï, nous ne le pensons pas. Par contre, cela veut dire complémentarité, vision commune de la mission, respect mutuel et transparence à toute épreuve. Pour que l'un n'écrase pas l'autre...

On en est malheureusement loin. Au Sud, trop souvent, les ONG se créent sans véritable projet. Elles naissent d'un élan du cœur, d'une réaction face à un symptôme, sans stratégie à long terme. Ensuite, elles n'ont d'autre soucis que leur simple survie. D'où, trop souvent, cette course effrénée aux «partenaires» du Nord, allègrement qualifiés de «bailleurs de fonds». L'ONG du Sud, sous perfusion, sera prête à absorber toute l'aide qu'elle trouvera. Eternelle assistée, elle ne cherchera pas à mobiliser les forces disponibles sur le terrain, qui pourraient l'aider à rendre son projet durable. Les «éléphants blancs», ces structures abandonnées qui ont coûté des fortunes, en sont le triste résultat.

Côté Nord, les faiblesses sont aussi patentées. Nos «partenaires» débarquent avec des programmes «prêts-à-porter», confectionnés dans leurs bureaux de Londres, Paris, Washington, ou Bruxelles, avec des critères d'éligibilité et des conditionnalités prédéterminées. Puis, ils se mettent en quête de gens ou d'institutions à financer. Autrement dit, ils cherchent un écho à leur propre chanson. Et ils n'ont aucun mal à le trouver. Bien que leurs conditionnalités ne cessent de changer au gré du temps – ils parlent tantôt d'égalité des sexes et d'environnement, tantôt de renforcement des capacités –, les «partenaires» du Sud sont prêts à modifier leur stratégie et même leur identité, pour répondre à la demande des «partenaires» du Nord.

Mais il arrive que ces derniers rencontrent, au Sud, des institutions comme Songhaï, qui ont leurs idées et qui, dans le respect de l'autre, cherchent à préserver leur dignité. Alors ils sont troublés... Par le

passé, nous avons été obligés de renvoyer des sommes – déjà virées sur notre compte –, à leur expéditeur, en l'occurrence deux organisations à caractère confessionnel (l'une catholique, l'autre protestante), et à un organisme d'aide multilatéral. Leurs objectifs et leurs exigences ne correspondaient plus à la vision et aux stratégies que nous avions vainement tenté de partager avec eux.

Mais il existe des contre-exemples. Actuellement, Songhaï collabore avec une institution publique de coopération internationale qui, après un temps d'observation, a accepté de nous accorder une certaine souplesse dans l'utilisation des ressources mises à notre disposition.

Toutes les activités et programmes de Songhaï visent à accroître nos ressources propres, afin de réduire l'aide que nous recevons (qu'elle vienne des ONG ou des organismes de coopération). A notre avis, seule l'autosuffisance peut permettre un fonctionnement durable. ■

* L'ONG béninoise Songhaï – du nom d'un empire qui régna dans la boucle du Niger au xv^e siècle – a été créée, en 1985, par Frère Njamu – no, un prêtre catholique. Elle forme actuellement 240 élèves fermiers, dans ses trois centres, à la pratique d'une agriculture biologique intégrée, fondée sur la maximisation des ressources locales.

Noel Aguirre Ledezma*: «nous pouvons aider le Nord»

Notre relation avec les donateurs du Nord dépend en grande partie de l'ONG avec laquelle nous travaillons. Parfois, la compréhension mutuelle sera telle que l'on aura naturellement envie de développer des projets communs, fondés sur une même vision politique, sur des méthodes techniques et administratives comparables. Quand il en est ainsi, la discussion ne se limite pas à des sommes d'argent, ni à la manière de gérer les fonds, encore moins à la nécessité de respecter les objectifs "au pied de la lettre". On se rapproche du vrai partenariat.

Mais avec d'autres ONG, la relation ne fait que reproduire et réaffirmer la dépendance du Sud envers le Nord. Alors, on ne parle que de critères définis préalablement, que ce soit pour le but, le mode de gestion, etc. Et tout est orienté par le «regard du Nord» avec l'arrière-pensée que «ceux du Sud ne savent pas gérer».

On retrouve peu ou prou ces mêmes tendances parmi les ONG du Sud. Certaines ne pensent qu'à obtenir de l'argent et réduisent les rapports Nord-Sud à un simple transfert de fonds. C'est cela qu'il faut modifier en commençant par se demander: que peut-on construire ensemble? Quelle aide le Nord peut-il recevoir de notre part – pour prendre le domaine qui est le mien – en terme d'éducation, de culture, de valeur humaine? Quels réseaux mettre en place pour qu'ensemble, nous ne construisions pas seulement une région, la pauvre, celle du Sud, mais un monde différent, fondé sur l'équité et de la solidarité? ■

* Educateur, directeur du CBIAE, Centre bolivien d'investigation et d'actions éducatives, à La Paz, une ONG financée par des donateurs néerlandais, allemands et espagnols.

la production d'informations et l'accomplissement d'objectifs précis, comme s'il s'agissait d'un contrat commercial.

Au milieu, campent les «minimalistes», pour qui la demande de rapports doit rester légère, car elle détourne les ONG du Sud de leurs tâches essentielles. Ou encore les «apologétiques-réalistes» qui, bien que conscients du fardeau imposé, exigent quand même une information pour leurs propres donateurs. Ainsi en est-il de Novib ou d'Oxfam: «sans être néo-colonialiste, plaide Chris Roche, chaque fois qu'il y a transfert de fonds, il y a demande de comptabilité, par respect pour le public anglais, notre bailleur de fonds».

En Inde, plus d'un million de groupes communautaires participent désormais à l'effort de développement local. Dans les pays européens de l'ex «bloc de l'Est», 100 000 ONG ont vu le jour entre 1988 et 1995. Au Bangladesh, grâce aux 5 000 organisations engagées dans des programmes d'alphabétisation, un enfant a plus de chances d'apprendre à lire auprès

du tiers secteur que dans le système éducatif d'Etat. Pour le développement humain (soins de santé, éducation, aides à l'emploi, services sociaux, aide d'urgence), «le rôle des ONG du Sud est devenu central. Même les gouvernements du Nord font appel à elles pour leurs programmes de développement», rappelle Guillaume D'Andlau, enseignant à l'Institut d'études politiques de Strasbourg, auteur de *L'Action Humanitaire* (PUF, 1998).

Les donateurs trop tâtilons sont boycottés

Résultat: les exigences des organisations du Nord rencontrent de plus en plus de résistance. Certaines, du Sud, vont jusqu'à renvoyer l'argent à son expéditeur, quand il se montre trop «dominateur». Plus fréquemment, dans les pays où plusieurs sources de financement sont disponibles, elles boycottent les donateurs jugés trop bureaucratiques ou trop tâtilons. «Toutes réclament un donateur qui soit à leur écoute, qui prenne le temps

d'apprendre et qui leur laisse une marge d'initiative suffisante», révèle Lisa Bornstein, chercheur au School of Development Study de l'Université du Natal (Afrique du Sud). D'autres ONG du Sud, qui se contentent d'une relation plus «contractuelle», insistent pour que l'argent arrive à temps et que le donateur ne change pas ses priorités ni ses méthodes de contrôle en cours de route, comme cela se produit trop souvent.

Quand on les interroge, et qu'elles osent s'exprimer, les ONG du Sud formulent généralement toujours les mêmes griefs envers «un Nord qui prétend savoir ce qui est bon pour nous, qui se pose en expert, qui ne prend pas le temps d'écouter ni la peine d'utiliser les ressources et les compétences locales...» Au milieu des années 90, déjà, les organismes donateurs pressentaient le danger d'un étouffement de l'initiative locale, tant les organismes d'aide exerçaient une influence dominante. «Les principes qui sous-tendent le partenariat sont incompatibles avec l'idée de conditions imposées par les donateurs», affirmait alors le président du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

Les pêcheurs du Cap face à l'égalité des sexes

Les conditionnalités – sur la défense de l'environnement, l'égalité entre les sexes... – sont toujours d'actualité, mais elles rencontrent, là où les ONG locales ont le choix de leur financement, certaines réticences: «les pêcheurs du Cap, métier essentiellement masculin, ne comprennent pas pourquoi ils devaient favoriser la participation des femmes dans leur organisation», raconte Lisa Bornstein. Ils s'y sont fait. Mais ce genre de conditionnalité aboutit à des singeries, pour faire plaisir au donateur. Quant à l'environnement, il apparaît toujours comme un luxe, chez nous où sévit une grande pauvreté».

Pour sortir de cette relation inégalitaire engendrée par les transferts de fonds, certaines ONG du Sud ne voient qu'une solution: accroître leurs capacités d'autofinancement. «Vous nous parlez d'autonomie. Pourquoi ne pas nous donner un peu de votre savoir-faire en matière de collecte de fonds et de publipostage?» ont demandé à Marc Berger ses partenaires sud-africains, mexicains et chiliens. ■

1. Dans *Coopération Sud* (N° 2, 2000), revue éditée par le Pnud.

Zafrullah Chowdhury*: «nous choisissons nos donateurs»

Les deux premières années d'existence de notre ONG au Bangladesh, nous n'avons demandé d'argent à personne. Nous vivions sous la tente, autour d'une clinique, et les paysans nous apportaient du riz. Puis l'Abbé Pierre nous en a donné, pour que nous puissions construire un logement. Ce fut notre premier argent étranger. Quand je suis venu en Europe, l'hiver 1972, il m'a dit: «j'aimerais vous donner plus, car vous avez fait du bon travail. Mais j'ai une condition...» J'ai bondi: «je ne veux pas de vos conditions, ni de votre argent!» Il a rétorqué: «je vais vous montrer Paris». Et il m'a fait découvrir, par une nuit glaciale, «son» Paris, celui des distributions de soupe aux indigents, des entrepôts où les Compagnons d'Emmaüs restaurent des meubles hors d'usage, pour subvenir à leurs besoins. J'ai compris que nous appartenions au même monde, malgré la différence de langue. Alors, il a ajouté: «cette condition, la voici: rappelez-vous toujours que je vous confie l'argent des pauvres pour les pauvres du Bangladesh. Assurez-vous toujours qu'ils en soient bien les bénéficiaires».

Trente ans après, nous nous demandons toujours: «cela va-t-il bénéficier aux plus pauvres?» C'est la leçon de l'Abbé Pierre. Elle me sert encore. La conditionnalité, en soi, n'est pas une mauvaise chose pour peu qu'elle soit fondée sur l'éthique et favorise le développement humain. Le problème vient de ce que l'Occident et les donateurs posent de mauvaises conditionnalités. Le travail des enfants dans l'industrie textile, au Bangladesh, est indéfendable et je m'y oppose. Mais faut-il purement et simplement l'interdire, faisant de son abolition une «conditionnalité» à toute aide? Je ne le pense pas. Car la question se pose ainsi: quel sera le destin de ces filles de 10 à 14 ans, quand elles ne travailleront plus dans l'industrie textile? Se prostituer, ou vivre en esclavage dans la maison d'un riche? De toutes façons, elles n'iront pas à l'école, parce que les prix auxquels vous, au Nord, achetez vos vêtements, ne permettent pas à leurs mères de toucher un salaire décent. Mieux vaudrait que l'enfant continue de travailler et qu'il aille à l'école, le soir, aux frais du patron ou d'une ONG étrangère.

Chez nous, au Centre de santé populaire, nous sélectionnons les donateurs étrangers et leur disons avant toute chose, que les budget et les programmes sont préparés par nous. Puis nous avons deux «conditions». La première: les donateurs doivent admettre qu'ils ne savent absolument rien du Bangladesh et que je le connais mieux qu'eux. Ensuite, ils doivent se montrer patients: le développement est un processus lent. C'est pourquoi je leur demande des financements à long

terme, de cinq ans au moins.

Pourquoi? Parce que la première année, le donateur nous écoute et apprend. La deuxième est réservée à la discussion et à la négociation. Et comme nous savons qu'il doit rendre des comptes à la communauté qui lui a confié son argent – un souci qui l'honore –, la troisième année sera consacrée à vérifier que chaque centime est bien utilisé. Lors de la quatrième, surgiront sans doute des conflits. Mais, à la cinquième, nous nous comprendrons mieux. Nous commencerons même à discerner nos réussites et nos échecs.

Cinq ans, c'est le temps qu'il faut pour bâtir une relation de compréhension mutuelle et d'amitié. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi que

nous sortions de cette «maladie du secret» colportée par les donateurs – la Banque mondiale comme les ONG du Nord –, qui a contaminé les ONG du Sud. Qui sait combien d'argent a été versé, à qui et pour quoi? Dès qu'il y a un secret, il y a corruption. Nous sommes les seuls, parmi les ONG locales, à afficher nos salaires et nos rapports financiers dans les centres locaux. Parce que les populations que nous servons sont les premières auxquelles nous avons à rendre des comptes.

La transparence commence là. Ensuite, avec les ONG du Nord, c'est affaire de respect et de confiance mutuelles. Si nous avons affaire à un donateur qui nous comprend et met l'accent sur le développement humain, je n'ai pas d'objection à ce qu'il regarde dans mes livres de compte. Mais il doit admettre que moi aussi j'ai le droit de regarder dans les siens. ■

* Médecin bangladaise, fondatrice du Gonoshasthaya Kendra (GK), le «Centre de santé populaire», qui se consacre, avec ses 2000 employés

(en majorité des femmes), à la promotion des soins de santé primaire, de l'éducation, et de l'émancipation des femmes au Bangladesh. L'ONG forme ses paramedics (agents de santé primaire), produit des antibiotiques et des médicaments génériques. Elle s'autofinance à 70%.



La tournée d'une paramedic dans un village du Bangladesh.

© Roland Bourque/La Vie, Paris

Vive le Québec trilingue!

Les lois québécoises, qui ont imposé le français à l'école et au travail, ont été bien plus efficaces qu'on ne l'aurait cru. La Belle Province envisage de changer de cap car le trilinguisme gagne du terrain, au grand chagrin des nationalistes intransigeants.

FILIPPO SALVATORE

PROFESSEUR DE COMMUNICATION À LA CONCORDIA UNIVERSITY,
ANCIEN MEMBRE DU CONSEIL DE LA LANGUE FRANÇAISE DU QUÉBEC ET ANCIEN CONSEILLER MUNICIPAL DE MONTRÉAL.

Avec ses paysages d'une rude beauté et son accent charmant, le Québec offre un bel exemple de détermination culturelle aux pays qui comptent, comme lui, de fortes minorités. Cet îlot francophone prospère dans un océan anglophone, grâce à une digue solide de lois et de mesures pédagogiques en faveur du français. Mais voici que la Belle Province envisage de changer de cap: selon une récente enquête

officielle, il est temps d'assouplir la «Loi 101», qui impose depuis trente ans l'usage du français dans le système scolaire et sur les lieux de travail.

En vertu de cette loi (appelée aussi Charte de la langue française), tous les enfants sont tenus de fréquenter des établissements primaires et secondaires d'expression française. A une exception: les Québécois de vieille souche, qui ont reçu leur enseignement primaire dans une école anglaise de la province. Ceux-là peuvent choisir la langue de scolarisa-

tion de leur enfant. Mais pour tous les nouveaux venus, qu'ils arrivent du Canada ou d'ailleurs, le français est de rigueur jusqu'à l'université.

Née en 1977, la Loi 101 est la fille du mouvement nationaliste québécois, dont l'objectif a toujours été la sécession du Québec, ou, du moins, plus d'autonomie au sein de la fédération (voir encadré). La loi remonte aux jours exaltants de la «révolution tranquille», quand les Québécois français arrachèrent la province à la domination d'une puissante élite



Manifestation en faveur de la langue française à Montréal, Québec, en mars 1989.

anglaise qui en contrôlait les immenses richesses. Ils ont alors modifié le paysage culturel à l'aide de textes, comme la Loi 101, destinés à «franciser» l'enseignement et le monde du travail.

L'affichage commercial, aussi: une réglementation limite l'usage de l'anglais dans les enseignes publiques et la police de la langue arpente encore les rues, mesurant la taille des lettres pour vérifier que «poulets frits» règne bien sur «*fried chicken*». Régulièrement, le gouvernement de la province passe une couche de nouvelles mesures pour raviver l'esprit de la Loi 101. A chaque coup de pinceau, une nouvelle vague de Québécois anglais émigre vers d'autres régions du Canada, ou aux Etats-Unis.

Le français ne s'est jamais mieux porté

Aujourd'hui, les Québécois anglais de vieille souche ne représentent plus que 8,5% de la population, contre 13% en 1971. Pourtant, à en croire les nationalistes, la menace anglophone a pris une ampleur nouvelle grâce aux allophones, jolie façon de désigner les immigrés dont la langue maternelle n'est pas le français. Il en arrive, chaque année, 25 000 à 35 000, essentiellement d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Asie orientale. A elles deux, les minorités anglophone et allophone forment 18% de la population de la province. Les Québécois pur jus en constituent encore 82%, malgré un taux de natalité parmi les plus bas du monde. Mais beaucoup de ces «indigènes» sont convaincus qu'ils perdront bientôt la majorité dans leur capitale financière, Montréal, où s'installent la plupart des communautés minoritaires. Selon un sondage réalisé l'an dernier par le quotidien *Le Devoir*, 55% des Québécois sont convaincus que le français est en danger, dans toute la province.

Entendant ces cris d'alarme, le gouvernement de la province a lancé, l'an dernier, des Etats généraux sur le thème: «*Que doit faire le Québec pour assurer l'avenir de la langue française?*» Ces états généraux sont une sorte de rituel. Chaque fois que le gouvernement de la province mobilise pour un référendum séparatiste (voir encadré), il fait monter la pression en soulignant la situation désastreuse du français. Mais, après avoir dépensé plus de dix millions de francs pour une série d'auditions dans toute la province, les nationalistes ont été surpris: selon le rap-

port préliminaire, publié le 5 juin, le français ne s'est jamais mieux porté dans la Belle Province.

«*Le français n'est plus la propriété de la majorité, il est devenu la langue de tous*», a déclaré le président des états généraux,



© GFI (Généralistes français), Paris

Une plaque d'immatriculation.

Gérald Larose, ancien dirigeant syndical et vieux séparatiste. 95% des habitants du Québec savent le français et l'utilisent quotidiennement, soit une augmentation de 7% en dix ans.

Comment est née la Loi 101

Avant la Loi 101, les habitants du Québec avaient le droit d'envoyer leurs enfants dans des écoles publiques françaises ou anglaises, qui, par les vicissitudes de l'histoire, s'étaient organisées sur des bases confessionnelles. En effet, à la naissance de la Confédération canadienne, en 1867, deux grands groupes coexistaient au Québec: les catholiques français et les protestants britanniques. Chacun constitua sa propre école au sein du système scolaire public. Mais, à la fin du XIX^e siècle, une communauté fraîchement installée à Montréal brouilla les cartes: les catholiques irlandais. Le compromis, qui leur permit de s'inscrire dans les écoles anglaises, créa un précédent.

Depuis, presque toutes les immigrations, des catholiques polonais aux Italiens, en ont fait autant. Même des francophones, comme les Juifs marocains, ont été envoyés (par les autorités) dans les classes anglaises, pour échapper au catéchisme du système scolaire français. Cet arrangement convenait parfaitement aux Canadiens français, qui ne voulaient pas de francophones non indigènes dans leurs écoles. Et cela a valu tant que leur taux de natalité est resté fort. Mais celui-ci a vite décliné pendant la «révolution tranquille», quand les Québécois français ont commencé à s'affranchir des rigueurs du catholicisme traditionnel. Et, au moment précis où les familles françaises rétrécissaient, l'immigration prenait de l'ampleur, en particulier l'italienne.

Parallèlement, tandis que les écoles anglaises poussaient comme des champignons à Montréal, le mouvement nationaliste devenait une force politique crédible et puissante. Il exigeait que des mesures soient prises pour «corriger» le déséquilibre linguistique et démographique qui se reflétait dans le système scolaire. Un compromis fut tenté, en 1968, avec une loi favorisant l'instruction en français. Mais elle ne satisfaisait pas les nationalistes, qui voulaient que tous les enfants aillent à l'école française.

Deux ans plus tard, le français devint la langue officielle du Québec, mais les tensions continuèrent à croître jusqu'à l'éclatement d'une véritable guerre linguistique, en 1976, lorsque le nouveau Parti québécois (séparatiste) remporta les élections provinciales. L'année suivante, les nationalistes firent voter la Loi 101: un tournant dans le débat linguistique au Québec. ■

Plus de 90% des élèves fraîchement arrivés dans la province vont droit à l'école française, affirme le ministère de l'Éducation du Québec. Certes, leur seule alternative est l'enseignement privé. Mais la Loi 101 ne peut obliger ces enfants à parler français hors des salles de classe. Or, beaucoup continuent à bavarder ou à hurler en français dans la cour de récréation, y compris à Montréal, où les migrants constituent près de la moitié de la population des écoles françaises.

Même les anciennes minorités – les anglophones et allophones qui sont nés et ont grandi au Québec – adoptent l'«esprit de la Loi 101»: légalement, ces parents ont le droit d'inscrire leurs enfants dans des écoles anglaises. Or, les trois quarts optent pour l'enseignement en français. A une exception près: les Italiens, l'une des communautés culturelles les plus importantes et les mieux ancrées du Québec. Ils continuent ▶



© Panos Pictures, Londres

Un exemple de bilinguisme scrupuleux.

majoritairement de fréquenter les écoles anglaises. Mais, loin de rejeter le bilinguisme, ces familles parlent trois langues! Et le taux des mariages franco-italiens augmente chaque année. C'est par l'amour et non la contrainte, qu'ils sont peu à peu gagnés au français.

L'abolition de la police de la langue est envisagée

Le trilinguisme a aussi séduit les Etats généraux. Le rapport préliminaire, publié le 5 juin par la commission Larose, a fait l'effet d'une bombe: les communautés anglophone et allophone y sont présentées comme exemplaires. *«Le vieil antagonisme anglo-français au Québec a été au moins un peu estompé. Et peut-être beaucoup»*, a dit Larose, avant de présenter un plan de promotion du français, mais aussi de l'anglais. Au lieu de préconiser un renforcement de la Loi 101, comme des durs s'y attendaient, la commission a suggéré de la démanteler partiellement en abolissant, par exemple, la police de la langue.

Selon la commission Larose, il faut au Québec une nouvelle charte, ou constitution, qui reconnaisse officiellement le français comme langue de citoyenneté de la province. Mais, poursuit-elle, l'anglais aussi mérite le respect, en tant que langue de la «minorité nationale» officielle du Québec. Les anglophones doivent avoir un accès garanti aux institutions judiciaires, aux services de santé, aux programmes d'aide sociale et à l'éducation. *«Nous nous efforçons de dire à la communauté anglophone: votre place est reconnue, votre avenir est assuré»*,

explique l'un des onze membres de la commission.

Ultime paradoxe: le rapport recommande que les élèves français améliorent leur anglais. Aujourd'hui, les enfants scolarisés dans les écoles anglaises ont des cours de français obligatoires dès le CP. Mais pour les enfants francophones, l'enseignement de l'anglais – généralement d'assez mauvaise qualité – ne commence qu'au CM2. Résultat: 38% seulement des Québécois français sont bilingues. Comme s'ils s'étaient assoupis, sûrs qu'au pays de la Loi 101 nul n'a besoin de l'anglais pour gagner sa vie. Or, non seulement leurs perspectives professionnelles s'effondrent dès qu'ils sortent du Québec, mais, à l'intérieur même de la province, la concurrence s'exacerbe avec les allophones bilingues et trilingues, de plus en plus nombreux.

«Blasphèmes!» s'écrient les durs du Parti québécois. Le français reste en situation précaire, *«car trop de gens continuent à parler anglais dans l'intimité»*. Peut-être,

assurent ces faucons, les migrants s'expriment-ils en français au travail ou à l'école, mais chez eux ou entre amis, ils passent aussitôt à l'anglais. Bref, pour ces intransigeants, intégration égale assimilation. Le reste n'est que trahison.

Si le père de la Loi 101, Camille Laurin, avait l'intention de couler les nouveaux arrivants dans le moule du «bon Québécois», le résultat est décevant. La génération 101 apprend le français, mais reste ouverte à la culture nord-américaine et attachée à sa langue maternelle et à ses valeurs. Ces jeunes et leurs parents acceptent, en général, le principe de prédominance du français au Québec. Il est temps que les Québécois, pour leur part, assument ce rôle de majorité établie et respectée, et non de minorité menacée. Le paradigme «blanc-catholique-français de souche» est dépassé. Un autre le remplace, multiracial, multireligieux et multilingue. L'heure est aussi venue de changer de méthode: moins de contrainte et plus d'incitation. ■

Raccommoder le Canada

Le débat linguistique au Québec dépasse largement ses frontières: il touche au cœur de l'identité et de l'unité canadiennes. Depuis trente ans, les dix provinces du Canada tentent d'amender leur Constitution pour résoudre le conflit entre une conception fédérale du pays et les revendications du Québec, qui veut davantage de souveraineté.

Ce débat remonte à 1971. Cette année-là, pour la première fois, le mouvement nationaliste québécois menaça de se séparer du reste du Canada. Le Premier ministre, Pierre Elliott Trudeau (lui-même Québécois français), plaida pour un Canada officiellement bilingue et multiculturel, avec dix provinces égales et un gouvernement fédéral fort. Les séparatistes comme René Lévesque rejetèrent cette idée et en lancèrent une autre: un Québec politiquement souverain, «associé» économiquement au reste du Canada.

En 1980, Lévesque organisa un référendum pour soumettre cette proposition au peuple du Québec qui la refusa. Un second référendum, fut organisé, en 1995, par Jacques Parizeau, devenu Premier ministre provincial et chef du Parti québécois (PQ). Le projet fut à nouveau repoussé, mais cette fois à une faible majorité (1%). Parizeau attribua cet échec «à l'argent et au vote ethnique», un commentaire largement interprété comme étant xénophobe et antisémite, et visant les communautés minoritaires de Montréal. Le propos fit scandale: il dut démissionner.

En 1996, un dirigeant plus accommodant, Lucien Bouchard prit le contrôle du PQ et fut nommé Premier ministre. Ouvert aux négociations avec le gouvernement fédéral, il s'est néanmoins efforcé de satisfaire les durs de son parti en organisant des états généraux sur l'avenir de la langue française au Québec. Certains faucons estimaient que l'enquête allait donner le coup d'envoi d'un nouveau référendum sur la souveraineté. Un nationaliste, Yves Michaud, évoqua à nouveau le spectre du «vote ethnique juif». Atterré par cet antisémitisme et les profonds clivages qu'il créait au sein du PQ, Bouchard démissionna, en décembre dernier. Mais sa voix modérée a trouvé un écho dans la position conciliante des états généraux. ■

Presse mexicaine: les affres de la liberté

Longtemps inféodée au pouvoir politique, la presse mexicaine s'est émancipée avec l'insurrection du Chiapas. Finis la soumission, l'autocensure, les cadeaux en espèces... Mais elle hésite encore sur le meilleur usage de sa liberté.

RAFAEL RODRÍGUEZ CASTAÑEDA

JOURNALISTE ET ÉCRIVAIN MEXICAIN, DIRIGE L'HEBDOMADAIRE PROCESO,
AUTEUR, NOTAMMENT, DE PRENSA VENDIDA (ÉD. GRIJALBO, 1993).

Le 1^{er} janvier 1994, au lever du jour, le Mexique et le monde entier découvrent avec étonnement un guérillero enca-goulé, le sous-commandant Marcos. Sur la place principale de San Cristobal de las Casas, dans l'Etat du Chiapas (Mexique), le chef de l'Armée zapatiste tient sa première conférence de presse devant un parterre de journalistes très fourni. Le jeune révolutionnaire extra-verti, bien décidé à utiliser les médias à des fins stratégiques, a réussi son pari: les Mexicains sortent brutalement du rêve de la modernisation que leur avait fait miroiter le président Carlos Salinas de Gortari

La presse est à la fois témoin et protagoniste des combats qui vont se dérouler pendant dix jours dans les montagnes environnantes. L'ensemble de la profession réagit avec enthousiasme: enfin «notre» guerre! Ces dix jours qui ébranlèrent le Mexique font l'objet d'une couverture médiatique ininterrompue. Les journalistes manifestent alors une capacité d'initiative à laquelle ils avaient renoncé. Une partie de la presse mexicaine comprend qu'elle a un rôle à jouer. Elle découvre le chemin de la liberté et ne veut plus s'en écarter.

Des éditorialistes et des reporters complaisants

En 1968, à la veille de l'ouverture des Jeux olympiques, les grandes manifestations étudiantes sont brutalement interrompues par le massacre de la place Tlaltelolco, à Mexico, le 2 octobre. Pendant toutes ces journées, le cri de «presse vendue!» a résonné dans les rues de la



La conférence de presse du sous-commandant Marcos va commencer (22 février 2001).

capitale. Les gouvernements du parti révolutionnaire institutionnel (PRI), surnommé l'«Invincible» pour avoir gagné, légalement ou frauduleusement, toutes les élections depuis sa création en 1929, ont mis à leur botte depuis longtemps l'ensemble des médias.

Le gouvernement dispose d'un monopole sur la vente du papier journal. Il accorde des délais de paiement, des exonérations de charges sociales et parfois même d'impôts à certaines entreprises de presse. De plus, l'équilibre financier des journaux dépend, pour une bonne part, des encarts publicitaires gouvernementaux. La pratique des *embutes* – les cadeaux en espèces, offerts

par les dirigeants politiques et les hauts fonctionnaires –, atteint un tel niveau qu'ils constituent parfois la majeure partie des revenus d'éditorialistes ou de reporters complaisants. Enfin, à de rares exceptions près, les journalistes n'ont pas d'autre source d'information que les services officiels.

La soumission à l'égard du président en place est patente. Dans le régime présidentieliste mexicain, le chef de l'Etat – l'«Intouchable» – a acquis un statut quasi-divin. Ainsi, la liberté de la presse, bien que garantie par la Constitution, est perçue par la profession elle-même comme une bienveillante concession du président. ▶

Les rares journalistes opposés à cet état de fait ont joué un rôle clé dans l'évolution de la presse. En 1968, Julio Scherer García prend la direction de *Excelsior*. En peu de temps, ce grand quotidien national occupe une place prépondérante dans le pays avant d'être reconnu comme l'un des dix meilleurs au monde.

Le système se fissure

Conformément à sa nature autoritaire, le régime réagit en finançant, en 1976, sous le gouvernement Echeverría, un putsch à *Excelsior*. Julio Scherer García quitte la direction du journal et fonde l'hebdomadaire *Proceso*, qui devient le navire amiral de la presse d'opposition. Plusieurs journaux établis montrent alors quelques velléités de suivre la même voie et de remettre en cause leur dépendance envers le pouvoir établi. De nouveaux titres apparaissent. Mais d'une manière générale, ce sont les mêmes règles perverses qui prévalent.

Tout change, donc, le 1^{er} janvier 1994, à une date qui aurait dû marquer la consécration de la politique économique du président Carlos Salinas de Gortari. C'est, en

effet, ce jour-là qu'entre en vigueur le traité de libre-échange nord-américain, signé avec les Etats-Unis et le Canada.

La critique du pouvoir politique devient alors monnaie courante. Le système monolithique commence à se fissurer et une partie de la presse s'engouffre dans la brèche, réagissant de façon viscérale, au prix, parfois, d'un manque de professionnalisme.

Le nouveau président, Ernesto Zedillo, n'a ni les moyens ni la volonté d'endiguer le rejet populaire du système mis en place par le PRI. Il laisse entière liberté à la presse qu'il méprise et pour laquelle il a peu d'intérêt.

Celle-ci entre alors dans une période de désarroi. La plupart des titres continueraient bien à jouer leur rôle de chien de garde, mais ils pressentent un changement imminent. Qui sera le maître,

demain? Les élections de l'année 2000 se déroulent dans ce climat. Francisco Labastida, du PRI, affronte Vicente Fox, candidat officiel du Parti d'action nationale (droite). Sa candidature a été suscitée par des chefs d'entreprises indépendants et des groupes de pression extérieurs aux partis politiques.

La société mexicaine est prête à se débarrasser du PRI: le 2 juillet 2000, Vicente Fox l'emporte. Après 71 ans, une page de l'histoire mexicaine prend fin sans la moindre violence. Ce changement à la tête de l'Etat marque-t-il le début d'un processus de transition? Les plus sceptiques doutent que Fox soit l'homme de la situation. D'autres soulignent, à juste titre, que les principaux rouages du pouvoir oligarchique mexicain fonctionnent toujours.

Quoi qu'il en soit, la presse a joué un rôle significatif dans le changement. Elle a contribué à démystifier le régime en cessant de considérer le président

comme l'«Intouchable», et le PRI comme l'«Invincible».

Après l'élection, l'hebdomadaire *Proceso* publie, en couverture, une image représentant un cercueil aux couleurs du PRI,

porté par des partisans de Fox, au-dessus du titre: «*Et maintenant?*»

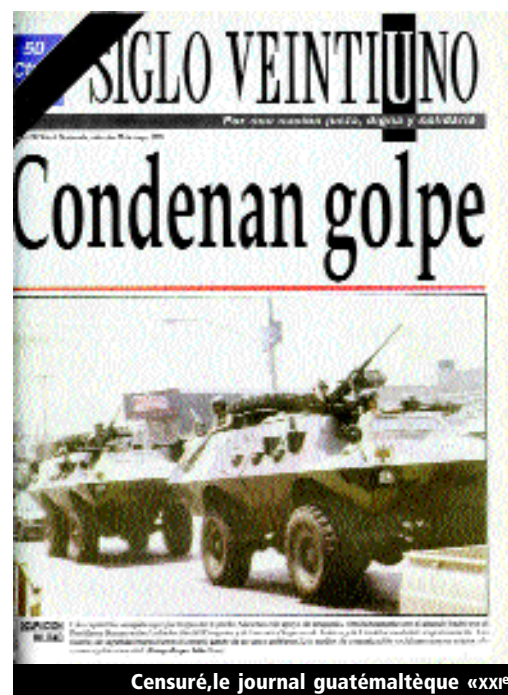
Une année plus tard, la question est toujours d'actualité. Pour la presse, en particulier. Après être passée de la soumission à l'opposition systématique, elle n'a pas encore décidé ce que sera sa nouvelle attitude. Doit-elle critiquer le nouveau gouvernement ou lui accorder un délai de grâce?

S'adapter ou disparaître

Et est-elle prête à participer à une véritable transition? Premier écueil, elle souffre d'un «taux de natalité» élevé: chaque semaine, de nouveaux titres apparaissent, mais le nombre de leurs lecteurs reste minime ou baisse, passée la période d'euphorie électorale, alors que le chômage s'accroît et que le pouvoir d'achat reste faible. Privées des

subventions gouvernementales, les sociétés de presse de taille modeste, celles qui ont conservé des structures familiales ou qui n'ont pas su évoluer, paraissent vouées à l'extinction.

S'adapter ou disparaître: le pragmatisme prôné par Fox ne laisse de place que pour les plus forts et, apparemment, pour ceux qui s'y entendent en affaires. Le secteur de l'information pourrait bien attirer les capitaux étrangers,



maintenant que les portes de l'économie mexicaine sont grandes ouvertes ou, plus précisément, qu'elles ont bel et bien disparu.

Nul ne sait, enfin, jusqu'à quel point le gouvernement, issu de l'opposition, est disposé à supporter les critiques de la presse d'opposition. Les nouveaux venus souffrent, souvent, d'hypersensibilité. ■



328 quotidiens et 1600 revues sont publiés au Mexique.

Le quotidien *Excelsior* tire pour sa part à 130000 exemplaires.

(Source: Cámara Nacional de la Industria Editorial Mexicana. Cifras de 2001).

En Amérique latine, la presse brise ses chaînes

Après des années de soumission politique, la presse latino-américaine semble emprunter la voie de l'indépendance. Elle y trouve, comme en Argentine, un regain de crédibilité, affirme Mario Diamant¹.

INTERVIEW RECUEILLIE PAR LOUISE CORRADINI

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.



© Siglo Veintiuno, Guatemala

années 70, bon nombre de journalistes étaient politiquement très proches du pouvoir. La crédibilité de la presse était très faible. Puis, les années 80 ont vu se produire un changement considérable avec l'avènement de la démocratisation dans les pays de la région, et l'arrivée d'une nouvelle génération de journalistes. Tout cela a apporté un peu d'air frais.

Pouvez-vous analyser quelques cas précis?

Les deux les plus intéressants concernent le Mexique et le Guatemala. Au Mexique, le soulèvement du Chiapas, en 1994, a eu raison de la subordination de la presse aux diktats du PRI, le parti au pouvoir, qui s'accompagnaient d'une corruption rampante. Je crois pouvoir l'affirmer: c'est en grande partie cette nouvelle attitude de la presse qui a permis d'en finir, au Mexique, avec le système de parti unique.

En ce qui concerne le Guatemala, lors du coup d'Etat organisé, le 25 mai 1993, par le président Jorge Serrano lui-même, le pouvoir a tenté d'imposer la censure. La presse a réagi, pour la première fois, en défiant les autorités. Le journal *Siglo Veintiuno* (XXI^e siècle) s'est rebaptisé *Siglo Catorce* (XIV^e siècle) et a remplacé les textes censurés par des colonnes noires, affichant au grand jour les manœuvres du gouvernement pour empêcher la presse de faire son travail. Enfin, n'oublions pas la Colombie, où de nombreux journalistes ont risqué leur vie et la risquent encore en réalisant des reportages malgré les menaces de mort de la guérilla, des groupes paramilitaires et des narcotrafiquants.

Par le passé, la presse latino-américaine a souvent fait acte de soumission à l'égard des autorités. Parfois, elle s'est même

montrée complice. Quelles sont les raisons de cette évolution?

Les deux facteurs qui ont contribué à ces changements sont, à mon sens, la restauration de la démocratie et la révolution technologique. Les dictatures des années 70, en Amérique du Sud, ont engendré une presse soumise et complaisante. Mais au fur et à mesure que ces régimes se désintégraient, la presse faisait preuve d'une plus grande indépendance.

Le retour de la démocratie dans la région l'a incitée à prendre des risques plus importants et à pousser plus loin ses investigations. Dans certains cas, comme celui de l'Argentine, le regain de crédibilité dont elle a joui a été proportionnel au discrédit jeté sur les partis politiques. Sous la présidence de Carlos Menem (1989-1999), les enquêtes en profondeur réalisées par les journalistes argentins sur la corruption et le blanchiment d'argent ont ébranlé le gouvernement. Le prestige de la presse a alors dépassé celui de toutes les autres institutions du pays, y compris l'Eglise.

En outre, les récentes révolutions technologiques (télécopie dans un premier temps puis Internet) ont entraîné une diversification des sources d'information à un point tel qu'il est devenu inimaginable d'exercer le moindre contrôle. Et le coût relativement peu élevé de cette technologie a engendré un phénomène sans précédent de démocratisation de l'information. ■

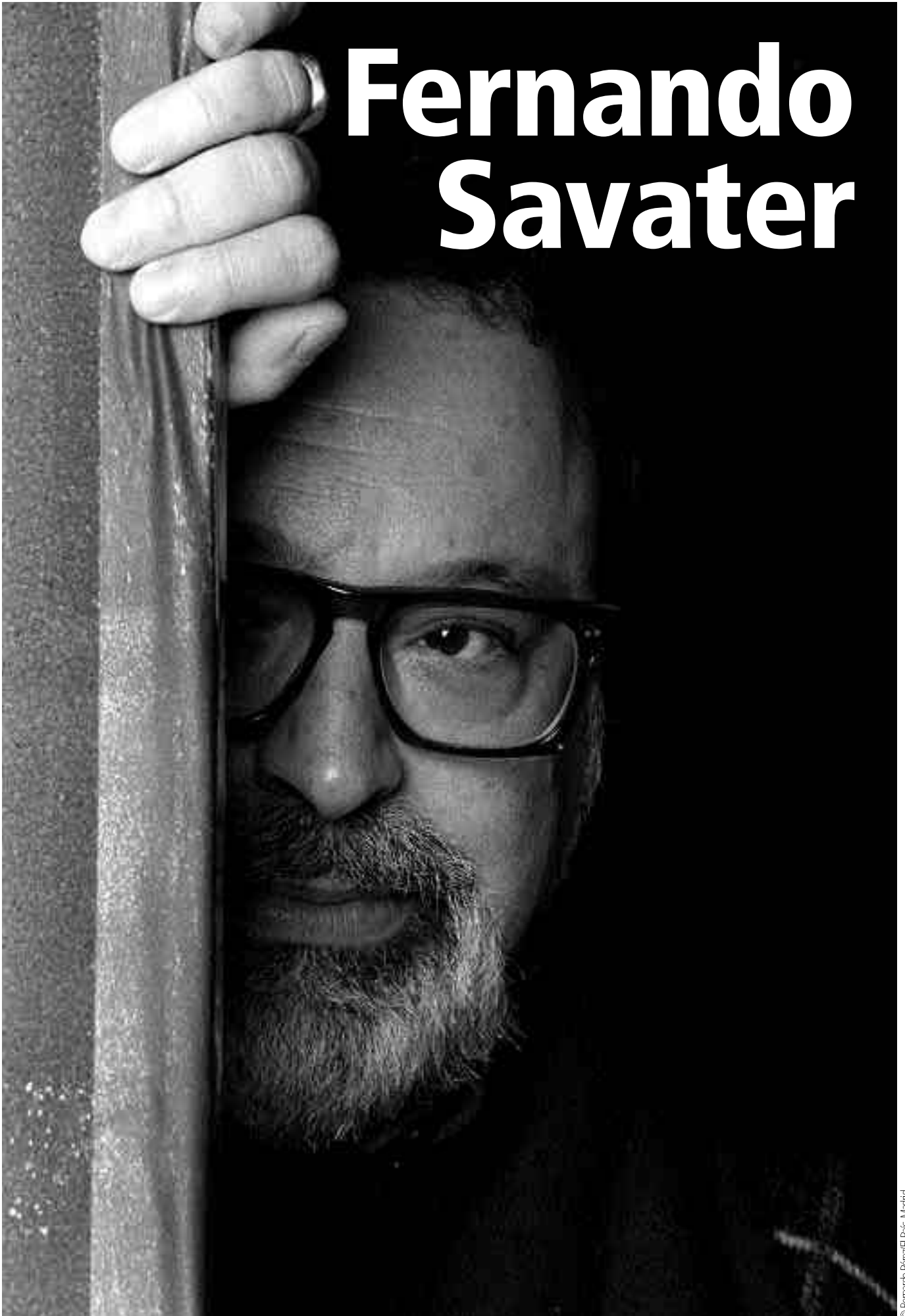
1. *Journaliste et dramaturge argentin. Il est professeur de journalisme à l'Université internationale de Miami en Floride.*

Ces vingt dernières années, l'Amérique latine a vécu de nombreuses transitions politiques. Quel rôle la presse a-t-elle joué dans ces processus? Peut-on affirmer qu'il existe un modèle régional de relations entre la presse et le pouvoir politique?

Je ne crois pas que l'on puisse parler de «modèle régional», mais plutôt de processus semblables, qui obéissent à l'équation habituelle: plus le niveau de démocratie est élevé, plus la liberté de la presse est grande. Mais cette équation varie d'un pays à l'autre.

Dans le passé, une bonne partie de la presse latino-américaine était liée, par la personnalité de ses propriétaires, à des intérêts économiques et politiques, et ces intérêts l'emportaient sur l'objectivité de l'information. Par ailleurs, dans les

Fernando Savater



© Bernabé Pérez/El País, Madrid

L'énigme basque

La culture de la différence conduit à la barbarie. C'est le message de ce philosophe basque espagnol, menacé de mort par les terroristes de l'ETA, qui lutte avec les mots pour que l'universel ne devienne pas accessoire.

Philosophe, écrivain, professeur d'université... Malgré vos multiples occupations et plus de 45 livres publiés, il semble que l'on ne s'adresse à vous, aujourd'hui, que pour vous entendre parler du problème basque...

C'est à la fois injuste et réducteur. J'ai consacré ma vie à de multiples d'activités – trop, peut-être. Mais la seule que retiennent les gens, c'est celle du manifestant avec une pancarte! Attirer l'attention sur moi ne m'intéresse pas spécialement. En revanche, j'essaie d'utiliser l'audience dont je bénéficie, auprès du public, pour faire progresser une cause qui me semble importante: la défense de l'Etat de droit et la lutte contre le totalitarisme, dans mon propre pays.

Vous ne pouvez plus vous déplacer sans une escorte. N'est-ce pas insupportable?

L'autre jour, quelqu'un m'a posé la même question, avec la meilleure intention du monde. J'ai répondu: «*et vous, qu'est-ce que cela vous fait de voir qu'une grande partie de vos concitoyens – des journalistes, des enseignants, des conseillers municipaux, des mères de famille... sont obligés de vivre en permanence sous protection?*» En réalité, c'est au public qu'il faut poser la question suivante: «*vous entendez, chaque jour, parler de construction européenne. Tout le monde vous en rebat les oreilles. Eh bien, quelque part en Europe, il est impossible de sortir en sécurité dans la*

rue. Pensez-vous que ce soit supportable?»

La plate-forme Basta Ya («ça suffit»), dont vous êtes le porte-parole, vient de se voir décerner, par le Parlement européen, le prix Sakharov 2000. Qu'est-ce que Basta Ya?

C'est une de ces initiatives citoyennes qui ont vu le jour ces dernières années, au Pays basque. Elle s'efforce de dénoncer et de combattre la violence. La caractéristique de *Basta Ya* est que nous sommes descendus dans la rue non seulement pour crier notre opposition à la violence et aux assassinats, mais aussi pour réclamer un statut d'autonomie pour le Pays basque.

Depuis la mort de Franco en 1975, le Pays basque, comme d'autres régions d'Espagne, a obtenu une autonomie toujours plus large. Or, malgré cela, le nombre des victimes du terrorisme de l'ETA n'a cessé de croître. Il dépasse aujourd'hui les 800. Pourquoi cette violence?

Elle se nourrit d'une idéologie ethnico-totalitaire, qui s'est forgée au fil du temps, probablement à partir d'éléments accumulés, dans le passé, sous le régime de Franco (1938-1975). Aujourd'hui, elle s'est enkystée et constitue une menace plutôt insolite au sein de l'Europe démocratique. Mais aussi dans le monde. Il existe, dans d'autres pays de la planète, de vraies inégalités politiques et économiques, des violations évidentes et systématiques des droits humains, qui – sans la légitimer pour autant –, pourraient expliquer l'irruption de la violence. Or, tout cela n'existe pas au Pays basque.

A quels pays pensez-vous?

A la Colombie, par exemple, un pays où sévissent de nombreuses injustices dans l'économie, l'éducation... Je ne pense pas que la guérilla colombienne soit un mouvement de libération, mais on peut comprendre, dans une certaine mesure, que des personnes, en Colombie, puissent avoir recours à la lutte armée. Il en a été de même au Salvador ou au Guatemala, à un moment donné, ou encore en Irlande, où, pendant des siècles, les Catholiques ont été marginalisés, opprimés, par les Britanniques et les Unionistes protestants. Sans parler de la Palestine... Je ne vais pas jusqu'à affirmer que la lutte armée est une bonne chose. Mais il est des endroits, sur Terre, où l'on peut en comprendre les raisons. Encore une fois, ce n'est pas le cas au Pays basque.

Quel est, alors, le véritable problème basque?

Posons d'abord les choses clairement: le Pays basque espagnol jouit des mêmes libertés que n'importe quel autre territoire de l'Union européenne. On y trouve, en outre, un degré d'autonomie – politique et fiscale – supérieur à celui des *Länder* allemands, un Parlement en propre, où sont représentés tous les partis politiques, y compris les indépendantistes. C'est une région développée, sans grands soucis économiques. En définitive, le problème majeur du Pays basque, c'est qu'il n'a pas de problème majeur. Il n'y a rien, qui, d'un point de vue objectif – historique ou économique –, justifie la violence. Si ce n'est que, sans cette violence, les prétentions de l'ETA, ou, plutôt, les prétentions du nationalisme basque, ne seraient pas prises au sérieux.

Quels arguments opposez-vous à ceux qui approuvent l'action de l'ETA et soutiennent que la lutte armée est le seul moyen à sa disposition pour conquérir l'indépendance?

Je suis d'accord avec eux: la violence est le seul moyen dont dispose l'ETA pour conquérir l'indépendance, puisque cette organisation représente une minorité à l'intérieur d'une société qui, majoritairement, ne veut pas de l'indépendance. La légitimité de l'ETA est comparable à celle des braqueurs de banque. Comme ils n'ont pas déposé le moindre argent dans la banque qu'ils attaquent, le directeur ne leur en donnera



«Il n'est pas légitime de remplacer une démocratie citoyenne par une 'démocratie' ethnique.»

pas de son plein gré. Ils sortent donc une arme pour en obtenir. De même pour l'ETA. Ni son projet, ni ses moyens ne sont légitimes. Je ne pense pas qu'il soit légitime, par exemple, de remplacer une démocratie citoyenne par une «démocratie» ethnique. Vouloir créer un Etat peut, dans l'absolu, constituer un objectif valable. Mais personne n'est obligé de manifester un intérêt quelconque et encore moins de l'enthousiasme envers un projet politique qui se fonde sur des idéaux et des techniques d'action tantôt racistes, tantôt relevant du marxisme radical.

Certains font valoir que les Basques auraient plus souffert du franquisme que le reste des Espagnols...

C'est à l'évidence un mythe. Franco, qui n'a pas eu beaucoup de ministres catalans, a eu, en revanche, de nombreux ministres basques. Il passait tranquillement ses étés à Saint-Sébastien, tandis que José Maria Aznar (le Premier ministre espagnol) serait incapable de faire de même aujourd'hui. Des Basques, bien sûr, ont été persécutés comme d'autres Espagnols l'ont été ailleurs, en Espagne. Mais la langue basque n'a pas été aussi marginalisée qu'on veut bien le prétendre: il y a eu, sous le franquisme, des congrès et même un enseignement en euskarien. J'ajouterai qu'à l'époque, les Basques ont d'autant moins souffert que leurs provinces bénéficiaient du revenu par habitant le plus élevé du pays. A la mort de Franco, en 1975, les provinces de Guipúzcoa et de Biscaye étaient les plus riches d'Espagne. Aujourd'hui, c'est vrai, elles se retrouvent en 13^e et 14^e position. Mais dire que les Basques ont souffert plus que les autres relève du mythe. La majorité d'entre eux et la majorité de ceux qui sont devenus nationalistes après la mort de Franco – car, auparavant, ils étaient franquistes – ont bénéficié du franquisme plus que les autres. Et à leur détriment.

Certains historiens s'étonnent de ce qu'il

n'y ait eu, en Espagne, aucun travail de mémoire. Franco disparu, il a été remplacé, dès le lendemain, par une monarchie parlementaire... Les Espagnols seraient-ils amnésiques?

Dans leur immense majorité, ils se sont arrangés pour «regarder ailleurs» à la fin du franquisme. Les gens se disaient: «laissons-le finir sa vie, il n'en a plus pour longtemps». Au Pays basque, le travail de mémoire s'est résumé à une amnésie volontaire partagée: «j'oublie ce que tu as fait et tu oublies ce que j'ai fait». En 1978, l'Espagne a décrété une amnistie générale. Nulle part ailleurs, en Europe, on a connu une amnistie aussi large et aussi absolue. Mais, puisqu'on libérait les membres de l'ETA qui avaient commis

des assassinats, on pouvait bien oublier les crimes de tel général ou de tel commissaire franquiste!

Existe-t-il des minorités fondées à réclamer leur droit à l'autodétermination?

Le droit à l'autodétermination est une conquête historique de certaines communautés déterminées, qui se sont construit un Etat face à d'autres Etats. Les frontières et la superficie de l'Espagne d'aujourd'hui ne sont pas celles d'il y a 1 000 ans. Elles ne seront peut-être pas non plus les mêmes dans 1000 ans. Il en va de même pour les Etats-Unis ou pour tout autre pays. Mais la question des minorités ne se résout pas forcément par la création d'un Etat. Songez qu'il y a, dans

L'ÉTHIQUE COMME REMÈDE

On l'a appelé «le Sartre espagnol», comparé à Salman Rushdie. On murmure qu'il est un héros, ce qu'il déteste: Fernando Savater est avant tout un citoyen engagé dans son temps. S'il s'intéresse au nationalisme, c'est par «autodéfense». Né à Saint-Sébastien, en 1947, il a fait des études de lettres et de philosophie à Madrid. Puis, il a commencé sa carrière d'enseignant à l'Université autonome. Après un bref séjour dans les prisons franquistes, il a été interdit d'enseignement pour des raisons politiques. En 1975, il présente sa thèse de doctorat consacrée à Nietzsche. Peu après, il est réintégré dans le corps enseignant et occupe la chaire d'éthique de l'Université du Pays basque. Depuis 1995, il devrait enseigner la philosophie à l'Université de Madrid, mais, pour des raisons de sécurité, les cours n'ont pu avoir lieu.

«Plus professeur de philosophie que philosophe», il a écrit plus de 45 livres – essais, romans et ouvrages pour la jeunesse –, qui expriment tous une révolte raisonnée, non exempte d'humour, envers l'ordre établi. A l'éthique, sa spécialité, qu'il définit comme «la conviction que tout n'est pas semblable, qu'il y a des raisons de préférer tel type de comportement plutôt que tel autre», il a consacré, entre autres textes, *La tarea del héroe* (1982), *Invitación a la Ética* (1982), *Ética como amor propio* (1988), et *Ética para Amador* (1991) – (Éthique à l'usage de mon fils, Le Seuil 1998) –, traduits en 18 langues.

En 1997, il a publié *El valor de educar* (Pour l'éducation, Payot, 1998), un essai dans lequel il prend la défense de l'éducation en tant que remède à la plupart des maux de la société. «L'intolérance, l'intégrisme ou les nationalismes radicaux doivent se voir couper la route dès l'école», affirme-t-il. En 2001, il a rassemblé ses nombreux articles contre le nationalisme radical dans un livre intitulé *Perdonen las moles*. *Crónica de una batalla sin armas contra las armas*, un réquisitoire contre la passivité de la société civile face à la violence terroriste, exhortant à la mobilisation contre l'ETA. Passionné de courses hippiques, il a visité les principaux hippodromes du monde. Son dernier livre, *A caballo entre milenios* (2001), rassemble un ensemble de chroniques sur le sujet.

Outre le Prix Sakharov des droits de l'homme, qu'il a obtenu, en décembre 2000, au nom du mouvement *Basta Ya* (Ça suffit), dont il est le porte-parole, Fernando Savater a reçu le Prix national de l'essai (1982), le Prix Anagrama, le Prix Ortega y Gasset de journalisme (2000) et le Prix Fernando Abril Martorell pour «sa contribution à la défense et à la diffusion de la liberté, de la tolérance et des droits humains». Menacé de mort par l'ETA depuis de nombreuses années, il partage sa vie entre Saint-Sébastien et Madrid, protégé par des gardes du corps dont il serait ravi de «se voir bientôt libéré de l'aimable tutelle». ■



«La pureté n'est jamais féconde: les vierges n'ont pas d'enfants.»

inquiet pour le sort de ces particularismes identitaires, qui ne me fascinent pas. Et je ne me tracasse pas non plus pour la défense d'un pluralisme que je crois assuré, tant que les êtres humains naîtront différents les uns des autres.

Malgré le métissage?

La grandeur de l'espèce humaine vient précisément du fait que nous sommes tous des métis. Il est probable que, lorsque nous sommes apparus en Afrique, nous étions tous noirs et égaux. Ensuite nous nous sommes peu à peu diversifiés en ethnies, en couleurs différentes. Ces multiples mélanges font le sel de la terre. Ils le font d'autant plus aujourd'hui que nous pouvons accomplir un tour du monde en quelques heures et communiquer par ordinateur avec l'autre bout de la planète. Toute revendication en termes de pureté – pureté de l'identité – me semble stérile. La pureté n'est jamais féconde: les vierges n'ont pas d'enfant.

Dans ce brassage, l'éducation a-t-elle aussi son rôle à jouer? Vous la définissez comme «l'anti-fatalité par excellence, la seule façon de libérer l'homme de son destin»...

Les sociétés dans lesquelles l'éducation ne joue pas son rôle sont ségréga-

tives et figées. Chaque groupe y est appelé à reproduire le sort de ses parents ou de la minorité à laquelle il appartient. Le fils de paysan apprendra de son père les travaux des champs, les femmes s'informeront mutuellement de l'accouchement et de la façon d'élever les enfants, les guerriers apprendront à leur fils à tirer à l'arc ou à monter à cheval, car tel sera leur destin. L'éducation, en revanche, prépare des êtres humains ouverts et polyvalents, susceptibles de remplir des tâches différentes de celles de leurs parents. C'est ainsi que la Grèce de Périclès concevait l'éducation: chaque citoyen devait pouvoir se transformer en autre chose que ce à quoi il était promis. Dans la Perse antique, au contraire, il n'y avait pas d'éducation. Chacun était destiné à occuper une fonction prédéterminée. Pour autant, ne soyons pas dupes: nos sociétés contemporaines connaissent, elles aussi, une sorte de fatalité sociale. Un fils de pauvre doit rester pauvre, un fils d'ignorant doit demeurer ignorant... Face à cela, l'éducation est le seul atout qui permette d'inventer du nouveau, de briser la fatalité. Grâce à elle, dans les sociétés à mobilité sociale ouverte, un fils de balayeur pourra devenir président ou recteur d'université.

Dans cette réinvention de la société, quel rôle joue la famille et l'élève lui-même?

tion?

Contrairement à ce que j'entends dire, je ne pense pas que le monde soit menacé d'uniformisation. Et je le regrette, parfois. Entre la Suède et le Rwanda, par exemple, il n'est pas vrai qu'il y ait de moins en moins de différences, bien au contraire. Je le regrette, car certains pays présentent des particularismes qui donnent la chair de poule. Il serait bon, à cet égard, que le monde soit un peu plus uniforme, au sens où les droits fondamentaux devraient être respectés partout de la même manière.

Dans ces conditions, quel particularisme faut-il défendre?

Il faut défendre toutes les possibilités – toutes les capacités – de création qui se font jour ici ou là. Conserver les particularismes identitaires dans un esprit muséographique, sous prétexte «qu'ils ont toujours existé», quand, en réalité, une poignée de folkloristes, d'archéologues ou d'anthropologues les ont inventés et imposés, cela ne me paraît nullement souhaitable. Je ne suis pas

LISTE DES AGENTS DE VENTE

Adressez-vous à l'agent de vente de votre choix, qui vous communiquera le montant de l'abonnement en monnaie locale.

AFRIQUE DU SUD: International Subscription Services, PO Box 41095, Craighall 2024. Fax: 880 6248.
Mast Publications, PO Box 901, Parklands 2121. Fax: 886 4512.
ALLEMAGNE: German Commission for UNESCO, Colmantstr. 15, D-53115 Bonn. Fax: 63 69 12.
 Uno Verlag, Dag Hammarskjöld Haus, Poppelsdorfer Allee 55, D-53115 Bonn. Fax: 21 74 92.
ARGENTINE: Edilyr Srl, Librería Correo de la UNESCO, Tucumán 1685, 1050 Buenos Aires. Fax: 371-8194
AUSTRALIE: Hunter Publications, 58A Gipps Street, Collingwood VIC 3066. Fax 419 7154.
 ISA Australia, PO Box 709, Toowong QLD 4066. Fax: 371 5566.
 United Nations Assoc. of Australia/Victorian Div., 179 St George's Road, N. Fitzroy VIC 3068. Fax: 481 7693.
 Gordon & Gotch Australia Pty. Ltd., Private Bag 290, Burwood VIC 3125. Fax: 03 9888 8561
AUTRICHE: Gerold & Co, Import & Export, Zeitschriften/Periodicals, Graben 31, A-1011 Vienne. Fax: 512 47 31 29.
BELGIQUE: Partner Press, 11 rue Charles Parenté, B-1070 Bruxelles.
 Fax: (32 2) 556 41 46/Tel.: (32 2) 556 41 40/partner.press@ampnet.be
BRESIL: Fundação Getulio Vargas, Editora Divisão de Vendas, Caixa Postal 62.591, 22257-970 Rio de Janeiro RJ. Fax: 551-0948.
CANADA: Renouf Publishing Company Ltd, 5369 ch. Canotek Road, Unit 1, Ottawa, Ont K1J 9J5. Fax: (1-613) 745 7660.
 Faxon Canada, PO Box 2382, London, Ont. N6A 5A7. Fax: (1-519) 472 1072.
CHILI: Universitaria Textolibro Ltda., Casilla Postal 10220, Santiago. Fax: 681 9091.
CHINE: China National Publications, Import & Export Corp., PO Box 88, 16 Gongti East Rd, Beijing 100020. Fax: 010-65063101.
COREE: Korean National Commission for UNESCO, CPO Box 64, Séoul 100-600. Fax: 568 7454.
DANEMARK: Munksgaard, Norre Sogade 35, PO Box 2148, DK-1016 Copenhagen K. Fax: 12 93 87.
ESPAGNE: Mundi Prensa Libros SA, Castelló 37, 28001 Madrid. Fax: 91575 39 98.

Librería Al Andalús, Roldana 3 y 4, 410091 Séville. Fax: 95422 53 38.
 UNESCO Etxea, Avenida Urquijo 60, Ppal.Dcha., 48011 Bilbao. Fax: 427 51 59/69
ÉTATS-UNIS: Bernan-Associates, 4611-F Assembly Drive, Lanham MD 20706-4391. Fax: 459 0056.
FINLANDE: Stockmann/Akateminen Kirjakauppa, PO Box 23, SF-00571 Helsinki. Fax: +358 9 121 4450.
 Suomalainen Kirjakauppa Oy, PO Box 2, SF-01641 Vantaa. Fax: 852 7990.
GRÈCE: Librairie Kauffmann SA, Mauvorkordatou 9, GR-106 78 Athènes. Fax: 38 33 967.
GUATEMALA: Comisión Guatemalteca de Cooperación con la UNESCO, 3A Avenida 10 29, Zona 1, Apartado Postal 2630, Ciudad de Guatemala.
HONG KONG: Hong Kong Government Information Services Dept., 1 Battery Path Central, Hong Kong.
HONGRIE: Librotrade K.F.T., Periodical Import/K, POB 126, H-1656 Budapest. Fax: 256-87-27.
INDE: UNESCO Office, 8 Poorvi Marg, Vasant Vihar, New Delhi 110057
ISRAËL: Literary Transactions Inc., C/O Steimatsky Ltd., PO Box 1444, Bnei Brak 51114. Fax: 52 81 187.
ITALIE: Licosa/Libreria Comm. Sansoni SPA, Via Duca di Calabria 1/1, I-50125 Florence. Fax: 64 12 57.
JAPON: Eastern Book Service Inc., Periodicals Account, 3 13 Hongo 3 Chome, Bunkyo Ku, Tokyo 113. Fax: 818 0864.
LUXEMBOURG: Messageries Paul Kraus, BP 2022, L-1020 Luxembourg. Fax: 99 88 84 44.
MALTE: Sapientzas & Sons Ltd., PO Box 36, 26 Republic Street, La Valette CMR 01. Fax: 24 61 82.
MAROC: UNESCO, B.P. 1777 RP, Rabat. Fax: 212-767 03 75, Tél.: 212-767 03 74/72.
MAURICE: Editions Le Printemps Ltée., 4 Route du Club, Vacoas. Fax: 686 7302
MEIQUÉ: Librería El Correo de la UNESCO SA, Col Roma, Guanajuato 72, Deleg Cuauhtémoc, 06700 Mexico DF. Fax: 264 09 19.
NORVEGE: Swets Norge AS, Øststensjøvein 18-0606 Oslo, PO Box 6512, Etterstad. Fax: 47 22 97 45 45.

NOUVELLE ZÉLANDE: GP Legislation Services, PO Box 12418, Thorndon, Wellington. Fax: 496 56 98.
PAYS-BAS: Swets & Zeitlinger BV, PO Box 830, 2160 SZ Lisse. Fax: 2524 15888.
 Tijdschriftcentrale Wijck B V, Int. Subs. Service, W Grachtstraat 1C, 6221 CT Maastricht. Fax: 32 50 103.
PORTUGAL: Livraria Portugal (Dias & Andrade Lda), Rua do Carmo 70 74, 1200 Lisbonne. Fax: 34 70 264.
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE: Artia, Ve Smeckach 30, 111 27 Prague 1.
ROYAUME-UNI: The Stationery Office Publications Ctre., 51 Nine Elms Lane, Londres SW8 5DR. Fax: 873 84 63.
RUSSIE: Mezhdunarodnaja Kniga, Ul Dimitrova 39, Moscou 113095.
SRI LANKA: Lake House Bookshop, 100 Chittampalam, Gardiner Mawatha, Colombo 2. Fax: 44 78 48.
SUÈDE: Wennergren Williams AB, PO Box 1305, S-171 25 Solna. Fax: 27 00 71.
SUISSE: Dynapresse Marketing SA, (ex-Naville SA), 38 av Vibert, CH-1227 Carouge. Fax: 308 08 59.
 Edigroup SA, Case Postale 393, CH-1225 Chêne-Bourg. Fax: (022) 348 44 82.
 Europa Verlag, Ramistrasse 5, CH-8024 Zürich. Fax: 251 60 81
 Van Diermen Editions Techniques-ADECO, Chemin du Lacuez, CH-1807 Blonay. Fax: 943 36 05.
THAÏLANDE: Suksapan Panit, Mansion 9, Rajadamern Avenue, Bangkok 2. Fax: 28 11 639.
TUNISIE: Commission Nationale Tunisienne auprès de l'UNESCO, 22,rue de l'Angleterre, 1000RP Tunis. Fax: 33 10 14.
URUGUAY: Ediciones Trecho SA, Cuento Periódicos, Maldonado 1090, Montevideo. Fax: 90 59 83.
VENEZUELA: Distriplumes, Apartado 49232, Colinas Bello Monte, 1042 A Caracas. Fax: (58 2) 9798360
 UNESCO/CRESALC, Edif. Asovincar, Av Los Chorros, Cruce C/C Acueducto, Altos de Sebucan, Caracas. Fax: (58 2) 2860326.

54^e année

Mensuel publié en 28 langues et en braille par l'Organisation
des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

31, rue François Bonvin, 75732 PARIS Cedex 15, France

Téléphone: 01.45.68.57.45/01.45.68.57.47

Courrier électronique: courrier.unesco@unesco.org

Internet: http://www.unesco.org/courier

Directeur: René Lefort

Rédacteur en chef: James Burnet

Anglais: Cynthia Guttman

Espagnol: Louise Corradini

Français: Sophie Boukharj, Philippe Demenet

Secrétariat de direction/éditions en braille:

Annie Brachet (01.45.68.47.15)

Rédaction

Michel Bessières

Ivan Briscoe

Lucia Iglesias Kuntz

Asbel López

Amy Otchet

Shiraz Sidhva

Traduction

Miguel Labarca

Unité artistique/fabrication: Gérard Prosper

Photographe: Amick Couéffé

Illustration: Ariane Bailey (01.45.68.46.90)

Documentation: José Banaag (01.45.68.46.85)

Relations Editions hors Siège et presse:

Solange Belin (01.45.68.46.87)

Comité éditorial

René Lefort (animateur), Jérôme Bindé, Milagros del Corral,
Alcino Da Costa, Babacar Fall, Sue Williams

Editions hors siège

Allemand: Urs Aregger (Berne)

Arabe: Fawzi Abdel Zaher (Le Caire)

Italien: Giovanni Puglisi, Gianluca Formichi (Florence)

Hindi: Pushplata Taneja (Delhi)

Tamoul: M. Mohammed Mustapha (Madras)

Persan: Jalil Shahi (Téhéran)

Portugais: Alzir a Alves de Abreu (Rio de Janeiro)

Ourdou: Mirza Muhammad Mushir (Islamabad)

Catalan: Jordi Folch (Barcelone)

Malais: Sidin Ahmad Ishak (Kuala Lumpur)

Kiswahili: Leonard J. Shuma (Dar es-Salaam)

Slovène: Aleksandra Kornhauser (Ljubljana)

Chinois: Feng Mingxia (Beijing)

Bulgare: Luba Randjeva (Sofia)

Grec: Nicolas Papageorgiou (Athènes)

Cinghalais: Lal Perera (Colombo)

Basque: Juxto Egaña (Donostia)

Thaï: Suchitra Chitranukroh (Bangkok)

Vietnamien: Ho Tien Nghi (Hanoi)

Bengali: Kafil uddin Ahmad (Dhaka)

Ukrainien: Volodymyr Vasiluk (Kiev)

Galicien: Xavier Senin Fernández

(Saint-Jacques-de-Compostelle)

Serbe: Boris Ilijenko (Belgrade)

Sarde: Diego Corraïne (Nuoro)

Russe: Valeri Kharkin (Moscou)

Diffusion et promotion

Téléphone: 01.45.68.57.45

Abonnements et renseignements:

Michel Ravassard (01.45.68.45.91)

Relations agents et prestataires:

Mohamed Salah El Din (01.45.68.49.19)

Gestion des stocks et expéditions:

Pham Van Dung (01.45.68.45.94)

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits

à condition d'être accompagnés du nom

de l'auteur et de la mention «Reproduits du

Courrier de l'Unesco», en précisant la date du numéro.

Trois justificatifs devront être envoyés à la direction

du Courrier. Les photos non copyright seront fournies

aux publications qui en feront la demande.

Les manuscrits non sollicités par la rédaction ne seront renvoyés

que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international.

IMPRIMÉ EN FRANCE (Printed in France)

DÉPÔT LÉGAL: C1 - JUILLET 2001

COMMISSION PARITAIRE N° 71842 -

Diffusé par les N.M.P.P.

The Unesco Courier (USPS 016686) is published monthly

in Paris by UNESCO. Printed in France.

Periodicals postage paid at Champlain NY

and additional mailing offices.

Photocomposition et photogravure:

Le Courrier de l'Unesco.

Impression: Maulde & Renou

ISSN 0304-3118

N° 07-2001-OPI 00-593 F

Quand je parle d'éducation, je ne fais pas seulement référence à l'éducation académique. Bien que les familles aient évolué, d'un point de vue historique, elles jouent toujours un rôle éducatif essentiel pour l'apprentissage de la réflexion par la voie affective. Aujourd'hui, les adultes disent avoir trop peu de temps à consacrer à l'éducation de leurs enfants. Ils auront tendance à payer pour qu'on les décharge de cette obligation... C'est regrettable. Pour sa part, l'éducation académique familiarise les enfants avec un monde plus égalitaire et plus abstrait. C'est une conquête importante. Mais, en dernière analyse, celui qui apprend, c'est le sujet, l'élève, le néophyte. Et le mieux que nous puissions faire, nous, professeurs, c'est de susciter chez l'élève la voca-

que l'envie d'oublier un peu ses soucis. L'optimiste dira: «*petit à petit, tout finira par s'arranger, avec la vie, avec le temps...*» Mais ni le temps ni l'espace ne résolvent rien. Je suis un pessimiste actif. Rien ne s'arrange tout seul et la situation, au Pays basque, est très préoccupante. Il faut que l'Europe sache ce qui se passe, prenne ses responsabilités, et collabore avec ceux qui, comme nous, luttent contre le fascisme. De même qu'il y a eu mobilisation, au Kosovo, pour soutenir les Albanais menacés par le totalitarisme, nous avons aussi besoin de la solidarité internationale. Bien sûr, pour entreprendre une action, il faut avoir bon espoir de la réussir. En ce sens, je suis optimiste: je crois que mon action peut améliorer la situation. Mais rien n'est



Fernando Savater, lors d'une manifestation de Basta Ya à Saint-Sébastien.

tion d'apprendre.

Vos livres, Ethique à l'usage de mon fils (Seuil, 1998) et Politique à l'usage de mon fils (Seuil, 1995), étaient une tentative pour faire comprendre aux jeunes les grands principes de l'éthique et de la politique. Etes-vous parvenu à les intéresser?

En 30 ans d'enseignement, jamais je n'ai rencontré un jeune qui ne se sente pas concerné par la liberté, la beauté, la justice ou la mort... En revanche, j'ai connu une foule d'adultes, fort occupés à gagner de l'argent, qui ne se souciaient guère de ces questions.

Pour revenir au problème basque, comment appréhendez vous sa résolution? Etes-vous optimiste?

Une *milonga* (chanson populaire argentine) dit que l'espoir n'est autre

automatique. Cela ne se résoudra pas par des alliances entre les partis. Va-t-on revoir la façon d'éduquer les enfants, l'information ou la propagande faite à la télévision, ou encore cette diffusion systématique de la haine envers tout ce qui représente l'Etat espagnol ou les Espagnols, soit la moitié de la population qui vit au Pays basque? tant que cela n'aura pas changé, il y aura beaucoup à faire.

Vous allez donc continuer à lutter?

Je vais m'y efforcer. Si on me le permet.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LUCÍA IGLESIAS KUNTZ

JOURNALISTE AU COURRIER DE L'UNESCO.

Dans le prochain numéro:



Toutes les voix d'un seul monde

**Le dossier du numéro
de septembre 2001:**

**«Race», ethnique,
ascendance, nationalité...**

**Aux sources
des discriminations**

Dossier:

- Peuples indigènes, êtres invisibles
- L'élan et le déclin du racisme «biologique»
- Un quart de milliard d'Intouchables, toujours parias
- Les vagues de xénophobie en Afrique noire
- Brésil: l'envers du décor multiracial
- L'immigration en Europe: deux poids, deux mesures
- Avec la mondialisation, du racisme au néo-racisme

Et dans les rubriques:

- Pourrait-on nourrir la planète sans les OGM?
- Recherche professeurs désespérément
- La protection du patrimoine immatériel: les traditions, après les monuments et les paysages
- Comme en Suède, faut-il interdire la publicité pour enfants à la télévision?
- Entretien: Amartya Sen, Prix Nobel d'économie

Vous pouvez consulter l'intégralité du Courrier de L'Unesco sur Internet à l'adresse suivante:

@ www.unesco.org/courier

Publié en 28 langues